

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE DROIT DE VOTE DE L'ACTIONNAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Décembre 1942, à 13 h. 30

PAR

FRANÇOISE LETELLIER

PRÉSIDENT : M. MOREL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. SOLUS, Professeur.

M. AMIAUD, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

J. LOVITON & C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551816_0072

**LE DROIT DE VOTE
DE L'ACTIONNAIRE**

A la mémoire de mon Père.

A ma Mère.

LE DROIT DE VOTE DE L'ACTIONNAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Décembre 1942, à 13 h. 30

PAR

FRANÇOISE LETELLIER

PRÉSIDENT : M. MOREL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. SOLUS, Professeur.

M. AMIAUD, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

J. LOVITON & C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1942

UNIVERSITE DE PARIS - FACULTE DE DROIT

LE DROIT DE VOTE DE L'ACTIONNAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue par M. LÉON LAFITTE

FRANÇOISE LAFITTE



Président M. MOULI, Professeur

Présidents M. SILLI, Professeur

M. AUBAUD, Professeur

PARIS

LES ÉDITIONS BOSSATON, ÉDITEUR

1870

12, rue de la Harpe

1871

INTRODUCTION

L'action, titre d'un montant nominal peu élevé puisque le législateur permet la création d'actions de cent francs a contribué largement au développement de nos grandes sociétés de capitaux subvenant journellement aux besoins de milliers de familles ouvrières.

Sans l'action, nos grandes sociétés n'existeraient pas, car la formation de leur capital social serait difficile à constituer et lorsque l'un des associés aurait besoin de ses capitaux, elles seraient obligées d'effectuer une réduction de capital faute de retrouver un remplaçant disposant des mêmes capitaux.

L'action attire d'autant plus les épargnants qu'elle leur permet, au moyen d'une mise faible, de courir toutes les chances de succès de l'entreprise. Elle n'offre pas seulement des avantages de gains pécuniaires, mais confère à son titulaire le pouvoir de participer à la direction de la société. Ce droit se manifeste par le fait que tout actionnaire peut prendre part aux assemblées générales.

Les portes des assemblées où se jouent les destinées de la société sont ouvertes largement aux actionnaires. Si, toutefois, le législateur de 1867 a permis aux statuts de limiter l'accès aux assemblées générales ordinaires, celui de 1893, se rendant compte de l'injustice de ne pas permettre, même au porteur d'une seule action, de faire entendre ses arguments, lui a permis de se grouper avec des associés placés dans la même situation, de façon à obtenir le minimum sta-

tutaire. Se rendant compte que la présence personnelle de l'actionnaire est préférable à la représentation par un mandataire, même actionnaire, un décret-loi du 30 octobre 1935 a déclaré formellement que les rédacteurs de statuts ne pourraient subordonner l'accès des assemblées générales ordinaires des sociétés anonymes et en commandite par actions à la possession de plus de vingt actions de plus faible montant nominal.

La loi du 13 novembre 1933, intitulée « loi réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions », pose le principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit. En d'autres termes, elle détermine la puissance de vote de l'actionnaire en fonction de l'intérêt mis en jeu. Mais, voulant éviter l'écrasement des épargnants par les gros capitalistes, les législateurs de 1933 et de 1935 ont laissé subsister les limitations posées par les articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1867.

Dans les assemblées constitutives, tout actionnaire ne peut disposer de plus de dix voix, quel que soit le nombre de ses actions.

Malheureusement, en ce qui concerne les assemblées ordinaires et extraordinaires, le législateur a laissé aux rédacteurs de statuts, c'est-à-dire aux fondateurs, le soin de déterminer le nombre de voix dont dispose tout actionnaire.

Le vote de l'actionnaire doit s'inspirer de l'intérêt social et non de l'intérêt égoïste de quelques dirigeants qui veulent se réserver les profits de l'entreprise, aussi le législateur de 1937 a-t-il interdit toutes clauses et conventions portant atteinte au libre exercice du droit de vote de l'actionnaire. La cession du droit de vote, le mandat irrévocable, la promesse de voter dans un sens déterminé, les conventions de blocage tombent sous le coup d'un décret-loi du 31 août 1937, car,

en vertu de telles opérations, l'actionnaire subit une influence extérieure ou prend un engagement auquel il ne peut mettre fin par une simple manifestation de volonté. En d'autres termes, il aliène son vote ; sa liberté d'action n'est plus entière.

Non seulement le législateur confère le droit de vote à tout actionnaire, mais il fait tout pour qu'il l'exerce dans les meilleures conditions, en un mot, dans l'intérêt social. Lors de la constitution de la société, le législateur ordonne que les fonds provenant de la souscription soient déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations ou chez un notaire, afin que chaque actionnaire soit à même de se rendre compte s'il n'y a pas eu de souscriptions fictives. Quinze jours avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire annuelle, les dirigeants doivent mettre à la disposition des actionnaires les documents qui seront communiqués à cette assemblée et à toute époque de l'année, tout actionnaire peut prendre copie de tous les documents sociaux qui ont été communiqués aux trois dernières assemblées générales ordinaires (art. 35, loi du 24 juillet 1867).

La loi du 13 avril 1935 prescrit que le texte des résolutions proposées à l'assemblée modificative des statuts devra être communiqué à tout actionnaire se présentant au siège social dans la quinzaine précédant sa tenue.

L'actionnaire peut se trouver empêché d'exercer personnellement son droit de vote. Le législateur désirant absolument qu'il l'exerce a permis sa représentation par un mandataire (art. 27, loi du 24 juillet 1867), actionnaire ou non suivant les statuts. La liberté du vote de l'actionnaire n'est pas annihilée, il peut à tout moment demander des comptes à son mandataire et celui-ci exerce le droit de vote selon les directives de son mandant.

Le titulaire du droit de vote, bien que jouissant de ce droit, peut se trouver dans l'impossibilité de l'exercer par suite d'une incapacité naturelle ou légale.

Lorsque l'action est démembrée, ses droits appartiennent à deux personnes distinctes et les plus grandes difficultés se produisent pour déterminer laquelle des deux exercera valablement le droit de vote.

En cas de vente des actions, le contrat opère par lui-même transfert du droit de propriété, par suite l'acheteur acquiert immédiatement le droit de vote. En est-il de même en cas de cession d'actions d'apport?

La loi allemande du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions défend, avec raison, à tout actionnaire ayant intérêt au vote d'y prendre part. Cette sage mesure n'existe dans notre loi que pour les apporteurs en nature et les bénéficiaires d'avantages particuliers. Par suite du silence du législateur, la Cour de Cassation et la doctrine ont reconnu le droit de vote aux administrateurs, aux commissaires aux comptes, à l'actionnaire prépondérant.

Le décret-loi du 31 août 1937, déclarant nul l'engagement pris par un actionnaire de voter dans un sens déterminé, aurait dû viser ces personnes qui orientent le vote dans leur intérêt personnel. Il est vrai que le législateur permet à tout actionnaire d'exercer une action pour abus de droit ou détournement de pouvoir, s'il juge que l'intérêt social a été méconnu.

Un décret-loi du 29 novembre 1939 a élevé en délit le fait pour une personne non actionnaire ou une banque de voter avec des titres appartenant à autrui. Depuis la mise en vigueur de ce décret-loi, les banques ne peuvent plus disposer de la qualité de mandataires qu'au moyen de pouvoirs en blanc. Ce dernier procédé est inférieur, car beau-

coup d'actionnaires ne retournent pas le pouvoir dûment signé lorsqu'aucun jeton de présence n'est alloué à raison de chaque titre déposé.

L'actionnaire se désintéresse donc totalement de son droit de vote au profit de son intérêt pécuniaire, puisque l'allocation d'une modeste somme le conduit à confier son droit de vote à n'importe quel mandataire.

A la différence de certaines législations étrangères, la nôtre n'a pas tiré argument du fait que l'actionnaire se désintéresse de l'exercice de son droit de vote pour permettre la création d'actions sans droit de vote, mais à dividende plus élevé que les actions ordinaires.

Dans les dix dernières années, le but du législateur a été de conditionner le droit de vote à l'intérêt mis dans la société, d'éclairer l'actionnaire en lui communiquant les documents sociaux avant la tenue des assemblées et, enfin, de ne pas le laisser venir à ces réunions avec des idées nettement arrêtées sur lesquelles la discussion en assemblée générale n'aurait aucune efficacité.

*
**

Il nous reste le très agréable devoir de remercier tous ceux qui nous ont aidés à mener notre travail à bonne fin.

En particulier, nous tenons à exprimer notre vive reconnaissance à Monsieur le Professeur Morel, qui nous inspira le titre de notre thèse et qui ne cessa de nous prodiguer ses précieux conseils.

PREMIÈRE PARTIE

LES CONDITIONS DU DROIT DE VOTE

Avant d'aborder l'étude de l'exercice du droit de vote, il convient d'en déterminer les conditions.

Dans un premier chapitre, nous démontrerons que toute action confère obligatoirement le droit de vote à son titulaire.

Dans un second chapitre, nous indiquerons les conditions d'accès aux assemblées constitutives, ordinaires et extraordinaires en montrant dans quelle mesure elles sont favorables aux petits actionnaires.

Dans un troisième chapitre, nous rechercherons le nombre de voix dont disposent les actionnaires dans les différentes assemblées et les exceptions au principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit, posées par la loi du 13 novembre 1933.

Enfin, un quatrième chapitre sera consacré à l'étude des différentes clauses susceptibles de tomber sous le coup du décret-loi du 31 août 1937, prohibant les clauses et conventions portant atteinte au libre exercice du droit de vote.

CHAPITRE PREMIER

Attribution du droit de vote.

Un décret-loi du 30 octobre 1935 complète utilement la loi du 13 novembre 1933, réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires, car « il importait de préciser que chaque action donne droit à une voix au moins » (1).

La loi du 13 novembre 1933 posait bien le principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit, mais elle n'interdisait pas aux rédacteurs de statuts de décider que les titulaires d'une action de mille francs ne disposeraient que d'une seule voix dans les assemblées générales ordinaires et que les porteurs d'actions de cent francs devraient posséder dix actions pour avoir une voix.

Malgré les termes de l'article 34 du Code de Commerce, stipulant que le capital social se divise en actions d'une valeur nominale égale, des actions de montant nominal différent peuvent être créées dans une société, car Rouher déclarait, au Corps législatif, que « rien dans la législation, la doctrine ou la jurisprudence, ne donnait à l'article 34 du Code de Commerce l'importance d'un texte impératif », et la pratique confirme cette interprétation (2).

La clause statutaire accordant une voix au titulaire d'une action de mille francs privait du droit de vote tous les petits actionnaires ne possédant pas dix actions de cent francs. En

(1) Rapport au Président de la République précédant le décret-loi du 30 octobre 1935 complétant la loi du 13 novembre 1933.

(2) La « Société de l'Ouest Parisien » possède des actions de cinq cents francs et de cent francs figurant à la cote officielle des agents de change sous deux rubriques distinctes.

d'autres termes, l'action de cent francs ne conférait aucun droit de vote.

Au cas où la société ne possédait qu'une seule catégorie d'actions, les statuts pouvaient valablement décider qu'une voix était accordée par dix actions dans les assemblées générales ordinaires.

Le principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit était respecté en ce sens que le porteur d'un multiple de dix actions possédait un multiple de voix, mais les titulaires d'un nombre d'actions inférieur à dix n'avaient aucun droit de vote du chef de leurs actions.

Depuis la promulgation du décret-loi du 30 octobre 1935, complétant la loi du 13 novembre 1933, ces deux clauses statutaires sont formellement interdites. Une voix doit être obligatoirement attachée à l'action de plus faible valeur nominale et ne peut plus être attribuée à la possession d'un nombre déterminé d'actions.

Le législateur ne faisant aucune distinction entre les diverses catégories d'actions, nous en concluons que toute action, quelle que soit sa nature, confère valablement le droit de vote à son titulaire. Nous allons essayer de justifier cette affirmation en procédant à l'étude des différentes actions.

Des auteurs, se basant sur les termes de l'article 34 du Code de Commerce et de l'article 1 de la loi du 24 juillet 1867 parlant d'actions de valeur nominale égale ne pouvant être inférieure à la somme de cent francs, en déduisent que les actions industrielles ne représentent pas une fraction du capital social, car elles ne sont pas appréciables en argent et, par suite, ne figurent pas à l'actif du bilan comme contrepartie des actions créées (1). Par suite, pour ces auteurs,

(1) HUPIN (J. S. 1913, p. 66). LACOUR et BOUTERON, *Traité de droit commercial*, tome I, n° 415. M. AUGER (*Rev. soc.* 1933, p. 219).

aucun droit de vote ne peut être attaché aux actions industrielles, car la loi du 13 novembre 1933 proportionne le droit de vote au capital souscrit.

Un apport d'activité consistant en un contrat de travail consenti à la société contre attribution d'actions, peut être évalué en argent et figurer à ce titre à l'actif du bilan comme contre-partie des actions industrielles créées. La somme portée à l'actif du bilan, comme représentant la valeur du travail à fournir à la société, devra seulement être amortie chaque année au fur et à mesure de la réalisation progressive par l'apporteur de ses obligations.

La société, si l'apporteur, par suite d'un décès prématuré, ne peut lui fournir toute l'activité attendue, ne se trouvera pas, à cet égard, dans une situation différente de celle où se trouvent les sociétés quand périt un bien qui leur a été apporté. La société peut, du reste, se garantir contre cet événement en faisant assurer sur la vie l'actionnaire apporteur, comme elle fait assurer contre l'incendie les biens qu'elle possède.

En cas de refus de l'apporteur de remplir ses obligations, la société aura le droit de lui réclamer une indemnité correspondant au préjudice résultant pour elle de cette inexécution. Cette indemnité se substituera dans son actif à la somme représentant la valeur du travail restant à fournir.

Par conséquent, les actions industrielles confèrent un droit de vote à leurs titulaires.

Le capital social, c'est-à-dire l'ensemble des biens que les associés ont mis en commun, comprend des apports en espèces et en nature représentés par les actions de numéraire et les actions d'apport.

Les actions d'apport doivent être intégralement libérées (art. 3, al. 2, loi du 24 juillet 1867), tandis que les actions

de numéraire ne peuvent l'être que du quart de leur montant nominal (art. 1^{er}, al. 2, loi du 24 juillet 1867).

Faut-il en déduire que la puissance de vote des actions d'apport est plus élevée que celles des actions de numéraire partiellement libérées ?

La loi du 13 novembre 1933 déclarant que « le droit de vote attaché aux actions est obligatoirement proportionnel à la quotité du capital souscrit qu'elles représentent respectivement », une action partiellement libérée confère le même droit de vote qu'une action totalement libérée de même montant nominal.

Cette solution est rationnelle, car la valeur nominale du titre, même non versée, fait partie du capital social, gage des créanciers sociaux ; mais elle permet aux sociétés de capitaux de maintenir un privilège au profit de certains associés en émettant de nouvelles actions, libérées du quart, ayant la même puissance de vote que les actions anciennes entièrement libérées.

M. Ramadier a reconnu l'existence du privilège en faveur des détenteurs d'actions partiellement libérées, mais il a justifié cette large brèche apportée à la loi du 13 novembre 1933 dans les termes suivants : « La formule qui vous est proposée accorde le même droit de vote à des actions inégalement libérées, mais d'une même valeur nominale. Elles impliquent, en effet, un engagement égal. Certes, l'actionnaire qui a versé dans le fonds social une somme plus faible bénéficie d'un privilège, mais il a le même intérêt que celui qui a libéré sa souscription à la bonne marche des affaires sociales. C'est cet intérêt qui mesure le droit de suffrage » (1).

(1) Rapport présenté au nom de la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre des députés, p. 48.

La constitution d'une société de capitaux achevée, les actions d'apport ne sont pas négociables pendant les deux ans qui suivent la dernière assemblée constitutive (art. 3, al. 3, art. 24 de la loi du 24 juillet 1867), tandis que les actions de numéraire sont librement transmissibles. Toutefois, les actions de numéraire partiellement libérées ne peuvent circuler que sous la forme nominative (loi du 1^{er} août 1893).

La Cour de Cassation ayant reconnu qu'un titre nominatif pouvait faire valablement l'objet d'une cession civile (1), la transmission des actions partiellement libérées pouvait s'effectuer, soit par le mode civil, soit par un transfert jusqu'à la promulgation du décret-loi du 27 mai 1940, qui reconnaît que, seul, le transfert peut conférer valablement la propriété et, par suite, le droit de vote à l'acquéreur de titres nominatifs.

La Cour de Cassation décide que le législateur, en interdisant la négociabilité des actions d'apport, a voulu prohiber uniquement les cessions commerciales se prêtant à l'agiotage, mais non la cession civile, qui, signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique, transmet la propriété des titres et le droit de vote qui y est attaché (2).

Cette interprétation jurisprudentielle ne peut plus être admise pour les actions d'apport nominatives, car seul le transfert les transmet valablement (décret-loi du 27 mai 1940).

Pour MM. les Professeurs Percerou et Pic, admettant que les actions d'apport doivent revêtir obligatoirement la forme nominative (3), le droit de vote ne peut appartenir qu'aux apporteurs pendant les deux premiers exercices sociaux, car

(1) Cour Cassation, 5 janvier 1926 (S. 1926-I-97).

(2) Cassation, civ., 4 juillet 1911 (D. P. 1911-I-449).

(3) M. PERCEROU, Cours année 1937-1938, p. 485 ; PIC, supplément 1930, p. 20.

il ne peut plus être transmis pendant les deux ans qui suivent la constitution définitive de la société.

Pour les auteurs et la jurisprudence décidant que les actions d'apport peuvent être représentées par des titres au porteur (1), la cession civile confère valablement le droit de vote au cessionnaire selon la majorité de la doctrine et la jurisprudence de la Cour de Cassation (2).

L'action confère un droit sur l'actif social, qui apparaîtra au moment de la dissolution de la société.

Jusqu'à la loi du 18 juin 1941, concernant le fonctionnement de la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres, l'amortissement des actions par voie de tirage au sort était reconnu par la doctrine. M. le Doyen Ripert l'analysait comme une sorte de partage anticipé de l'actif social ou d'avancement d'hoirie (3).

L'article 6 de la loi du 18 juin 1941 interdit aux sociétés l'amortissement de leurs actions par voie de tirage au sort, sauf aux entreprises bénéficiant d'une concession accordée par une collectivité publique ou par un établissement public et à celles qui, antérieurement à la publication de la présente loi, ont déjà recouru à ce mode de remboursement.

Cette interdiction tient au fait que les agents de change et les banquiers ne connaissent pas les numéros des titres de leurs clients lorsqu'ils procèdent par virements. Ainsi, si le Crédit Lyonnais, possédant dix mille actions de la « Société Rhône-Poulenc » dans les coffres de la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres, en vend trois mille à la Société Générale, la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres n'indique pas à la Société Générale les nu-

(1) HUPIN et BOSVIEUX, *Traité des sociétés*, 6^e édition, n° 411, Cour Paris, 12 avril 1902 (D. P. 1906-II-345).

(2) HUPIN et BOSVIEUX, Cour Cassation, 4 juillet 1911, précité.

(3) Cours de M. RIPERT, année 1936-1937, p. 745.

méros des trois mille actions Rhône-Poulenc, qui reposent sous son dossier.

L'amortissement par remboursement d'une somme uniforme inférieure ou égale au montant nominal des actions sur tous les titres reste permis, car si les établissements de crédit ne connaissent pas les numéros de tous leurs titres déposés, ils en connaissent le nombre.

Les entreprises bénéficiant d'une concession accordée par une collectivité publique ou par un établissement public et toutes les sociétés qui, antérieurement à la date du 8 juillet 1941 (1), pratiquaient ce mode de remboursement, peuvent amortir leurs actions par voie de tirage au sort.

Le droit de vote étant attaché à une quote-part du capital social, l'action de jouissance confère-t-elle cette prérogative ?

Malgré le remboursement, les actions de jouissance représentent une fraction du capital social, car leur amortissement est effectué au moyen des bénéfices ou des réserves et elles continuent à figurer au passif, car le capital social demeure inchangé sur le bilan.

Avant la loi du 9 juillet 1902, permettant aux sociétés anonymes de créer des actions de priorité sur les bénéfices ou sur l'actif social, à la seule condition que les statuts ne l'interdisent pas directement et expressément, la doctrine et la jurisprudence estimaient que le mode de répartition des bénéfices faisait partie des bases essentielles, auxquelles l'assemblée générale ne pouvait toucher sans le consentement unanime des actionnaires.

Cette loi avait été promulguée pour permettre à la Compagnie des Messageries Maritimes, dont les actions originaires étaient cotées en Bourse au-dessous du pair, de réali-

(1) Date de la publication au *Journal Officiel* de la loi du 18 juin 1941.

ser une augmentation de capital afin de se procurer des capitaux nouveaux.

Le législateur ayant omis de proclamer le caractère rétro-actif de cette loi, sa durée fut éphémère. Elle fut remplacée par la loi du 16 novembre 1903 applicable aux sociétés anonymes et en commandite par actions constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867.

Cette loi, incorporée à l'article 34 du Code de Commerce, permet à une assemblée générale extraordinaire de créer des actions de priorité « jouissant de certains avantages sur les autres actions ou conférant des droits d'antériorité, soit sur les bénéfices, soit sur l'actif social, soit sur les deux, si les statuts n'interdisent point, par une prohibition directe et expresse, la création d'actions de cette nature ».

L'assemblée générale extraordinaire peut accorder aux actions de priorité toutes espèces d'avantages sur les actions ordinaires sous la seule condition de respecter l'article 1855 du Code Civil, aux termes duquel il est interdit de stipuler que la totalité des bénéfices appartenant à l'un des associés ou que la part de l'un d'entre eux sera entièrement affranchie de la contribution aux pertes.

La loi du 16 novembre 1903 stipule que « sauf dispositions contraires des statuts, les actions de priorité et les autres actions ont, dans les assemblées, un droit de vote égal ».

Avant la loi du 13 novembre 1933, posant le principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit, le droit de vote inégal était reconnu par le législateur, puisqu'une simple clause statutaire pouvait conférer une puissance de vote supérieure aux actions de priorité.

La loi de 1933, complétée par un décret-loi du 30 octobre 1935 accordant obligatoirement une voix aux actions de plus faible valeur nominale, a modifié l'alinéa 3 de l'article 34

du Code de Commerce, qui devrait être conçu dans les termes suivants : « Les actions de priorité et les autres actions ont, dans les assemblées, un droit de vote proportionnel à la quotité du capital social qu'elles représentent respectivement ».

Par suite, si une société anonyme ou en commandite par actions dispose d'actions ordinaires et d'actions privilégiées sur les bénéfices de même montant nominal ; les actions ordinaires n'auront droit au dividende que lorsque les actions de priorité auront été servies, mais elles conféreront la même puissance de vote à leurs titulaires que les actions de priorité.

En 1911, dans une consultation donnée à la « Société centrale des Banques de Province », Thaller a conclu à la légalité des actions à droit de vote privilégié en s'appuyant sur la loi du 16 novembre 1903 permettant à l'assemblée générale extraordinaire de créer « des actions jouissant de certains avantages sur les autres ».

L'action à droit de vote privilégié, titre qui, à capital égal, donne dans les assemblées d'actionnaires un nombre de voix plus élevé que celui dont dispose une action ordinaire de même montant nominal, rendit des services appréciables dans les pays à monnaie dépréciée. Grâce à elles, l'Allemagne et la France purent éviter l'immixtion anglaise dans leurs sociétés de capitaux.

Mais ces actions, légitimes dans leur principe, offrent un danger résultant de la disproportion entre l'influence dans une entreprise et le capital qui s'y trouve engagé. Or, l'intérêt est un puissant guide et nous estimons qu'une personne gère sainement une affaire si son propre intérêt se confond avec celui de la société.

Les actions à droit de vote privilégié n'étant soumises à

aucune réglementation, les administrateurs créaient des actions de cette nature pour s'emparer du contrôle de l'affaire. Une fois maîtres de l'assemblée générale ordinaire, ils votaient des distributions de dividendes exagérées qui contribuaient à faire monter les cours des actions ordinaires, qu'ils réalisaient ensuite, car elles n'étaient d'aucune utilité pour eux, puisque la possession des actions à droit de vote privilégié était suffisante pour leur permettre de détenir la majorité.

Ces abus conduisirent le législateur à supprimer cette catégorie d'actions. La loi du 28 février 1941, obligeant les acquéreurs d'actions à opter entre la forme nominative ou le blocage de leurs titres au porteur, remplacera avantageusement les actions à droit de vote privilégié dans la lutte contre l'immixtion étrangère, car elle permet d'individualiser les actionnaires.

La suppression des actions à droit de vote privilégié a été marquée par deux étapes. Une loi de finances du 26 avril 1930 a interdit leur création pour l'avenir et une loi du 13 novembre 1933, déclarée rétroactive par le législateur, a supprimé les actions à droit de vote privilégié existantes.

Voulant empêcher les perturbations que produirait l'application immédiate de la loi de 1933, le législateur a laissé une période transitoire de deux ans, expirant le 16 novembre 1935 (1), pendant laquelle une assemblée générale extraordinaire et une assemblée spéciale des bénéficiaires d'actions à droit de vote privilégié ont dû, à défaut de stipulations statutaires, faire disparaître au mieux des intérêts de tous cette catégorie d'actions.

Afin de pousser les sociétés à statuer le plus rapidement

(1) Trib. Commerce Seine, 9 novembre 1936 (J. S. 1937, p. 691).

possible, la loi de 1933 leur a interdit de modifier « la consistance ou la répartition de leur capital », c'est-à-dire qu'une assemblée générale extraordinaire ne pouvait décider ni l'augmentation ou la réduction du capital social, ni apporter un changement quelconque au nombre et au taux des actions.

Cette interdiction prouve que le souci du législateur a été d'empêcher que les sociétés ne mettent à profit le délai de deux ans pour prendre des mesures, dont l'exercice du privilège de vote aurait pu favoriser l'adoption.

M. Caillaux a clairement exprimé cette opinion dans un avis présenté à la Commission des Finances du Sénat. « Nous appréhendons, a dit M. Caillaux, que ce délai sans restriction, s'il prenait vie, fût mis à profit par quelques entreprises pour rechercher, découvrir et faire prévaloir dans des assemblées d'actionnaires, où s'exercerait encore le privilège de votation, telles résolutions qui feraient échec à la volonté du législateur. Il nous paraît qu'il faut faire tomber la herse du pont-levis ».

La plupart des sociétés de capitaux, en même temps qu'elles avaient émis des actions à droit de vote privilégié, en avaient envisagé et réglé la disparition éventuelle. Les unes avaient prévu qu'une assemblée générale extraordinaire, ou même le conseil d'administration, pourrait à toute époque décider le rachat de ces actions au moyen de bénéfices ou de réserves, au prix fixé pour l'exercice du droit de préemption que les statuts ne manquaient pas d'instituer en cas de cession ou de mutation. Les autres avaient conféré à l'assemblée générale extraordinaire, sous réserve de la ratification de sa décision par des assemblées spéciales des actionnaires de chaque catégorie, le droit de transformer les actions à vote privilégié en actions ordinaires aux conditions

arrêtées par ces assemblées. A l'hypothèse où les statuts originaires contenaient des prévisions sur la disparition du droit de vote plural, l'article 3, alinéa 4, a assimilé celle où ces statuts auraient été « modifiés par décisions d'assemblées générales extraordinaires dans lesquelles le vote privilégié ne se serait pas exercé ».

M. Dauthy a déclaré formellement « qu'il fallait reconnaître aux dispositions prises antérieurement par les statuts leur vigueur et leur droit d'application » (1). Mais, lorsque les modifications prévues n'ont pas cadré avec la législation instituée par la loi du 13 novembre 1933, il a fallu réunir une assemblée générale extraordinaire et une assemblée spéciale des bénéficiaires d'actions à droit de vote privilégié qui ont statué suivant les règles des alinéas 4, 5 et 6 de l'article 3 de la loi du 13 novembre 1933.

En cas de silence des statuts, le législateur conseillait deux procédés : le remboursement des actions à droit de vote plural et leur échange contre des actions ordinaires au porteur ou contre des actions nominatives pourvues du droit de vote double dès la transformation.

Ces solutions n'étaient pas limitatives. Le rapporteur à la Chambre des députés s'était prononcé en ce sens d'une manière très catégorique, en prévoyant d'abord certains avantages non prévus dans la loi, comme l'allocation d'actions privilégiées quant au dividende annuel ou quant à un remboursement de mise sociale en cas de liquidation, et en ajoutant : « il est naturellement impossible de prévoir toutes les combinaisons qui pourront être envisagées ; la liberté n'est limitée que par le droit commun... Les statuts pourront être modifiés dans toute la mesure compatible avec les dispositions très larges de la loi du 1^{er} mai 1930 ».

(1) Séance du 26 novembre 1931 (J. O. 27 novembre 1931), Débats du Sénat.

Le tribunal de commerce de la Seine a fourni une solution en décidant que « le délai de deux ans imposé par l'article 3 pour le remaniement est un délai fatal, passé lequel les actionnaires forclos sont soumis au régime du droit commun » (1).

L'alinéa 3 de l'article 3 de la loi du 13 novembre 1933 a déclaré expressément que le droit de vote privilégié ne pouvait s'exercer au cours des assemblées appelées à voter, soit sur les modifications statutaires résultant de la suppression des actions à vote plural, soit sur les compensations à accorder aux porteurs de ces actions.

Le droit de vote, dont pouvait faire usage les actionnaires porteurs d'actions jusqu'alors pourvues d'un droit de vote plural, n'était pas anéanti, mais il était ramené au droit de vote unitaire conféré aux actions ordinaires.

L'assemblée générale extraordinaire, ainsi composée d'actionnaires dont les actions étaient, toutes, mises sur un plan uniforme, avait à délibérer sur deux éléments, l'un consistait à mettre les statuts en harmonie avec les prescriptions nouvelles posées par la loi, l'autre consistait à préciser les compensations à attribuer aux actionnaires légalement privés de leur droit de vote plural.

Si l'assemblée optait pour le remboursement, elle avait à fixer la valeur des actions à rembourser, et, par là, il fallait entendre, non pas leur montant nominal, mais leur valeur réelle ou liquidative, car l'alinéa 9 de l'article 3 de la loi de 1933 précisait que l'article 80 de la loi du 13 juillet 1925 n'était pas applicable aux remboursements et amortissements effectués sur le montant des actions à droit de vote privilégié. Si le remboursement de la mise sociale avait eu

(1) Trib. Comm. Seine, 9 novembre 1936 (J. S. 1937, p. 691).

à être effectué au pair, le législateur n'aurait pas parlé de l'article 80 de la loi du 31 juillet 1925.

Le procédé du remboursement ne pouvait être employé dans tous les cas, car il ne pouvait préjudicier aux tiers ; en d'autres termes, pour que la société puisse user de ce procédé, il fallait qu'elle dispose de réserves suffisantes, si les actions à vote plural étaient cotées bien au-dessus de leur valeur nominale.

Si l'assemblée générale extraordinaire se prononçait pour l'échange des actions, la base de cet échange était déterminée en tenant compte du prix d'émission des actions à vote plural et de tous les éléments susceptibles d'influer sur leur valeur effective comparée à celle des actions ordinaires.

L'échange pouvait ne pas s'effectuer titre pour titre, car l'alinéa 7 de l'article 3 de la loi du 13 novembre 1933 avait réduit à un pour cent sans décimes le droit d'enregistrement qui aurait à être perçu, comme droit d'apport, si la société augmentait son capital du fait des opérations consécutives à l'exécution de la loi.

Si l'assemblée spéciale des porteurs d'actions à droit de vote plural repoussait les propositions d'indemnité formulées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, il fallait recourir à une procédure d'arbitrage instituée par la loi du 13 novembre 1933.

Chaque assemblée désignait un arbitre et le président du tribunal de commerce nommait un sur-arbitre. Ces trois personnes étaient chargées de statuer sur les conditions de l'échange ou du remboursement.

L'entente s'étant faite entre les deux assemblées, aucune société n'a recouru à cette procédure d'arbitrage.

A l'heure actuelle, à l'exception des actions à droit de vote double et des actions à vote plural subsistant dans les socié-

tés d'économie mixte et les sociétés concessionnaires hors de la France métropolitaine (art. 6, loi du 13 novembre 1933), le vote plural n'existe plus dans notre législation depuis le 16 novembre 1935.

Cette étude des diverses catégories d'actions nous permet d'affirmer que toute action confère un droit de vote, quelle que soit sa nature et cette prérogative ne peut être enlevée à l'actionnaire, car la Chambre Civile de la Cour de Cassation a proclamé que le droit de vote est l'un des attributs essentiels de l'action dont l'exercice peut être réglementé par les statuts, mais ne saurait, en aucun cas, être supprimé (1).

L'Amérique et l'Angleterre, pays du titre nominatif par excellence, ont imaginé des combinaisons en permettant la circulation et par la même occasion conférant le droit de vote aux accapareurs de sociétés.

Ces pays ont eu recours à la notion du « Trustee » qui, dans le droit des personnes, est un administrateur du patrimoine d'une personne qui en touche les revenus.

La Standard Oil Company, la Franco-Wyoming Oil Company ont été constituées en faisant intervenir une tierce société jouant le rôle de trustee.

Les actions nominatives sont immatriculées sur les registres de la Standard Oil Company et de la Franco-Wyoming Oil Company au nom du trustee, qui, en contre-partie, a délivré des titres au porteur circulant librement aux actionnaires. Les coupons sont réglés aux détenteurs de titres au porteur par le trustee, car la Standard Oil Company et la Franco-Wyoming Oil Company ne connaissent que leur trustee.

(1) Cass. civ., 7 avril 1932 (S. 1933-I-177).

Une clause du contrat intervenu, en 1930, entre la Franco-Wyoming Oil Company et la Franco-Wyoming Securities Corporation, jouant le rôle de trustee, permet aux actionnaires, déposant leurs titres au porteur au lieu et dans le délai fixé par la Franco-Wyoming Securities Corporation, de se faire représenter par des mandataires de leur choix.

En général, le trustee est seul investi du droit de vote inhérent aux actions et les détenteurs de titres au porteur n'ont que le droit de toucher périodiquement les dividendes, et, en cas de liquidation, de prélever une part correspondant aux droits que leur confèrent leurs titres sur l'actif de la société.

Cette combinaison n'est pas, en principe, bannie par les législateurs anglais et américain, mais le droit de vote séparé de la possession de l'action ne doit pas être exercé dans un sens abusif, contrairement aux intérêts des actionnaires.

Un autre moyen consiste à accorder à certaines actions un vote cumulatif pour l'élection des administrateurs, c'est-à-dire qu'à cette occasion les dites actions ont un droit de vote multiplié par le nombre d'administrateurs à nommer. Ce système a été adopté par les rédacteurs des statuts de l'American Foreign Oil Corporation.

La loi allemande du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions a permis la création d'actions dites privilégiées ne comportant pas le droit de vote, mais conférant à leurs titulaires un dividende supérieur à celui des actions ordinaires. L'excédent de dividende est la contre-partie de la suppression du droit de vote, car la loi allemande dit que si le paiement supplémentaire n'est pas effectué lors de la répartition des bénéfices d'un exercice ou s'il n'est que partiel, les actions privilégiées ont le droit de vote jusqu'au règlement des sommes restées en souffrance, à moins que le paiement

supplémentaire ne soit fait ou complété lors de l'exercice suivant, à côté du paiement complet du supplément dû pour ce dernier exercice (1).

Le législateur allemand a basé sa solution sur le fait que l'actionnaire attache plus d'importance à un dividende élevé qu'à sa participation à la gestion de la société.

Ces législations sont en opposition avec la nôtre, qui assure obligatoirement un droit de vote à tout actionnaire afin qu'il exerce un contrôle efficace sur la gestion des administrateurs.

Le 30 juin 1926, à la tribune de la Chambre des députés, M. Lesaché exprimait la préoccupation constante du législateur d'attribuer un droit de vote à tout actionnaire, dans les termes suivants : « Toujours depuis 1863, depuis 1867 jusqu'à ce jour, le législateur, avec une remarquable unité de vues, a attaché la plus grande importance au contrôle par les actionnaires de la gestion des administrateurs, si bien que l'on peut dire que, dans l'esprit du législateur, le droit de contrôle dans les sociétés de capitaux est un droit essentiel, intéressant à proprement parler l'ordre public.

D'où cette conséquence que les stipulations qui l'annihilerait en fait, en supprimant le droit de vote qui en est le corollaire nécessaire, doivent être considérées comme contraires à l'ordre public ».

En réalité, dans nos grandes sociétés par actions, le droit de vote du petit actionnaire ne présente pour lui aucun intérêt, puisqu'il n'a aucun moyen d'agir sur une majorité fixée d'avance. En effet, trop souvent, en tête du compte rendu

(1) M. BATHOUIN-BUGNET : *Une nouvelle phase de l'évolution capitaliste en Allemagne*, avec la traduction de la loi allemande du 30 janvier 1937, art. 116, p. 188.

des assemblées générales d'actionnaires, nous lisons : M. X..., président du conseil d'administration, appelle au bureau, comme scrutateurs, les deux plus forts actionnaires, M. Y..., représentant la Société des Mines de ... et M. Z..., délégué de la Banque

Cette désignation signifie que les sociétés ainsi représentées assurent à elles seules la majorité dans les votes à émettre.

Le mal est encore aggravé par le fait que les filiales votent valablement aux assemblées de la société-mère ou holding, qui, au besoin, leur a avancé les fonds nécessaires à l'achat des actions destinées à lui faire obtenir la majorité.

Le législateur allemand, conscient de ces fraudes, a eu soin d'interdire le vote des filiales aux assemblées de la société-mère, lors de la promulgation de la loi du 30 janvier 1937. Cette sage mesure empêchera que des décisions onéreuses soient imposées aux minorités des sociétés allemandes.

CHAPITRE II

Les conditions d'accès aux assemblées des sociétés par actions.

La société en commandite par actions est formée par la juxtaposition de deux éléments distincts : le gérant tenu personnellement des dettes sociales et à côté de lui une société par actions composée uniquement des commanditaires, dont la situation est celle des actionnaires de la société anonyme. Cette différence de structure explique que les articles applicables aux sociétés en commandite par actions ne le soient pas de plein droit aux sociétés anonymes.

Au cours de la vie sociale, trois sortes d'assemblées ayant des objets totalement différents seront réunies, aussi devrons-nous étudier les conditions d'accès à ces assemblées dans trois paragraphes distincts.

SECTION I. — L'ACCÈS AUX ASSEMBLÉES CONSTITUTIVES DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET EN COMMANDITE PAR ACTIONS.

Comme leur nom l'indique, ces assemblées procèdent à la constitution de la société.

La tenue de deux assemblées constitutives n'est nécessaire qu'au cas où la société comprend des apports en nature ou des avantages particuliers.

Aux termes de l'article 24 de la loi du 24 juillet 1867, la première assemblée constitutive de toute société anonyme est chargée de vérifier la sincérité de la déclaration notariée

des fondateurs concernant la souscription totale et le versement exigé par les lois et les statuts.

Au contraire, d'après l'article 6 de la loi du 24 juillet 1867, cette obligation incombe au premier conseil de surveillance.

A cette première différence entre la société en commandite par actions et la société anonyme, s'en ajoute une seconde : aucun texte ne précise les conditions d'accès aux assemblées constitutives de la société en commandite par actions, tandis que l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 indique celles concernant l'accès aux assemblées constitutives de la société anonyme.

Les actionnaires font sortir de leurs réunions un être nouveau, doué de la personnalité morale, qui se superpose à eux. Il est représenté par un organe qualifié, le gérant ou le conseil d'administration qui oblige valablement son patrimoine, distinct de celui des associés et uniquement affecté au règlement des créanciers sociaux.

Par suite de l'importance de ces assemblées, l'alinéa 2 de La Cour de Cassation décidait que les statuts d'une société anonyme, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, peut prendre part aux délibérations... ».

L'expression « tout actionnaire » est trop générale. Les apporteurs en nature et les bénéficiaires d'avantages particuliers ne peuvent voter la résolution qui les concerne (art. 4, al. 5 de la loi de 1867), même s'ils joignent à leur qualité celle de souscripteur d'actions de numéraire (1) ou de mandataire d'autres actionnaires (2).

(1) Cass. req., 22 février 1888 (D. P. 1888-I-297). Cour Paris, 14 avril 1892 (D. P. 1892-II-347). Cass. req., 5 novembre 1895 (D. P. 1897-I-113).

(2) Cass. req., 31 décembre 1906 (D. 1908-I-513).

Cette exclusion est légitime, car les personnes en cause ont un intérêt personnel au vote.

Cette solution, fournie par l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, à propos des assemblées constitutives des sociétés anonymes, doit être étendue à celles des commandite par actions, car la constitution de la société doit être discutée par tous les commanditaires.

SECTION II. — L'ACCÈS AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES DES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE PAR ACTIONS ET ANONYMES.

Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre forme de sociétés, leurs assemblées générales ordinaires ont pour objet de statuer sur le fonctionnement de la société, de nommer les organes d'administration et de contrôle, de constater chaque année la situation financière de la société en se prononçant sur l'approbation du bilan et, le cas échéant, sur la distribution d'un dividende. Mais, dans les sociétés en commandite par actions, les commanditaires ne sont pas les seuls associés ; il existe à côté d'eux les commandités, qui ont le droit d'exiger que la société ne soit pas engagée sans leur consentement par les décisions de l'assemblée générale ordinaire des commanditaires.

Aucun article du Code de Commerce ou des lois postérieures à sa promulgation ne détermine les conditions d'accès, aux assemblées générales ordinaires des commandite par actions, tandis que l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 laisse aux statuts le soin de fixer librement le nombre d'actions qu'il est nécessaire de posséder pour être admis aux assemblées générales ordinaires des sociétés anonymes.

Un décret-loi du 30 octobre 1935 est venu apporter une limite à la toute-puissance des rédacteurs de statuts en ne

leur permettant pas de refuser l'accès des assemblées générales ordinaires aux détenteurs d'au moins vingt actions.

Cette disposition a été inspirée au législateur par le souci très juste et très légitime de protéger les petits actionnaires, qui étaient exclus avant ce décret-loi, à raison du grand nombre d'actions exigé par les statuts, de leur assistance personnelle à l'assemblée ordinaire.

La présence du plus grand nombre possible d'actionnaires à la discussion est favorable à l'intérêt social, car les paroles, les réticences, les gestes des administrateurs sont appréciés différemment suivant la finesse d'esprit des actionnaires.

Le souci de protection de l'épargne a conduit le législateur de 1935 à conférer obligatoirement une voix aux actions de plus faible valeur nominale.

L'article 34 du Code de Commerce, stipulant que « le capital social des sociétés par actions se divise en actions et même en coupons d'actions d'une valeur nominale égale », paraît interdire la coexistence d'actions de montant nominal différent dans une même société. Mais il résulte des déclarations de Rouher au Corps législatif et de M. Chastenêt à la Chambre des députés, que l'article 34 ne présente pas les caractères d'un texte impératif. La pratique confirme leur interprétation. La « Société de l'Ouest Parisien » possède des actions de cent francs et de cinq cents francs figurant sous deux rubriques distinctes à la cote officielle, par suite l'accès de l'assemblée générale ordinaire ne pourrait pas être refusé aux porteurs d'au moins vingt actions de cent francs.

En règle générale, tout détenteur d'au moins vingt actions de plus faible montant nominal ne peut être exclu de l'assemblée générale ordinaire d'une société de capitaux possédant des actions de valeur nominale différente.

Cette solution simple, éminemment favorable aux petits actionnaires, a été compliquée à leur détriment par le législateur, qui a admis que le nombre vingt peut être dépassé chaque fois qu'il représente une fraction du capital social inférieure à un vingt-millième. En ce cas, le nombre d'actions représentant le vingt millième du capital social pourra constituer le minimum.

Le capital social des sociétés par actions se chiffrant par millions et le montant nominal des actions étant le plus souvent de cent francs, le législateur a donné beau jeu aux fondateurs d'exclure les petits actionnaires, car la somme représentant le produit de la valeur nominale de l'action par le nombre vingt sera, dans de telles sociétés, inférieur au vingt millième du capital social. Ainsi, lorsque le capital social est de deux cents millions et le taux nominal des actions de cent francs, le nombre minimum d'actions requis pour faire partie de l'assemblée ordinaire pourra s'élever jusqu'à cent.

La loi du 13 novembre 1933 mesurant le droit de vote au montant nominal des actions et non à la somme effectivement versée sur chacune d'entre elles, les statuts ne peuvent exclure les titulaires d'actions partiellement libérées disposant du minimum qu'ils imposent.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 complète la loi du 13 novembre 1933 intitulée « loi réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions ». Il est donc applicable de plein droit aux sociétés en commandite par actions et les statuts de ces dernières ne peuvent stipuler un minimum supérieur à vingt actions ou au vingt millième du capital social.

Sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, les actionnaires ne disposant pas du minimum statutaire, ne pouvaient se grouper et voter par mandataire.

La loi du 1^{er} août 1893 est venue au secours des petits porteurs privés de tout droit de vote par eux-mêmes ou par représentant en décidant que « tous propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à celui déterminé pour être admis dans l'assemblée pourront se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux ».

A la Chambre des Députés, Clausel de Cousergues justifiait cette disposition, ajoutée à l'alinéa 1 de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, dans les termes suivants : « Nous y trouvons un avantage pour la tenue des assemblées générales. La pratique démontre qu'elles deviennent souvent difficiles à constituer par suite de la diffusion des actions, qui réduit le nombre des associés possédant le chiffre des titres requis. La faculté de groupement que nous introduisons remédiera à cet inconvénient ».

En conséquence, si une clause statutaire réserve l'accès de l'assemblée générale ordinaire aux propriétaires d'au moins huit actions, les porteurs d'un nombre d'actions inférieur à ce chiffre peuvent se réunir pour l'atteindre et se faire représenter par l'un d'eux, mais non par une personne étrangère à la société ou par un autre actionnaire ayant personnellement le droit d'assister à l'assemblée générale ordinaire.

Cette disposition, ajoutée à l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, non applicable aux sociétés en commandite par actions, ne permet pas de leur étendre le droit de groupement.

Le vœu du législateur de 1893 était d'associer le plus grand nombre possible d'actionnaires à l'administration et à la surveillance des sociétés anonymes. Il n'a été qu'en partie réalisé, car le droit de groupement est d'un usage peu fréquent, étant donné la difficulté de réunir des actionnaires qui ne se connaissent pas.

Faute d'indication formelle, cette loi ne pouvait s'appli-

quer aux sociétés anonymes constituées antérieurement à sa promulgation, car elle lésait les actionnaires propriétaires du minimum statutaire. La loi du 22 novembre 1913 a étendu le droit de groupement aux petits actionnaires des sociétés anonymes constituées antérieurement à la date du 1^{er} août 1893.

Strictement, il faut en déduire que la rétroactivité du droit de groupement s'applique à toutes les sociétés anonymes constituées antérieurement à la loi du 1^{er} août 1893 et, par suite, à celles soumises à l'autorisation gouvernementale.

MM. Houpin et Bosvieux font remarquer la place du droit de groupement dans l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 et en déduisent qu'il ne s'applique qu'aux sociétés anonymes constituées sous l'empire de cette loi.

En cas de silence des statuts, comment est réglementé l'accès à l'assemblée générale ordinaire des sociétés par actions ?

Chaque action conférant obligatoirement une voix, il faut qu'elle puisse s'exprimer, par suite le titulaire d'une seule action aura le droit d'assister à l'assemblée générale ordinaire.

L'intrusion dans une assemblée générale ordinaire de porteurs sans qualité pour y prendre part est-elle une cause de nullité des délibérations ?

« La présence à l'assemblée générale ordinaire d'une société anonyme de petits actionnaires n'ayant pas le droit d'y assister comme ne possédant pas le nombre d'actions prescrit par les statuts n'est pas une cause de nullité, pour la Cour de Cassation, lorsque, défalcation faite des suffrages irrégulièrement émis, il subsiste une majorité pour le maintien des décisions prises. Toutefois, il en est autrement lorsque les procédés employés revêtent le caractère de manœu-

vres frauduleuses, notamment lorsque des actionnaires n'ont conservé par devers eux que les actions nécessaires pour leur assurer le nombre statutaire maximum de voix et ont dolo-sivement réparti entre leurs parents et amis les autres actions qu'ils ne pouvaient personnellement utiliser pour le vote, agissant ainsi volontairement dans le but concerté de créer une majorité factice et de faire produire à leurs actions des effets qu'elles n'eussent pu produire entre leurs mains » (1).

Strictement, la nullité des assemblées générales ordinaires, auxquelles ont pris part des actionnaires ou des commanditaires sans qualité, devrait être prononcée, car ils ont pu exercer une influence illégitime sur le vote des autres associés.

SECTION III. — L'ACCÈS AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET EN COMMANDITE PAR ACTIONS.

Sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, aucune disposition légale ne prévoyait le nombre d'actions qu'il était nécessaire de posséder pour assister valablement aux assemblées extraordinaires de ces sociétés.

Fallait-il appliquer le principe du suffrage universel ou se référer aux statuts, qui, souvent, ne reconnaissaient le droit de vote qu'à ceux qui étaient propriétaires d'un certain nombre d'actions ?

Houpin et Bosvieux admettaient ce dernier système pour les assemblées extraordinaires des sociétés anonymes, en fai-

(1) Cass. req., 20 juin 1898 (J. S. 1898, p. 491). Cass. civ., 29 juin 1899 (D. P. 1899-I-233). Cass. civ., 31 décembre 1913 (D. P. 1917-I-413).

sant remarquer qu'il était adopté par le législateur pour leurs assemblées ordinaires (art. 27, al. 1, loi du 24 juillet 1867).

La Cour de Cassation décidait que les statuts d'une société anonyme pouvaient stipuler valablement que l'assemblée générale convoquée pour statuer sur des modifications statutaires serait composée des actionnaires propriétaires d'un nombre déterminé d'actions (1).

D'autres décisions considéraient que l'assemblée extraordinaire ne différait de l'assemblée ordinaire que par le quorum et la majorité nécessaires pour qu'elle puisse délibérer valablement et que les dispositions statutaires réglant le nombre d'actions que devaient posséder les actionnaires étaient applicables à l'une comme à l'autre (2).

L'opinion de la jurisprudence était donc celle de Houpin et Bosvieux.

Lyon-Caen, d'un avis contraire, admettait le droit de vote au profit de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs titres. Il déduisait cette solution du rapprochement des articles 31 et 37 de la loi du 24 juillet 1867 prévoyant tous les deux la question de la dissolution de la société anonyme.

Si l'article 31 était muet sur les conditions d'accès à l'assemblée générale extraordinaire devant statuer sur la dissolution anticipée de la société, l'article 37 ordonnait, en cas de perte des trois quarts du capital social, la convocation de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y avait lieu de prononcer la dissolution de la société anonyme.

Les auteurs et les arrêts qui se refusaient à admettre le principe du suffrage universel, assimilaient les assemblées

(1) Cass., 30 avril 1894 (J. S. 1894, p. 326).

(2) Cour de Rennes, 5 mars 1908 (J. S. 1909, p. 447). Trib. comm. de Charolles 16 mars 1909 (J. S. 1909, p. 374).

extraordinaires des sociétés anonymes, au point de vue du droit de groupement, aux assemblées ordinaires. L'intérêt de la question relative à l'admission de tous les actionnaires aux assemblées générales extraordinaires se trouvait donc diminué par suite de cette assimilation.

L'alinéa 2 de l'article 31, tel qu'il résulte de la loi du 22 novembre 1913, a fait cesser toute controverse en consacrant le suffrage universel.

Il est rationnel que tous les actionnaires, qui ont concouru, par leurs apports ou leur souscription, à la formation du contrat de société, soient appelés à prendre part aux assemblées générales réunies au cours de la vie sociale pour modifier les statuts, car, d'après M. Rousseau, Rapporteur de la commission extra-parlementaire de 1903, on ne saurait en pareille matière, se montrer trop libéral et trop respectueux des droits des petits actionnaires (1).

Malheureusement, cette disposition, favorable aux petits actionnaires, ne s'appliquait qu'à ceux faisant partie des sociétés anonymes postérieures à la promulgation de la loi du 22 novembre 1913.

S'appliquait-elle aux sociétés en commandite par actions ?

La loi du 16 novembre 1903 reconnaissant à l'assemblée générale extraordinaire de toute société par actions, en commandite ou anonyme, constituée dans les conditions prévues par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, le droit de créer des actions de priorité, consacrait l'extension de l'article 31 aux sociétés en commandite par actions qui se constitueraient à l'avenir.

La loi du 1^{er} mai 1930 est venue proclamer la rétroactivité de la loi du 22 novembre 1913 et a eu soin de préciser qu'elle

(1) *Journal des sociétés*, 1903, p. 221.

s'appliquait aux sociétés en commandite par actions comme aux sociétés anonymes constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867.

Le suffrage universel étant admis dans les assemblées constitutives, il est légitime qu'il existe dans les assemblées extraordinaires pouvant procéder à une véritable refonte des statuts.

Contrairement à l'opinion adoptée par la Cour de Cassation, la délibération d'une assemblée générale extraordinaire, dont auraient été illégalement écartés certains actionnaires, est nulle, pour la Cour de Montpellier, même si ceux qui ont pris part au vote représentent un capital égal ou supérieur au quorum légal (1).

La solution de la Cour de Montpellier est préférable à celle de la Cour de Cassation, dictée dans le but d'éviter des convocations d'assemblées nombreuses et coûteuses, car l'un des actionnaires exclus peut changer le sens du vote.

(1) Cour de Montpellier, 23 octobre 1931 (D. P. 1932-II-141).

CHAPITRE III

Nombre de voix dont disposent les commanditaires et les actionnaires dans les assemblées.

Depuis la loi du 13 novembre 1933 posant en principe général : la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit, la puissance de vote du gros actionnaire paraît illimitée. Par protection du petit épargnant, le législateur n'a-t-il pas mis un frein à son écrasement par le détenteur de pouvoirs en blanc ? C'est le problème que nous étudierons dans les trois premiers paragraphes, dictés par la différence d'objet des assemblées.

Le législateur n'a-t-il pas, malgré la promulgation de la loi de 1933, maintenu un privilège de vote au profit des actionnaires ayant prouvé leur *affectio societatis* et au profit des associés des sociétés par actions d'intérêt national ou concessionnaires de services hors de la métropole ? L'étude de ces deux questions fera l'objet des deux derniers paragraphes de notre chapitre.

SECTION I. — NOMBRE DE VOIX DONT DISPOSENT LES COMMANDITAIRES ET LES ACTIONNAIRES DANS LES ASSEMBLÉES CONSTITUTIVES.

L'alinéa 2 de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 stipule que le souscripteur prend part à la vérification de la déclaration des fondateurs et des apports, à la nomination des premiers commissaires aux comptes et des administrateurs,

avec « un nombre de voix déterminé par les statuts, sans qu'il puisse être supérieur à dix ».

La loi du 13 novembre 1933, complétée par le décret-loi du 30 octobre 1935, n'a-t-elle pas abrogé l'alinéa 2 de l'article 27, contraire à son esprit ?

Le législateur de 1933 et celui de 1935 ont été formels, les limitations de l'article 27 ont été maintenues dans leur intégralité, par suite, le gros actionnaire, propriétaire de trois cents actions, dispose de dix voix comme le titulaire de dix actions. L'excédent de ses actions, soit deux cent quatre vingt dix titres, ne lui confère aucune voix supplémentaire.

Cette restriction est aggravée par la doctrine qui, en général, décide qu'une personne ne peut, dans les assemblées constitutives, disposer, tant par elle-même que comme mandataire, de plus de dix voix, quel que soit le nombre des actions dont elle est propriétaire ou qu'elle représente (1).

Wahl, d'un avis contraire, prétend que le droit de vote de chaque actionnaire est individuel et que les voix doivent être comptées séparément pour chaque actionnaire jusqu'à concurrence de dix (2).

Ce maximum de dix voix constitue une entorse à la loi du 13 novembre 1933.

Comment a-t-il été introduit par le législateur de 1867 ?

A la demande de l'honorable de Janzé réclamant le suffrage égalitaire, le Rapporteur de la loi à la Chambre déclara qu'il fallait établir une juste pondération entre les petits et les gros capitaux, ne pas permettre « que le franc soit écrasé par les centimes », ni que « ceux-ci oppriment celui-là » (3).

(1) THALLER et PIC, n° 938. FLOUCAUD-PÉNARDILLE, n° 444. ROUSSEAU, n° 1889,

(2) WAHL, *Journal des sociétés*, 1905, p. 193.

(3) Séance du 5 juin 1867, *Moniteur* du 6 juin, p. 691.

Si les statuts sont muets, quel est le nombre de voix dont disposent les souscripteurs dans les assemblées constitutives ?

Lors de la discussion de la loi du 13 novembre 1933, M. Dauthy a déclaré : « elle ne s'applique pas aux assemblées constitutives visées par le dernier paragraphe de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, assemblées pour lesquelles des règles spéciales sont tracées parce qu'au moment où la société n'est pas encore constituée, on ne peut appliquer une règle comme celle que nous étudions ici ». Mais la généralité des termes, « dans les assemblées des actionnaires », employés par les rédacteurs de la loi de 1933, nous permet de conclure que le principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit s'applique aux assemblées constitutives, par suite, en l'absence de toute limitation statutaire du nombre de voix, la puissance de vote de tout actionnaire est proportionnelle au capital qu'il s'est engagé à mettre dans l'affaire en signant son bulletin de souscription.

Le Code de Commerce et les lois postérieures à sa promulgation n'indiquent pas le nombre de voix dont disposent les commanditaires dans les assemblées constitutives.

La loi du 13 novembre 1933 s'applique aux sociétés anonymes et en commandite par actions non soumises à des dispositions spéciales ou réglementaires (1), par suite, au sein des assemblées constitutives, les commanditaires possèdent un nombre de voix illimité, même si les statuts en ont décidé autrement, car la loi de 1933 est d'ordre public.

((1) Rapport au Président de la République précédant le décret-loi du 30 octobre 1935.

SECTION II. — NOMBRE DE VOIX DONT DISPOSENT
LES COMMANDITAIRES ET LES ACTIONNAIRES
DANS LES ASSEMBLÉES ORDINAIRES.

L'assemblée générale ordinaire a pour attribution de recevoir les comptes des gérants ou des administrateurs et de les approuver.

Pour les commandite par actions, la tenue de cette assemblée générale annuelle n'est pas expressément prescrite par la loi, comme elle l'est pour les sociétés anonymes (art. 27, al. 1, loi du 24 juillet 1867), mais son caractère obligatoire résulte indirectement des dispositions de l'article 10 de la loi du 24 juillet 1867, aux termes desquelles les membres du conseil de surveillance font, chaque année, à l'assemblée générale, un rapport, dans lequel ils doivent signaler les irrégularités et les inexactitudes qu'ils ont reconnues dans les inventaires.

Par suite du silence de la loi sur les conditions de l'assemblée générale ordinaire des commandite par actions, nous devons appliquer la loi du 13 novembre 1933 réglementant le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions et décider que les commanditaires disposent d'un nombre de voix proportionnel au capital qu'ils possèdent dans l'affaire.

La loi du 13 novembre 1933 étant d'ordre public, une clause statutaire ne peut limiter la puissance de vote des commanditaires.

Le législateur de 1867 a permis aux statuts des sociétés anonymes de limiter le nombre de voix dont disposent les actionnaires dans les assemblées générales ordinaires (art. 27, al. 1, loi du 24 juillet 1867).

La loi du 13 novembre 1933 et le décret-loi du 30 octobre

1935 la complétant, ont maintenu cette heureuse disposition, protectrice des petits actionnaires, qui empêche les gros capitalistes de détenir facilement la majorité, en disposant d'un nombre de voix illimité (1). Le décret-loi du 29 novembre 1939, élevant en délit le fait de prêter l'excédent de ses actions à des amis complaisants qui utiliseraient le droit de vote qui y est attaché, empêche les gros actionnaires de tourner la clause statutaire limitant leur nombre de voix.

L'alinéa 1^{er} de l'article 27 ne prescrivant pas, comme l'alinéa 2 de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, une limitation uniforme pour toutes les catégories d'actions, les statuts peuvent-ils fixer des maxima différents et dans quels cas?

La loi du 13 novembre 1933 laisse subsister, dans les sociétés de capitaux, les actions ordinaires et des actions nominatives entièrement libérées conférant un droit de vote double à leurs titulaires. Du silence de l'article 27, les statuts peuvent valablement instituer pour ces dernières une limitation double de celle des actions ordinaires (2).

L'article 6 de cette même loi ayant permis aux sociétés d'économie mixte et aux sociétés concessionnaires hors de la métropole de conserver le vote plural existant lors de sa promulgation, les statuts de ces sociétés peuvent disposer que les titulaires d'actions à droit de vote privilégié possèdent trente voix et les porteurs d'actions ordinaires huit voix.

Avant la loi de 1933, la jurisprudence reconnaissait le vote par tête, car « la clause des statuts, aux termes de laquelle les membres du conseil de surveillance devaient être nommés par l'assemblée générale de tous les actionnaires

(1) M. BOSVIEUX (*J. S.*, 1934, p. 17). M. COPPER ROYER, *La loi du 13 novembre 1933*, n° 12, p. 39. M. BESSON (*Sem. jur.*, 1933, p. 1.101).

(2) HOUPIN et BOSVIEUX, supplément 1937.

votant par tête et non par une assemblée composée des propriétaires d'un certain nombre d'actions votant proportionnellement au nombre de leurs actions, était considérée comme une clause essentielle » (1).

Le vote par tête se rapproche de celui de l'électeur. C'est l'institution du suffrage égalitaire et universel. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux assemblées et possède une seule voix, quel que soit le nombre de ses actions. L'avantage de ce mode de votation consiste en ce que tout actionnaire peut assister personnellement aux assemblées.

Un décret-loi du 31 décembre 1936 a rétabli ce système pour les assemblées de la Banque de France. Il décide que tous les actionnaires peuvent venir aux assemblées et ne disposent que d'une seule voix.

La Cour de Lyon nous parle d'actionnaires votant proportionnellement au nombre de leurs actions ; elle ne tient pas compte du fait qu'il peut exister, dans une même société, des actions de montant nominal différent. Cette notion a été précisée par le décret-loi du 30 octobre 1935 complétant la loi du 13 novembre 1933.

Depuis le 17 novembre 1935, date de mise en application du décret-loi du 30 octobre 1935, la puissance de vote se détermine en fonction du montant nominal des actions et une voix doit être obligatoirement attribuée à celles de plus faible valeur nominale.

Ce décret-loi modifie l'alinéa 1^{er} de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, qui détermine, lui aussi, le nombre de voix en fonction du nombre d'actions.

Cet alinéa 1^{er} devrait être conçu dans les termes suivants :
« Les statuts déterminent le nombre d'actions (de plus faible

(1) Cour de Lyon. 8 décembre 1905 (*J. S.*, 1906, p. 254).

montant nominal) qu'il est nécessaire de posséder, soit à titre de propriétaire, soit à titre de mandataire, pour être admis dans l'assemblée, et le nombre de voix appartenant à chaque actionnaire, eu égard (à la part de capital social que représente l'ensemble de ses actions).

En cas de silence des statuts, quelle est la puissance de vote des actionnaires dans les assemblées générales ordinaires ?

La loi du 13 novembre 1933 s'applique de plein droit. Le nombre de voix dont dispose un actionnaire est d'autant plus élevé que sa participation dans l'affaire est plus importante.

SECTION III. — NOMBRE DE VOIX DONT DISPOSENT
LES COMMANDITAIRES ET LES ACTIONNAIRES
DANS LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES.

Sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, aucune disposition légale ne réglait la puissance de vote des commanditaires et des actionnaires dans les assemblées générales extraordinaires. Cette situation s'est prolongée jusqu'à la loi du 22 novembre 1913.

Fallait-il appliquer le suffrage égalitaire ou la clause statutaire déterminant le nombre de voix appartenant à chaque commanditaire ou à chaque actionnaire en considération du nombre de ses actions ?

Houpin et Bosvieux soutenaient cette dernière solution, qui constituait le droit commun pour les assemblées ordinaires (art. 27, al. 1^{er}, loi du 24 juillet 1867).

La jurisprudence était du même avis, car elle estimait que les assemblées extraordinaires n'étaient que des assemblées générales ordinaires à quorum et à majorité plus élevés (1).

(1) Cour de Rennes, 5 mars 1908 (*J. S.*, 1909, p. 447) ; Trib. comm. de Chartres, 16 mars 1909 (*J. S.*, 1909, p. 374).

Lyon-Caen et Renault, partisans du suffrage universel, n'admettaient pas l'égalité des voix, car, dans aucune assemblée, la loi du 24 juillet 1867 ne prescrivait que chaque actionnaire ait le même nombre de voix. Ces auteurs, du même avis que Houpin et Bosvieux, estimaient qu'il fallait observer les clauses statutaires établissant une proportion quelconque entre le nombre de voix et celui des actions.

Lyon-Caen et Renault adoptaient la même solution à propos des assemblées extraordinaires des sociétés en commandite par actions (1).

La loi du 22 novembre 1913 mit fin à toutes les controverses. Elle interdisait toute clause statutaire limitant le nombre de voix des actionnaires et déterminait la puissance de vote de l'actionnaire en fonction du nombre d'actions qu'il possédait.

Dans son rapport à la Chambre des Députés, M. Roblin déclarait : « L'intérêt guide les actionnaires dans leur vote. Ils expriment et ils émettent leur opinion d'après cet intérêt. Il faut donc, dans les questions importantes que nous étudions, que la liberté de tous soit la plus large et la plus complète. Déjà la loi du 24 juillet 1867, par son article 37, dispose que, dans les assemblées réunies extraordinairement pour prononcer la dissolution pour cause de perte des trois quarts du capital social, tous les actionnaires peuvent prendre part au vote et qu'ils disposent d'autant de voix qu'ils ont d'actions. Nous vous proposons, conformément au vote du Sénat, d'étendre cette sage mesure aux assemblées extraordinaires modificatives des statuts, nonobstant toute clause contraire des statuts » (2).

(1) LYON-CAEN, RENAUT et AMIAUD. Tome II, n° 1918°.

(2) *Journal des sociétés*, 1913, p. 476.

Ce rapport contient une erreur. L'article 37 prescrit bien aux administrateurs de convoquer tous les actionnaires, en cas de perte des trois quarts du capital social, mais il ne dit nullement qu'ils auront autant de voix que d'actions.

Loin de sauvegarder les petits actionnaires, la loi du 22 novembre 1913 eut pour effet de supprimer toutes les barrières qui pouvaient être élevées contre la prédominance des gros actionnaires. Elle consacrait l'omnipotence des gros capitalistes en déterminant le droit de vote en fonction du capital mis dans la société.

Au lendemain de cette loi, Houpin déclarait : « que tous les actionnaires soient appelés à prendre part aux assemblées générales ayant à statuer sur les modifications des statuts, rien de plus rationnel. Qu'ils aient autant de voix que d'actions, cela peut s'admettre, sans nous paraître toutefois s'imposer. Mais qu'il leur soit accordé un nombre illimité de voix, malgré toute clause contraire des statuts, c'est ce qui nous semble injustifiable. Par cette disposition, le législateur livre obligatoirement les sociétés anonymes à l'omnipotence des gros actionnaires, et précisément à une époque où sa préoccupation est de protéger la petite épargne et notamment les petits actionnaires. Singulière manière, en vérité, d'arriver à ce résultat » (1).

Cette loi, non rétroactive, ne s'appliquait pas aux actionnaires des sociétés anonymes constituées antérieurement à sa promulgation.

La loi du 16 novembre 1903, reconnaissant à l'assemblée générale extraordinaire de toute société par actions, en commandite ou anonyme, constituée dans les conditions pré-

(1) HOUPIN, La nouvelle loi sur les sociétés par actions, *Journal des sociétés*, novembre 1913.

vues par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, le droit de créer des actions de priorité, consacrait l'extension de l'article 31 aux sociétés en commandite par actions.

A raison des abus qui se produisirent dans les sociétés par actions régies par la loi du 22 novembre 1913, un projet de loi fut déposé, en 1922, sur le bureau du Sénat, par M. Rattier. Après diverses modifications, il donna naissance à la loi du 1^{er} mai 1930, disposant que : « dans ces assemblées, chaque actionnaire a autant de voix qu'il représente d'actions et ce, sans limitation, à moins que la limitation ne soit prévue par les statuts et à condition que cette limitation soit uniforme pour toutes les actions, même s'il y a plusieurs catégories d'actions créées en vertu de la loi du 16 novembre 1903 ».

La limitation se détermine en fonction du montant nominal des actions (loi du 13 novembre 1933).

Il est regrettable que le législateur ait laissé aux statuts le soin de fixer le maximum de voix dont dispose tout actionnaire, car les rédacteurs de statuts ne sont autres que les fondateurs qui ont intérêt à n'insérer aucune clause statutaire limitant leur nombre de voix.

A la différence des assemblées générales ordinaires, la limitation doit être uniforme pour les actions ordinaires et pour celles à droit de vote double.

Dans les sociétés d'économie mixte et les sociétés concessionnaires hors de la métropole, dans lesquelles subsiste le droit de vote plural, le maximum doit être le même pour les deux catégories d'actions.

A défaut de clause statutaire, la puissance de vote des actionnaires est illimitée et les petits porteurs sont dans la même situation que sous l'empire de la loi du 22 novembre 1913.

L'article 4 de la loi du 22 novembre 1913, modifié par la loi du 1^{er} mai 1930, déclare l'article 31 applicable à toutes les sociétés en commandite par actions et anonymes constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867.

Depuis la promulgation de la loi du 1^{er} mai 1930, d'une netteté parfaite, aucune controverse ne peut plus être élevée, ni au sujet de la rétroactivité de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, ni au sujet de son application aux sociétés en commandite par actions.

SECTION IV. — LES ACTIONS A DROIT DE VOTE DOUBLE.

La loi du 26 avril 1930, interdisant pour l'avenir la création d'actions à droit de vote privilégié, avait immédiatement soulevé des commentaires. La majorité des auteurs, bien que reconnaissant les dangers présentés par le vote plural, ne concluaient cependant qu'à sa limitation.

M. le Professeur Percerou écrivait, en 1930 (1) : « à cet égard (au point de vue de la cohésion de la production), il serait dangereux de priver un pays du moyen perfectionné de réaliser la concentration qu'est l'action à droit de vote le plus fort, alors que d'autres pays en disposent ».

« Une institution aussi généralement répandue doit bien correspondre à une nécessité de l'organisation économique moderne, et il serait pour le moins imprudent, de la part d'un Etat, de prétendre en interdire complètement l'usage aux sociétés qui se constituent sous l'empire de sa législation ».

(1) M. PERCEROU : *La question des actions à droit de vote privilégié : suppression ou réglementation* (Annales dr. com., 1930, p. 12).

« Pour assurer la gestion convenable des sociétés, nous estimons, prétendait André Percerou, qu'il est utile, peut-être indispensable, de donner aux personnes qui dirigent la société l'assurance de demeurer dans leurs fonctions aussi longtemps qu'elles n'ont pas commis de faute grave ; en sorte qu'il y ait une association solide et durable entre leurs intérêts et ceux de la société » (1).

M. Lesaché, après avoir déposé, en 1922, à la Chambre des Députés, une proposition de loi intitulée : la suppression des actions à droit de vote privilégié, s'apercevait bientôt que, seule, la limitation du vote plural pourrait être utile et profitable pour lutter contre la spéculation.

M. le Professeur Solus, examinant la proposition de loi de M. Lesaché, ayant pour objet la suppression des actions à droit de vote privilégié, écrivait : « Pour notre part, nous jugeons la proposition de M. Lesaché inacceptable, et ceci pour de nombreuses raisons. Les actions à droit de vote privilégié, loin d'être toujours un moyen d'oppression et de fraude, visent le plus souvent la poursuite de fins économiques éminemment respectables et honnêtes. Ne peut-on voir dans le développement des dites actions la conséquence et la contre-partie de la négligence que la plupart des actionnaires apportent dans leur rôle de membres des assemblées générales ? » (2).

M. le Professeur Henri Mazeaud écrivait (3), en 1929 : « Le développement du vote privilégié dans nos sociétés de capitaux est donc en harmonie avec l'évolution générale. C'est encore une raison pour ne pas en demander la suppression.

(1) A. PERCEROU, *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés*, p. 544.

(2) *Revue des sociétés*, 1923, p. 406.

(3) MAZEAUD, *Le vote privilégié dans les sociétés de capitaux*, n° 251.

Le législateur fait œuvre vaine quand il veut obliger la pratique à revenir en arrière ; il entrave le développement économique de la nation ; les dispositions nouvelles ne tardent pas à devenir lettre-morte ».

Ces arguments, méconnus par le législateur de 1930, furent pris en considération par les auteurs de la loi du 13 novembre 1933.

Le législateur pose, dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de cette loi, le principe général de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit. L'emploi du mot « souscrit », qui fait opposition à celui de « libéré », est intentionnel. M. Dauthy l'a justifié en faisant remarquer que le détenteur d'actions partiellement libérées est tenu en puissance. M. Ramadier a renforcé l'opinion de M. Dauthy en affirmant que ces deux catégories d'actions impliquent un engagement égal.

Ces arguments, non sans valeur, permettent à une société, dont le capital est entièrement versé, d'émettre de nouvelles actions, dont elle n'appellera jamais que le premier quart. Les détenteurs d'actions partiellement libérées posséderont un droit de vote identique à celui des actionnaires originaires, alors que leur apport en numéraire est d'une importance quatre fois moindre. En d'autres termes, pour un capital correspondant au montant nominal des actions, les titulaires de titres partiellement libérés disposeront de quatre voix, tandis que les porteurs d'actions entièrement libérées n'auront qu'une seule voix.

Ce privilège de vote voulu par le législateur, puisqu'il s'est refusé à assimiler à des actions à droit de vote supérieur celles qui, bien qu'étant d'un taux égal à celui des autres, sont libérées d'une somme moindre, ne constitue pas le seul privilège permis par le législateur.

L'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1933 précise « qu'un droit de vote double de celui conféré aux actions au porteur, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, peut être attribué : soit par les statuts aux actions nominatives libérées dès l'origine, soit par ces statuts ou une assemblée générale extraordinaire ultérieure, à toutes les actions libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ; le tout sous réserve des dispositions statutaires relatives aux actionnaires de nationalité étrangère, et aussi des dispositions de l'article 3 ci-après ».

La notion d'accaparement de nos sociétés de capitaux par les étrangers apparaît nettement dans la fin de cet alinéa. puisque le législateur donne tout pouvoir aux statuts de ne pas conférer un droit de vote double aux actionnaires de nationalité étrangère.

Toute latitude est ainsi laissée aux rédacteurs de statuts. Si une société a besoin de faire appel à des capitaux étrangers, elle les laissera bénéficier du droit de vote double ; si, au contraire, elle veut se défendre contre les étrangers qui pourraient devenir actionnaires, elle trouvera dans la loi du 13 novembre 1933 le moyen de se garantir contre cette emprise étrangère.

Une société pouvant être actionnaire au même titre qu'une personne physique, il convient d'entendre l'expression « actionnaires de nationalité étrangère » dans un sens large comprenant à la fois les personnes physiques et les personnes morales. Sur ce dernier point, s'agissant d'organismes sociaux, la détermination de la nationalité prête à des discussions.

Une jurisprudence à peu près constante et la grande majorité de la doctrine étaient fixées avant la guerre de 1914-

1918 dans le sens de la prédominance du siège social, pourvu qu'il s'agisse d'un siège social réel et sérieux, et non d'un siège fictif, choisi uniquement pour échapper à certaines formalités gênantes.

Ce critérium est encore celui de M. Bosvieux, qui estime qu'il n'appartient pas aux statuts de tenir compte d'autres éléments, notamment de la nationalité de la majeure partie des membres de la société et de l'importance des capitaux étrangers qui y sont investis (1).

Le législateur de 1933 a employé un biais ingénieux en permettant aux statuts de réserver le droit de vote double aux actionnaires de nationalité française.

Une disposition prohibitive, qui aurait refusé ce privilège de vote aux actionnaires de nationalité étrangère, aurait été mal accueillie par les Etats étrangers qui auraient pris immédiatement des mesures de rétorsion. De plus, elle aurait risqué d'être inefficace, car la France est liée à de nombreux pays étrangers par des traités impliquant la réciprocité.

Quelles sont les conditions que doivent remplir les actions pour conférer un droit de vote double à leurs titulaires ?

Lors des débats de la loi de 1933, M. Caillaux prétendait que si l'action à vote plural devait disparaître, en raison des abus qu'elle avait engendrés, un moyen de protection devait être laissé à nos sociétés pour se prémunir contre les agressions qui seraient tentées par les capitaux étrangers.

Ce moyen de protection, M. Caillaux le trouvait dans un privilège de vote limité qui pouvait être accordé aux actions nominatives si les rédacteurs de statuts ou une assemblée générale extraordinaire jugeaient cette mesure opportune (2).

(1) M. BOSVIEUX : *Commentaire de la loi du 13 novembre 1933* (J. S., 1934, p. 26).

(2) Séance du 17 novembre 1931. J. O. du 18 novembre 1931. Débats du Sénat, p. 1420.

La Commission du commerce du Sénat et le Ministre du Commerce avaient fixé le privilège de vote au coefficient trois, c'est-à-dire que toute action, remplissant les conditions qui seraient arrêtées, aurait conféré trois voix à son titulaire, tandis qu'une action ordinaire de même valeur nominale n'aurait permis à son détenteur de ne disposer que d'une seule voix.

Sur intervention de M. Caillaux, jugeant qu'un triple droit de vote constituait un privilège excessif, le coefficient deux fut adopté. M. Caillaux a légitimé ce chiffre en faisant remarquer que, rarement, plus de cinquante pour cent du capital social est représenté aux assemblées. Par suite, en adoptant le coefficient trois, le conseil d'administration pourrait s'assurer la majorité avec dix-sept pour cent du capital social, tandis qu'avec le double droit de vote vingt-cinq pour cent du capital social sera nécessaire.

M. Ramadier a prétendu que l'adoption du double droit de vote était une résurrection pure et simple du vote plural. M. Curral, estimant qu'à la base de toute société par actions l'égalité de pouvoir et de contrôle doit régner, s'est refusé de reconnaître la légalité des actions à double droit de vote en faisant remarquer que trente-cinq actions à droit de vote double font la loi à soixante-cinq actions ordinaires sur cent actions représentées. De plus, comme l'a reconnu très justement M. Curral, le petit épargnant n'est pas prévenu, lors de sa souscription, qu'un droit de vote double est attaché à certaines actions ; si bien, qu'en définitive, seuls les dirigeants, qui connaissent les clauses statutaires, souscrivent un gros capital sous forme d'actions nominatives leur permettant de diriger l'affaire dans leur propre intérêt (1).

(1) Séance du 17 novembre 1931. *J. O.*, 18 novembre 1931. Débats du Sénat, p. 1423

A ces arguments non dépourvus de valeur, M. Lesaché a répondu que le double droit de vote se justifiait comme moyen de protection des dirigeants et pour permettre aux sociétés de réaliser des programmes de longue durée.

Ces motifs sont tout à fait justes. Une affaire n'est solide qu'autant qu'elle est dirigée par des hommes capables, qui en suivent la marche avec un esprit de suite continu. Si un double droit de vote n'assurait pas une situation stable aux dirigeants, aucune société par actions ne trouverait de personnes compétentes acceptant toute la responsabilité sans aucune compensation.

Fréquemment, une société concurrente achèterait des actions et, une fois maîtresse de la majorité, elle se débarrasserait du conseil d'administration gênant, qui poursuit une politique de compression des prix de revient.

S'il est légitime de protéger les dirigeants, M. Caillaux a estimé qu'il fallait néanmoins qu'ils soient soutenus par une majorité réelle et non pas, comme avec le système des actions à vote plural, par quelques porteurs d'actions possédant une part infime du capital social ; d'où la nécessité de n'accorder qu'un privilège de vote correspondant à une voix supplémentaire.

M. Caillaux a justifié l'octroi du droit de vote double aux seules actions nominatives dans les termes suivants : « Les actions au porteur, ce sont les titres que recherchent, qu'affectionnent les bandes de spéculateurs. Celles-ci s'en emparent comme elles le veulent, elles ne peuvent même ne les posséder que temporairement par le mécanisme des reports ; elles les loueront au besoin. Or, nous ne voulons pas que les affaires soient à la merci de tels groupes : voilà pourquoi

nous vous proposons d'avantager le titre nominatif » (1).

La nominativité constituait pour M. Dauthy une preuve d'attachement de l'actionnaire à la société. En effet, le spéculateur, qui ne recherche les actions que pour réaliser des bénéfices, ne choisit pas la forme nominative mais la forme au porteur, qui lui permet de réaliser ses actions en quelques instants, tandis que le transfert, le seul mode de transmission des titres nominatifs (décret-loi du 27 mai 1940), exige plusieurs jours.

M. Dauthy, méconnaissant l'absentéisme des actionnaires aux assemblées générales et leur profond désintéressement pour toute participation aux affaires sociales, pensait que l'octroi d'un droit de vote double allait faire passer le nombre des titres nominatifs de vingt à cinquante pour cent. C'était là une profonde erreur. Comme l'a fait très justement remarquer M. Curral, le petit souscripteur n'est pas averti par les dirigeants de la société ou la banque qui effectue le placement du capital social qu'un droit de vote double est attaché aux actions nominatives. De plus, des raisons fiscales l'empêchent d'opter pour la forme nominative (1). Cette dernière raison a perdu de sa valeur depuis la loi du 28 février 1941 ordonnant le blocage des titres achetés postérieurement à la date du 17 mars 1941 et maintenus sous la forme au porteur.

Cette loi ne permet-elle pas d'accorder un double droit de vote aux actions au porteur bloquées ?

Ces titres sont centralisés au nom de chaque agent de change et des banques dans les caisses d'un organisme créé à cet effet : la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres. L'acquéreur de telles actions ne peut plus en dis-

(1) Séance du 17 novembre 1931. J. O., 18 novembre 1931. Débats du Sénat, p. 1423.

poser, par suite, s'il est atteint par une limitation statutaire, il ne peut plus les prêter à un ami ou même à un administrateur pour les faire participer au vote.

Si un délai de deux ans est nécessaire pour conférer le droit de vote double, les livres de l'intermédiaire ayant effectué l'achat des actions feront foi tout aussi bien que le certificat nominatif pour prouver que l'acheteur les possède depuis le temps requis. Aucune contestation ne pourrait être élevée au sujet d'une prétendue transmission des titres depuis l'achat, puisque les titres sont restés bloqués dans la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres.

Pour les auteurs admettant l'assimilation des titres à ordre aux titres nominatifs, en ce qui concerne l'application de la loi du 13 novembre 1933 (1), il semble qu'il faut ajouter les actions au porteur bloquées, qui, comme les titres à ordre, ne diffèrent des actions nominatives que par leur mode de transmission.

La loi du 28 février 1941 réalise le vœu de M. Dauthy voulant accroître le nombre des titres nominatifs, car les actionnaires n'étant pas habitués à déposer leurs actions dans les banques, optent pour la forme nominative qui leur permet de conserver leurs actions par devers eux.

Comme l'a très justement fait remarquer M. Curral, le privilège de vote n'a pas été accordé en raison de la compétence de la personne qui devait en profiter, car la majeure partie des titres nominatifs était possédée, lors de la discussion de la loi de 1933, par les mineurs, les femmes mariées sous le régime dotal, les établissements publics ou d'intérêt public.

Les actions de jouissance nominatives remplaçant des ac-

(1) *Le nouveau régime du droit de vote dans les sociétés par actions*, par Jean TAMBOISE, p. 95.

tions de capital conférant le double droit de vote à leurs titulaires, continuent à bénéficier de ce privilège. Ce résultat, bien qu'explicable par le fait que le capital social figure pour le même chiffre au passif, n'en est pas moins illégitime, car leurs détenteurs n'ont plus aucun capital dans la société.

La loi du 13 novembre 1933, accordant un double droit de vote, vise toutes les actions nominatives, qu'elles soient d'apport, de numéraire ou de priorité ; mais il faut obligatoirement qu'elles soient intégralement libérées. M. Dauthy a justifié cette exigence dans les termes suivants : « Ce que nous voulons trouver, c'est l'acte de volonté émanant de l'actionnaire lui-même, et nous voyons apparaître cet acte de volonté par la libération même de son titre, lorsqu'il n'y est pas tenu par les statuts » (1). Les actionnaires ne peuvent devancer les appels de fonds dont l'époque n'a pas été déterminée par les statuts ou par une décision postérieure du gérant, du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, afin de jouir du droit de vote double. De même, lorsque les dates de versement sont fixées statutairement, ils n'ont pas le droit de se libérer par anticipation, la présomption de l'article 1187 du Code Civil, en vertu de laquelle « le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation, ou des circonstances, qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier », n'est pas applicable en droit commercial (2).

Une société peut donc ne jamais conférer le double droit de vote à une catégorie d'actions en n'appelant jamais le complément restant à libérer. En réalité, les porteurs d'actions partiellement libérées ne seront pas désavantagés au

(1) Séance du 24 novembre 1931, *J. O.* 25 novembre 1931, p. 1460.

(2) ARTHUYS, n° 464, THALLER et PIC, n° 780.

point de vue de la puissance du droit de vote, car la loi du 13 novembre 1933 la proportionne au capital souscrit et non aux versements effectivement effectués. Ainsi, pour une somme correspondant au montant nominal des actions, le détenteur d'une action totalement libérée jouissant du double droit de vote, disposera de deux voix, tandis que le détenteur de quatre actions libérées d'un quart disposera de quatre voix.

Pour que les actionnaires puissent se libérer par anticipation, une clause statutaire prévoyant cette modalité est nécessaire.

M. Raymond Michel prétend que, même s'il existe dans les statuts une clause dite de « libération anticipée », les détenteurs d'actions nominatives partiellement libérées qui ont devancé l'appel sont sans droit à réclamer le droit de vote double en raison de leur libération, car ces versements créent au profit des actionnaires un simple droit de créance (1).

MM. Houpin et Bosvieux, d'un avis contraire, estiment que l'actionnaire qui effectue la libération anticipée de ses actions garde sa qualité d'actionnaire pour la totalité de la somme versée (2) ; en effet, dès la signature de son bulletin de souscription, il est considéré comme actionnaire.

M. Rousseau, après avoir analysé la doctrine et la jurisprudence, décide que la question de savoir si le fait de la libération anticipée, permise par les statuts, fait naître un droit de créance contre la société au profit de l'actionnaire, ou doit être considéré, au contraire, comme la simple exécution, effectuée avant terme, des engagements de l'actionnaire vis-à-vis de la société, est une « question d'espèce qui

(1) M. MICHEL, *Recueil juridique des sociétés*, janvier 1934, p. 18.

(2) MM. HOUPIN et BOSVIEUX, *Traité de Droit commercial*, 6^e édition, n° 418.

doit se résoudre par l'interprétation des statuts et de la volonté des parties » (1). Par conséquent, si le souscripteur qui a effectué la libération de son titre par anticipation est traité par ailleurs comme un véritable actionnaire, il faudra lui accorder le double droit de vote, et le lui refuser dans le cas contraire.

La libération totale de l'action est la réalisation d'une simple condition, alors que, dans la rédaction primitive présentée par M. Dauthy, cette libération était, en outre, le point de départ du délai de nominativité de deux ans, exigé par la loi comme stage de fidélité, lorsque le double droit de vote n'est pas accordé immédiatement par les statuts aux actions nominatives entièrement libérées. Cette modification, qui a abouti à la rédaction actuelle, présente cette différence, par rapport à l'ancienne, qu'en déplaçant le mot « libérées », elle fixe le point de départ du stage de fidélité au jour où un actionnaire possède une action nominative, qu'elle soit libérée ou non.

M. Porteu a justifié son amendement dans les termes suivants : « Il me semble que lorsqu'un actionnaire a souscrit à une émission d'actions libérées seulement du quart ou du tiers, en tout cas incomplètement libérées, il a affirmé sa volonté de faire partie de la société et qu'en gardant ses actions plusieurs années il a accompli le stage exigé par la loi et fait preuve de fidélité » (2).

Le droit de vote double n'est pas accordé de plein droit, c'est-à-dire qu'un actionnaire réunissant les conditions légales ne peut réclamer le droit de vote double.

Le législateur de 1933 n'a pas établi un régime obligatoire. Le droit de vote double est seulement susceptible

(1) Note de M. Rousseau sous Cass. Req., 21 décembre 1925 (S. 1926-1-25).

(2) Séance du 24 novembre 1931. *J. O.* 25 novembre 1931. Débats Sénat, p. 1460.

d'être accordé ou bien, lors de la constitution de la société, aux propriétaires d'actions nominatives immédiatement libérées dès l'origine, ou bien, pendant l'existence de la société, à tous les actionnaires dont les actions entièrement libérées seront demeurées nominatives pendant deux ans au moins.

Le droit de vote double pourra être utilisé, suivant ce qu'il aura plu aux statuts ou à l'assemblée générale extraordinaire de décider, soit dans les assemblées ordinaires exclusivement, soit dans les seules assemblées extraordinaires générales ou spéciales, soit dans les unes et les autres à la fois. Mais il doit être ouvert à tous les actionnaires, par suite, n'aura pas un droit de vote supérieur, celui, seul, qui n'aura pas voulu l'obtenir.

Pour M. Percerou, il est tout à fait irrationnel d'attribuer systématiquement un droit de vote double à toutes les actions mises au nominatif depuis deux ans, car si quelque concurrent veut s'emparer de la société, il lui suffira d'acquérir sur le marché le nombre suffisant de titres au porteur, de les faire mettre au nominatif et d'attendre que l'écoulement du délai de deux ans vienne apporter à ses actions le double droit de vote qui lui permettra de renverser le conseil d'administration et de s'emparer de la direction de l'entreprise. Ni la stabilité de la direction, but du législateur, ni la protection de l'entreprise ne seront assurées. Il serait plus légitime, pour M. le Professeur Percerou (1), de n'accorder le droit de vote double qu'en considération de la personne qui le sollicite.

Un droit de vote double de celui des actions au porteur de même valeur nominale peut, tout d'abord, être accordé

(1) Cours de M. Percerou, année 1937-1938.

par les statuts d'une société par actions qui se constitue à celles de ses actions nominatives, d'apport et de numéraire, de priorité et ordinaires, qui seront entièrement libérées dès l'origine. La naissance de ce droit, dont l'exercice ne présuppose aucune condition de stage préalable, est subordonnée à l'existence dans les statuts d'une clause explicite en décidant l'octroi aux actions nominatives; à l'insertion dans ces mêmes statuts d'une disposition rendant obligatoire la libération intégrale des actions avant la constitution, ou autorisant ceux des actionnaires qui le désireront à se libérer par anticipation du solde non exigible de leurs actions, avant la constitution, si nous admettons, avec M. Bosvieux (1), qu'au cas où les statuts attribuent un droit de vote double aux actions nominatives libérées dès l'origine, les souscripteurs ayant versé entièrement le montant de leur souscription et opté pour l'inscription de leurs actions sous la forme nominative peuvent, dans les assemblées constitutives, user de leur privilège de vote dans la limite du chiffre maximum de dix voix fixé par l'alinéa 2 de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867.

D'un avis contraire, M. Besson prétend que le droit de vote double ne produira effet que dans la première assemblée générale ordinaire, qui suivra la constitution définitive de la société (2).

Un décret-loi du 25 octobre 1934 déclare que tout propriétaire d'actions peut, nonobstant toute convention contraire, convertir ses actions en titres nominatifs. Une société ne peut donc plus, depuis la mise en vigueur de ce décret-loi, imposer la forme au porteur à ses actionnaires et déclarer qu'elle ne délivrera pas de titres nominatifs.

(1) Commentaire de la loi du 13 novembre 1933 (J. S. 1934, p. 22).

(2) M. BESSON, *Semaine juridique*, 1933, p. 1101.

Le droit de vote double constitue-t-il un avantage particulier, au sens de l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, et donne-t-il lieu à une approbation spéciale après audition d'un rapport fait par un commissaire ?

L'attribution par les statuts d'un droit de vote double aux propriétaires d'actions nominatives entièrement libérées dès l'origine ne constitue pas un avantage particulier soumis à vérification lorsque tous les actionnaires ont la possibilité d'en bénéficier en se conformant aux clauses statutaires. Il n'y aurait même pas lieu à vérification dans le cas où les actionnaires français seraient seuls admis à profiter de cette attribution, dérogation, admise par le législateur, au principe d'égalité entre actionnaires, mais justifié par des raisons d'ordre national.

Par contre, s'il existe des actions d'apport, ne pouvant par définition qu'être entièrement libérées, et des actions de numéraire dont une fraction seulement a été versée sans que les statuts autorisent leurs propriétaires à effectuer les versements complémentaires, l'attribution du droit de vote double, dont seront seules investies les actions d'apport, présentera les caractères d'un avantage particulier soumis à vérification (1).

Exceptionnellement, un droit de vote double a pu être attaché, au moment de la suppression des actions à droit de vote privilégié, aux actions remises en échange.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi du 13 novembre 1933, le législateur a précisé que les actions, remplaçant les anciennes actions à droit de vote privilégié, qui confèreraient le droit de vote double, seraient nominatives, mais qu'elles n'auraient pas besoin d'accomplir le stage de

(1) M. BOSVIEUX, *Commentaire de la loi du 13 novembre 1933*, p. 29. (*Journal des sociétés*, 1934).

deux ans. Le droit de vote double a produit effet dans la première assemblée qui s'est tenue après l'assemblée générale extraordinaire qui a statué sur les conditions de dédommagement des détenteurs d'actions à droit de vote privilégié.

Le même droit de vote double peut, d'autre part, être accordé, soit par les statuts primitifs, soit par une décision d'assemblée générale extraordinaire prise au cours de la vie sociale, à toutes les actions que leurs titulaires auront conservées pendant deux ans au moins sous la forme nominative.

Au lieu d'investir immédiatement du privilège de vote les actions nominatives libérées faisant partie du capital initial, à l'exclusion de celles qui seraient créées par la suite, les statuts peuvent subordonner l'acquisition de ce privilège à l'accomplissement par les actions d'un stage de deux ans sous la forme nominative, mais ils devront alors en faire profiter l'ensemble des actions anciennes et nouvelles remplissant les conditions, car il résulte des travaux préparatoires que ce privilège est un droit ouvert à tous les actionnaires qui veulent en profiter.

En cas de silence complet des statuts, une assemblée générale extraordinaire, devant réunir les conditions de quorum et de majorité fixées par les alinéas 4 et 5 de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, pourra valablement décider d'attribuer le droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées et nominatives depuis deux ans.

Le législateur de 1933 a considéré comme particulièrement grave la décision que peut prendre l'assemblée générale extraordinaire en conférant le droit de vote double, puisqu'il prescrit l'inscription de cette mesure à l'ordre du jour de l'avis de convocation (art. 2, loi de 1933).

Le stage de fidélité est un délai minimum, car le législa-

teur a fait suivre l'expression « deux ans » des mots « au moins ». Les statuts ou l'assemblée générale extraordinaire peuvent donc valablement augmenter ce délai et décider, par exemple, qu'il sera de cinq ans. Quel est le point de départ de ce délai ?

M. Dauthy soutenait que ce délai de deux ans devait partir du jour de la libération définitive (1). En conséquence, si une société avait appelé le montant nominal de ses actions en trois fois, la date du dernier versement servait de point de départ au stage de fidélité.

Sur intervention de M. Porteu, faisant remarquer le manque de logique et l'injustice de la solution de M. Dauthy, le délai de deux ans fut fixé à la date de mise au nominatif des titres, même s'ils n'étaient que partiellement libérés. Cette solution ne permettait plus de traiter de la même manière le détenteur d'actions partiellement libérées, actionnaire depuis plusieurs années et l'acquéreur d'actions mises au nominatif le jour du dernier versement du montant nominal des actions. Comme l'a très justement fait remarquer M. Porteu, le souscripteur d'actions partiellement libérées, actionnaire depuis plusieurs années au moment de l'appel du dernier versement, a affirmé sa volonté de faire partie de la société, il est donc tout à fait inutile de lui faire recommencer un délai supérieur ou égal à deux ans.

D'autre part, pour M. Porteu, il était rationnel qu'une société qui entend se faire du vote double une arme de défense soit en mesure, par l'appel du ou des derniers quarts d'utiliser cette arme de suite, sans attendre deux ans (2).

Si le privilège du double droit de vote est décidé par une assemblée générale extraordinaire, les actions des adminis-

(1) Séance du 24 novembre 1931, *J. O.* 25 novembre 1931. Débats du Sénat.

(2) Séance du 24 novembre 1931, *J. O.* 25 novembre 1931. Débats du Sénat.

trateurs servant de garantie à leur gestion (art 26, loi du 24 juillet 1867) et les actions nominatives depuis plus de deux ans jouiront immédiatement du privilège de vote dans toutes les assemblées, si l'assemblée générale extraordinaire n'a pas spécifié que le double droit de vote ne jouerait que dans les assemblées générales ordinaires ou, au contraire, simplement dans les assemblées générales extraordinaires.

Pour les actions nominatives n'ayant pas encore deux ans d'existence, le temps déjà accompli au nominatif compte. Ainsi, lorsqu'une assemblée générale extraordinaire décide à la date du 20 novembre 1942 que les actions nominatives depuis plus de deux ans et entièrement libérées jouiront du droit de vote double, une action nominative depuis un an n'aura plus qu'à accomplir le stage complémentaire d'un an.

M. Lesaché avait proposé que la durée du stage de fidélité soit réduite à un an. Sa proposition ne fut pas acceptée, car M. Dauthy lui fit très justement remarquer qu'il fallait faire cadrer la disposition de l'article 3 avec le délai de deux ans prévu à l'article 1^{er}, de façon que les sociétés obligées de supprimer leurs actions à droit de vote plural puissent disposer d'un moyen de défense contre les agressions provenant des sociétés concurrentes ou de l'étranger.

Le privilège du double droit de vote, exclusivement réservé aux propriétaires d'actions nominatives entièrement libérées, disparaît de plein droit en cas de conversion de ces actions en titres au porteur. Cette mesure prouve qu'ils se désintéressent et se détachent des affaires sociales et qu'ils la réalisent dans un but spéculatif.

L'action, cessant d'être nominative, ne remplit plus les conditions exigées par l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi du 13 novembre 1933, il est donc normal que son détenteur

perde la voix supplémentaire qui lui a été conférée lorsque, de son propre mouvement, il a mis son titre sous la forme nominative.

Par une disposition formelle, le législateur déclare que le privilège du droit de vote double cessera d'être conféré par l'action qui l'avait obtenu, si le titulaire de cette action nominative, la cède à un nouveau titulaire.

La destruction de ce privilège intervient toujours si la cession s'effectue à titre onéreux, tandis qu'elle ne se produit pas si la cession est faite à titre gratuit en faveur d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Par l'expression « parent au degré successible », il faut entendre les enfants et descendants du défunt, ses ascendants et ses parents collatéraux (art. 731 du Code Civil).

Une limitation est apportée par l'article 755 du Code Civil au droit de succession des parents collatéraux.

« Les parents collatéraux au delà du sixième degré ne succèdent pas, à l'exception, toutefois, des descendants des frères et sœurs du défunt. Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale ».

L'exigence que la donation soit faite au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible se justifie aisément. Si une telle limitation n'était pas apportée, les dirigeants de sociétés utiliseraient le moyen de la donation, malgré les droits très élevés dont elle est frappée pour obtenir des actions leur conférant le double droit de vote.

La donation serait évidemment simulée et le prix convenu serait remis de la main à la main au vendeur complaisant.

Même si l'action cédée est remise immédiatement au nominatif, elle perd son privilège. Cet effet ne devrait pas se

produire si le législateur n'avait pas introduit la notion d'*intuitus personæ*, qui est contraire au principe général des sociétés par actions, lesquelles, simples sociétés de capitaux, se constituent et s'administrent en dehors de toute considération de personnes.

Est-ce que le privilège du double droit de vote ne subsiste pas, si le transfert a lieu au profit d'un actionnaire ancien bénéficiant déjà du double droit de vote pour d'autres titres ?

L'acquéreur a prouvé son « *affectio societatis* » puisqu'un double droit de vote lui a été conféré pour ses actions anciennes.

La loi s'oppose, avec raison, formellement à l'adoption de la solution affirmative, qui favoriserait les coups de main contre nos sociétés par actions. En effet, il suffirait aux spéculateurs de posséder chacun une seule action nominative pendant le temps fixé pour pouvoir bénéficier du double droit de vote. Une fois ce privilège obtenu, ils n'auraient plus qu'à acheter, au moment désirable, de gros paquets d'actions nominatives leur donnant facilement la majorité, grâce au double droit de vote dont elles seraient immédiatement pourvues sans que le conseil d'administration intéressé ait le temps de se défendre.

Le législateur ne paraît pas avoir prévu l'hypothèse d'actions à droit de vote double, qui sont la propriété indivise de plusieurs copropriétaires.

Si l'un des copropriétaires vend sa part à un autre copropriétaire, les actions ne changent pas de mains. Toutefois, un transfert est nécessaire et, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 1^{er}, il fait perdre le privilège du double droit de vote aux copropriétaires restant actionnaires.

La disparition du privilège d'une voix supplémentaire se

produit donc lorsque le transfert ne fait que consolider le droit préexistant d'un des copropriétaires de l'action.

Le privilège du double droit de vote subsiste lorsque les actions nominatives jouissant de ce privilège sont transmises par suite de succession *ab intestat* ou testamentaire, car M. Dauthy estimait qu'il fallait assurer la continuation du droit de vote double aux membres d'une même famille, qui doivent suivre la politique du défunt.

Le législateur a assimilé aux actions transmises par succession, celles qui proviennent d'un partage de communauté entre époux.

Cette assimilation s'explique par le fait que le partage de la communauté de biens ayant existé entre des époux s'effectue selon les règles édictées au titre des successions (art. 1476 du Code Civil).

La conservation du privilège du double droit de vote au profit des conjoints est légitime, car il n'y a pas, à proprement parler, changement de titulaire. En effet, les époux sont copropriétaires de la masse commune.

Lorsque les titres sont transmis par suite de succession *ab intestat*, le motif invoqué par M. Dauthy qu'il faut assurer le privilège du double droit de vote aux membres d'une même famille est vérifié, mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'une succession testamentaire. Dans ce dernier cas, le legs peut avoir été fait au profit d'un étranger qui ne continue même pas la personne du défunt, s'il porte sur un objet déterminé.

La qualité de successible n'est pas exigée lorsqu'il s'agit d'un legs. Le président de la Commission du commerce a justifié la non nécessité de cette exigence par le fait qu'aucune fraude n'est possible. En effet, une personne qui fait un testament en faveur d'une autre ne va pas se suicider

pour permettre à cette dernière de jouir du double droit de vote sans accomplir le stage de deux ans.

Le fait que tout légataire non successible peut jouir du droit de vote double entraîne la conséquence suivante, signalée par M. Pottier : « Le propriétaire d'actions à droit de vote double peut, par testament, léguer à un étranger ses actions privilégiées et elles conserveront leur privilège, mais s'il fait une donation de ces mêmes actions à un parent au degré sept, elles deviendront des actions ordinaires » (1).

Conformément aux règles admises en droit civil, c'est à compter du jour où la donation est parfaite et au jour de l'ouverture de la succession qu'il faudra se placer pour apprécier la qualité de donataire et de successible.

A l'exception comprenant les donations au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible et les legs, il y a lieu d'assimiler l'institution contractuelle, le partage d'ascendants et la substitution vulgaire.

L'institution contractuelle est la donation de tout ou partie des biens que l'instituant laissera à son décès, faite dans le contrat de mariage au profit de l'un ou l'autre des époux et des enfants à naître du mariage.

Par la forme, l'institution contractuelle est une donation entre vifs ; par le résultat, elle est une libéralité de dernière volonté (2).

Comme le legs, l'institution contractuelle ne produisant effet qu'au décès de l'instituant, il n'est pas nécessaire qu'elle soit faite au profit d'un parent au degré successible.

Le partage d'ascendants peut se faire, soit sous forme de donation, soit sous forme de testament.

La donation-partage est faite au profit d'un parent au

(1) A. POTTIER, *Les actions à vote plural*, p. 80.

(2) PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de Droit civil*, tome 5, n° 767, p. 821.

degré successible, puisqu'elle constitue une donation faite par des ascendants au profit de leurs descendants.

La substitution vulgaire est la disposition par laquelle un tiers est appelé à recueillir le don ou le legs dans le cas où le donataire ou le légataire ne le recueillerait pas (art. 898 du Code Civil).

Cette disposition ne contient pas une double libéralité successive, mais désigne simplement et subsidiairement un second gratifié pour le cas où le premier, pour une cause quelconque, ne pourrait pas recueillir les biens. Comme l'institution contractuelle, elle ne produit effet qu'au décès du donateur, par suite, elle n'a pas besoin d'être stipulée au profit d'un parent au degré successible.

L'ayant cause prend la place de son auteur avec tous les avantages qu'il possédait, c'est-à-dire un droit de vote double ou tout au moins un stage en partie accompli. L'ayant cause achèvera seulement le temps complémentaire, car le délai de deux ans n'est pas interrompu par le transfert, qui, depuis le décret-loi du 27 mai 1940, constitue le seul mode de transmission des actions nominatives.

Une société a le droit de transformer ses titres en coupures inférieures au montant de la coupure originale, pourvu que les coupures nouvelles ne tombent pas au-dessous de cent francs (art. 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867). Si une pareille opération a été effectuée, est-ce que les actions d'un montant nominal moindre remises en échange d'une action nominative à vote double vont se voir conférer ce privilège ?

M. le Professeur Percerou (1) admet la solution affirmative, car la loi attribue le droit de vote au capital représenté par

(1) Cours de M. Percerou, année 1937-1938, p. 495

une personne. Du moment que c'est la même personne qui est attributaire nominativement des actions de montant nominal moindre remplaçant les anciennes, cette même personne conserve, pour M. le Professeur Percerou, son droit de vote double, qui est attaché au droit social de la personne.

Peu importe la façon dont le titre social est représenté, c'est un capital détenu par le même actionnaire depuis au moins deux ans.

Toute société de capitaux possédant des actions pourvues d'un droit de vote double ne peut, aux termes de l'article 7 de la loi du 13 novembre 1933, faire aucune publication du cours de ses titres sans y indiquer l'existence d'actions de cette nature, et elle doit, en outre, la mentionner au registre du commerce, le tout à peine d'une amende de cinq cents à mille francs à la charge des auteurs du délit, qui seront, soit les représentants de la société, soit les agents de change, banquiers et courtiers en valeurs.

Le législateur a voulu que le petit épargnant soit à même de se rendre compte du privilège attaché à une catégorie d'actions, lorsque le capital de la société est représenté par des actions figurant à la cote sous des rubriques distinctes.

Ce privilège du droit de vote double, qui, pour modeste qu'il soit n'en constitue pas moins un véritable privilège au profit des dirigeants de sociétés, puisqu'il leur permet de détenir la majorité d'une assemblée générale ordinaire avec treize pour cent du capital social si elle réunit le quart de toutes les actions (1), peut conduire à des ratifications de bilans frauduleux et à des conséquences encore plus graves si les statuts permettent l'exercice du droit de vote double dans les assemblées générales extraordinaires.

(1) M. BOSVIEUX, *Journal des sociétés*, 1934, p. 22.

SECTION V. — LES ACTIONS A DROIT DE VOTE PRIVILÉGIÉ.

La loi du 13 novembre 1933, instituant en France et aux colonies le principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit, a décidé, en son article 6, que les sociétés d'économie mixte et les sociétés concessionnaires hors de la France métropolitaine continueraient à être régies par les statuts en vigueur lors de sa promulgation.

Par conséquent, le vote plural a subsisté dans celles où il existait à la date du 15 novembre 1933 ; mais sa création demeure interdite pour l'avenir.

L'économie mixte, c'est l'association de l'Etat aux intérêts privés.

« L'économie mixte, écrit M. Chéron, procède de cette idée que l'Etat ou un autre groupement de droit public, pour accomplir une œuvre industrielle d'intérêt général, a besoin du concours des particuliers. Ne voulant pas se charger d'un lourd service d'intérêts et d'amortissements, il les invite, non pas à souscrire des obligations, mais à devenir actionnaires, par conséquent, à partager avec lui les risques de l'entreprise... » (1).

Cette forme de sociétés date de l'après-guerre de 1914. Quand il s'est agi de procéder à la réorganisation de l'économie française, l'Etat a considéré que l'énergie hydraulique, la houille sont des richesses appartenant à la collectivité publique, à l'exploitation desquelles il devait être intéressé.

La loi du 16 octobre 1919 sur l'énergie hydro-électrique a prévu la création de sociétés d'économie mixte pour l'exploitation des forces hydrauliques.

(1) André CHÉRON, *De l'actionariat des collectivités publiques*, p. 104.

Lors de leur réorganisation, la Compagnie des Messageries Maritimes, la Société Air-France, la Compagnie Générale Transatlantique ont été contraintes par l'Etat de se constituer sous forme de sociétés d'économie mixte.

Les actions remises à l'Etat présentent des caractères particuliers. Elles ne remunèrent pas simplement un apport en nature ou en espèces, mais peuvent être données en contrepartie du crédit que l'Etat octroie à ces sociétés. La Compagnie des Messageries Maritimes a conféré une participation à l'Etat parce qu'il a consenti à lui garantir un emprunt obligataire. Une grande partie du capital de la Société Air-France a été remis à l'Etat moyennant son crédit. Elles ne sont ni négociables, ni cessibles, car l'Etat doit sauvegarder les intérêts français en évitant l'intrusion d'éléments étrangers dans le fonctionnement de ces entreprises intéressant la défense nationale ou l'essor économique du pays.

Afin de renforcer son pouvoir et d'obtenir une majorité au sein des assemblées, l'Etat s'est très souvent fait attribuer des actions à droit de vote privilégié lors de la constitution de telles sociétés ou il s'est réservé des postes d'administrateurs, ainsi sur douze membres que comprend le conseil d'administration de la Compagnie des Messageries Maritimes, six, dont le président, qui a voix prépondérante, sont désignés par le Ministre de la Marine.

Ce sont donc des raisons supérieures d'intérêt national qui expliquent et légitiment l'exception édictée par l'article 6 de la loi du 13 novembre 1933.

L'intérêt général n'étant pas en jeu, il n'y avait pas lieu de laisser subsister un privilège de vote dans les sociétés où l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics étaient actionnaires en raison d'une donation, d'un legs ou d'une succession vacante.

Le vote plural subsiste encore dans les sociétés « ayant pour objet des exploitations concédées par les autorités administratives compétentes, hors de la France métropolitaine ».

Le législateur a voulu permettre à ces sociétés, dont le siège social peut être en France, de conserver, si elles l'estimaient opportun, des situations de fait favorables au maintien de l'influence française à l'étranger. Lors de la discussion de la loi de 1933, le Ministre des Colonies et le Ministre des Affaires Etrangères ont fait valoir des arguments d'ordre national pour l'obtention de cette exception au principe de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit.

Comment faut-il entendre l'expression « exploitations concédées » ?

Par un jugement du 7 mai 1934, le tribunal de commerce de la Seine a décidé que la disposition de l'article 6 doit être interprétée restrictivement et ne peut s'appliquer qu'aux seules sociétés de services publics (1).

Le 8 juin 1938, le tribunal de commerce de la Seine, revenant sur sa jurisprudence antérieure, a reconnu que le champ d'application de l'article 6 serait singulièrement réduit si son application était limitée aux seuls services publics exerçant leur activité hors de la France métropolitaine (2).

Faut-il admettre, comme l'a fait ce jugement, qu'il n'est pas nécessaire que la société exploite directement et par elle-même une concession à l'étranger, aux colonies ou dans un pays de protectorat ?

La solution affirmative s'impose lorsque la société, au lieu de continuer elle-même l'exploitation de la concession, en a cédé la jouissance à une autre société pour un certain

(1) Trib. Com. Seine, 7 mai 1934 (*J. S.* 1935, p. 508).

(2) Trib. Com. Seine, 8 juin 1938 (*J. S.* 1939, p. 417).

temps moyennant l'attribution à son profit d'une part dans les bénéfices ou moyennant un loyer ou une redevance fixe. L'exploitation par voie de location n'affecte pas l'objet social et constitue un simple changement du mode d'exploitation si le bail est consenti pour une durée déterminée et si la destination des lieux loués demeure la même (1).

Par contre, nous ne pouvons admettre, comme l'a fait le tribunal de commerce de la Seine, dans l'espèce jugée, l'application de l'article 6 aux sociétés dont l'activité se borne à contrôler des filiales exploitant aux colonies ou à l'étranger. Dans son rapport au Sénat, M. Dauthy a eu soin de faire remarquer que cette dérogation ne s'appliquait qu'aux sociétés « ayant pour objet des exploitations concédées hors de la France métropolitaine ».

La société que vise l'article 6 de la loi du 13 novembre 1933 doit donc avoir pour objet principal, et en quelque sorte pour objet primordial, l'exploitation dûment concédée.

La Cour de Paris est revenue à l'interprétation restrictive en décidant que la société soumise à sa juridiction rentre-rait dans la catégorie des sociétés susceptibles de revendiquer le bénéfice de l'article 6 de la loi de 1933 s'il était établi, par l'autorité administrative, que le traité la liant à l'Administration constituait une concession de services publics (2).

Pour M. Copper-Royer, « la loi n'exige pas que la concession soit d'intérêt public. Un domaine agricole concédé dans une colonie doit être regardé comme l'équivalent d'un service public de transport ou d'éclairage également concédé, alors même que le contentieux des dommages causés par

(1) Cass., 8 mars 1882 (*J. S.* 1882, p. 226). Trib. Comm. Nice, 26 décembre 1900 (*J. S.* 1901, p. 204). Cass. req., 29 octobre 1902 (*S.* 1905-I-89). Cour d'Aix, 18 novembre 1907 (*J. S.* 1909, p. 108).

(2) Cour Paris, 8 mars 1939 (*J. S.* 1939, p. 423).

les premières sociétés rentre dans la compétence des tribunaux ordinaires, alors que le contentieux des dommages causés par les secondes appartient au conseil de préfecture » (1).

Pour M. Bosvieux, du même avis que M. Copper-Royer, il serait inexact d'entendre les mots « exploitations concédées » dans le sens trop spécial d'exploitations de services publics en vertu de concessions. Ces mots embrassent, d'une manière générale, toute concession administrative hors de la France métropolitaine (2). En effet, l'article 6 de la loi est issu du projet gouvernemental de 1927 qui visait les sociétés ayant leur exploitation à l'étranger, et de l'article 3 du projet élaboré par M. Dauthy, qui s'appliquait notamment aux concessions quelconques accordées par les autorités administratives compétentes hors de la France métropolitaine et non pas seulement aux concessions de services publics qu'il mentionnait séparément. Au surplus, dans le rapport supplémentaire présenté par lui au nom de la Commission de législation civile et criminelle (3), M. Dauthy est formel : « Votre Commission a répondu au désir exprimé par le Gouvernement en comprenant dans les dérogations, comme l'avait fait son premier contre-projet, les sociétés ayant pour objet des exploitations hors de la France métropolitaine ».

Malgré les termes généraux « exploitations concédées hors de la France métropolitaine » employés par le législateur, M. Copper-Royer prétend que « les sociétés françaises qui ont une exploitation concédée ailleurs que dans une colonie française ne peuvent exciper du bénéfice de la disposition

(1) M. COPPER ROYER, *La loi du 13 novembre 1933*, p. 117.

(2) M. BOSVIEUX, *Commentaire de la loi de 1933* (*J. S.* 1934, p. 38).

(3) Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 19 juin 1931.

légale, cette disposition légale étant exceptionnelle et ne pouvant s'interpréter que restrictivement ».

« Il en sera ainsi alors même que ces sociétés justifieraient d'un certain intérêt national français à voir l'exploitation dont elles ont la charge demeurer en des mains exclusivement françaises ».

Pour M. Copper-Royer, « le législateur de 1933 n'a eu en vue que les seuls territoires où battait le pavillon national français. Il ne s'est pas soucié des pays étrangers, d'abord parce que son rôle est exclusivement de régler les affaires du pays, ensuite parce qu'il est toujours loisible aux sociétés ayant une exploitation hors de la France de se constituer sous l'empire de la législation du pays où elles ont à travailler ».

« Si elles ne l'ont pas fait, si, pour une cause quelconque, elles ont préféré se constituer sous la forme d'une société française, elles doivent se conformer aux règles qui s'imposent à toutes les sociétés françaises » (1).

Contrairement à l'opinion émise par M. Copper-Royer et conformément au jugement du tribunal de commerce de la Seine du 8 juin 1938, nous entendons par l'expression « exploitations concédées hors de la France métropolitaine » les sociétés concessionnaires exploitant effectivement à l'étranger, dans les pays de protectorat ou aux colonies.

La loi du 13 novembre 1933 est d'ordre public interne, par conséquent, elle ne régit ni les sociétés étrangères, ni les sociétés créées sous l'empire de la législation d'un pays de protectorat ou sous mandat. Les actions à vote plural de ces sociétés circulent librement en France ; en effet,

(1) M. COPPER ROYER, *La loi du 13 novembre 1933*, p. 118.

l'émission de ces actions est un fait local, qui se produit au siège social, par conséquent hors de France.

A l'heure actuelle, des actionnaires français peuvent donc encore disposer d'un droit de vote privilégié dans les assemblées d'actionnaires de sociétés étrangères ou de sociétés constituées en pays de protectorat ou sous mandat.

L'article 7 de la loi du 13 novembre 1933 prescrivant aux sociétés par actions disposant d'actions à droit de vote plus fort d'indiquer dans les publications relatives aux cours de leurs titres l'existence de telles actions ne semble viser, contrairement à l'opinion de M. Copper-Royer (1), que les sociétés françaises possédant des actions à droit de vote double, les sociétés d'économie mixte et concessionnaires hors de la France métropolitaine disposant d'actions à droit de vote privilégié, car à la séance du 26 novembre 1931, le Ministre des Finances a déclaré qu'après le vote de la loi il prendrait une décision en vue d'exiger que les sociétés étrangères ayant créé des actions à droit de vote plural en fassent mention à la cote officielle (2).

La situation des sociétés d'économie mixte et des sociétés concessionnaires hors de la France métropolitaine est réglée par les statuts en vigueur lors de la promulgation de la loi du 13 novembre 1933, c'est-à-dire à la date du 15 novembre 1933.

Ces sociétés restent soumises aux lois antérieures au 15 novembre 1933 et la création d'actions à droit de vote double est impossible dans celles qui ne disposent pas du vote plu-

(1) M. COPPER ROYER, *La loi du 13 novembre 1933*, p. 120.

(2) *Journal Officiel*. Débats parlementaires du Sénat, p. 1484.

ral. Elles sont donc désavantagées par rapport aux sociétés par actions ordinaires dont les statuts ou une assemblée générale extraordinaire peuvent valablement décider leur création.

CHAPITRE IV

La liberté du vote dans les assemblées.

Un décret-loi du 31 août 1937, complétant l'article 4 de la loi du 13 novembre 1933, interdit toutes conventions, toutes clauses ayant pour but d'empêcher que le vote ne s'exprime librement.

Ce texte édicte une prohibition formelle pour l'avenir, et, par une disposition rétroactive, impose la disparition des conventions antérieurement contractées, contraires à l'interdiction qu'il formule.

SECTION I. — LA NULLITÉ DES CLAUSES PORTANT ATTEINTE AU LIBRE EXERCICE DU DROIT DE VOTE.

Avant le décret-loi du 31 août 1937, quel était le sort de telles clauses ?

Un actionnaire qui faisait partie d'un groupe ne pouvait s'engager à voter, sur les questions qui seraient soumises aux assemblées ordinaires et extraordinaires, dans le sens qui aurait été préalablement arrêté par la majorité de ce groupe (1). Son engagement ne pouvait être une soumission aveugle à la décision arrêtée par la majorité.

Le fait par le conseil d'administration d'adresser à un certain nombre d'actionnaires une circulaire sollicitant leur adhésion à une réduction de capital et leur engagement de

(1) Trib. Comm. Seine, 9 décembre 1929 (J. S. 1934, p. 517).

ne pas vendre leurs titres avant la tenue d'une assemblée extraordinaire était insuffisant pour faire prononcer la nullité de l'assemblée extraordinaire qui avait décidé la réduction, parce que l'engagement ne portait que sur une question déterminée (1).

Un actionnaire n'entravait pas la liberté de son vote s'il s'engageait préalablement à l'assemblée extraordinaire à voter dans un certain sens sur une question (2). En l'espèce, le président du conseil d'administration, détenant mille deux cent cinquante actions sur mille huit cent cinquante, s'était engagé à approuver par son vote la vente du fonds social, qu'il avait consenti préalablement à la tenue de l'assemblée extraordinaire chargée de la ratifier.

D'une façon générale, l'engagement de voter dans un sens déterminé était reconnu licite s'il portait sur une ou plusieurs questions précises et s'il était limité dans le temps. Cette jurisprudence était basée sur le fait que, lorsque l'engagement est relatif à un vote particulier, la liberté de l'actionnaire est moins gravement aliénée, et son consentement beaucoup plus éclairé, que lorsque l'engagement est pris pour une série de votes à venir.

La convention intervenue entre les administrateurs démissionnaires d'une société anonyme et un groupe d'actionnaires s'engageant à voter le quitus de leur gestion moyennant la remise en toute propriété d'un certain nombre d'actions appartenant aux dits administrateurs a été considérée comme illicite (3). La jurisprudence pour motiver cette décision s'est basée sur l'article 1131 du Code Civil, d'après lequel un engagement qui a une cause illicite ne peut avoir aucun

(1) Trib. Comm. Lyon, 20 octobre 1902 (*J. S.* 1903, p. 67).

(2) Cour de Rennes, 28 octobre 1931 (*J. S.* 1932, p. 275).

(3) Trib. Comm. Seine, 8 mars 1928 (*J. S.* 1928, p. 676).

effet. Cette convention était bien contraire à la liberté du vote, mais le trait dominant en était son caractère immoral, aussi le tribunal de commerce de la Seine a déclaré : « Attendu que l'exposé seul des conséquences d'une semblable tractation en fait ressortir l'immoralité ; que, dès lors, sans avoir à rechercher si la convention prémentionnée a été exécutée ou non, il y a lieu d'en prononcer la nullité pour cause illicite ».

Quelques années avant la promulgation du décret-loi du 31 août 1937, la jurisprudence paraissait avoir changé d'opinion, ainsi la Cour de Lyon déclarait : « Le vote des actionnaires ne devant légalement intervenir qu'après une discussion en assemblée générale, toute obligation contractée à l'avance par un actionnaire de voter dans un sens déterminé est radicalement nulle, car elle porte atteinte à la liberté et à l'indépendance des suffrages » (1).

Le décret-loi ne parle que de la nullité des clauses, c'est-à-dire des stipulations contenues dans une convention quelconque. Le mot « clause » a été employé à dessein pour indiquer qu'il pouvait ne s'agir que d'une disposition particulière d'une convention ou des statuts ; mais si la convention entière portait atteinte au libre exercice du droit de vote, elle tomberait, au même titre, sous le coup du décret-loi du 31 août 1937.

Au cas où une clause est nulle, l'acte reste obligatoire entre les parties. Mais ce décret-loi est d'une application difficile, car il frappe la clause dans ses dispositions principales et accessoires, or, les différentes stipulations d'un contrat se rattachent les unes aux autres par des liens étroits de dépendance.

(1) Cour de Lyon, 26 novembre 1931 (*J. S.* 1932, p. 410).

Le décret-loi semble viser aussi les clauses, qui, sans concerner directement le droit de vote, ont pour résultat indirect de porter atteinte à son libre exercice. Un jugement relativement récent (1) nous en fournit un exemple. Un certain nombre d'actionnaires, détenteurs de la presque totalité des actions de la société « L'Œuvre », s'étaient engagés, en vertu d'une convention, à offrir par préférence à leurs cocontractants les actions dont ils désiraient se dessaisir et il était ajouté que les signataires de la convention se mettaient d'accord sur le choix des organes chargés d'assurer la direction et l'administration du journal. A l'intérieur de ce groupe toutes les décisions devaient être prises à l'unanimité et chacun des contractants avait le droit de vote. Le seul fait du désaccord d'un seul libérait tous les autres. L'entente unanime impliquait un vote unanime dans le sens arrêté à l'intérieur du groupe.

M. Bosvieux estime, en se fondant sur le décret-loi du 31 août 1937, à juste titre d'après nous, que certains membres du groupe majoritaire auraient pu, sans s'exposer à aucune sanction judiciaire, se soustraire à l'obligation prise par eux et ne pas voter les mesures auxquelles ils avaient adhéré.

Faut-il admettre que toute réglementation du droit de vote porte atteinte à son libre exercice ?

L'interprétation très large du décret-loi du 31 août 1937 conduirait à reconnaître l'abrogation des limitations des articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1867 maintenues par la loi du 13 novembre 1933.

Cette solution est à rejeter, car le décret-loi du 31 août 1937 étant incorporé dans l'article 4 de la loi de 1933 ne peut contredire les dispositions de son article 1^{er}.

(1) Trib. Comm. Seine, 11 janvier 1938 (*J. S.* 1938, p. 301).

SECTION II. — LE SORT DES CONVENTIONS ANTÉRIEURES
A LA PROMULGATION DU DÉCRET-LOI DU 31 AOÛT 1937.

Ces clauses sont réputées non écrites. Les contrats qui les contiennent devront s'exécuter comme si elles n'existaient pas. La sanction est la même que celle de l'article 900 du Code Civil déclarant que : « Dans toutes dispositions entre vifs ou testamentaires, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux mœurs, seront réputées non écrites ».

La nullité, qui frappe les conventions antérieures au décret-loi du 31 août 1937, n'aura d'effet que pour les votes à émettre et non pour ceux exprimés antérieurement à sa promulgation. Il y a lieu de limiter la rétroactivité de ce décret-loi, car les plus grands inconvénients se produiraient s'il fallait abroger les opérations qui ont été prises en vertu de votes non émis en pleine liberté.

En supprimant les clauses portant atteinte à la liberté du vote, le législateur a jugé que les contrats passés pouvaient ne plus avoir aucune raison d'être, c'est pourquoi, il a permis aux parties d'en demander la résiliation. Logiquement, l'action en résiliation ne devrait appartenir qu'à la personne qui a traité avec l'actionnaire, car elle seule est lésée du fait que la clause qui restreignait à son profit le droit de vote de l'actionnaire se trouve être réputée non écrite.

En quoi consiste la résiliation ? Elle permet aux intéressés, qui voient une partie de leur convention annulée de plein droit, de pouvoir se replacer dans l'état où elles étaient avant d'avoir contracté. La résiliation, à la différence de la résolution, ne produit pas d'effet rétroactif. La résiliation de la convention contenant l'engagement d'un groupe d'actionnaires,

naires de voter le quitus des administrateurs démissionnaires n'empêchera pas ce groupe d'avoir valablement assisté aux assemblées générales et touché les dividendes pour le passé.

Si la clause réputée non écrite est contenue dans les statuts, ceux-ci pourront être annulés à la demande des parties. Cette conséquence serait déplorable si le législateur n'avait pas déclaré que la demande en résiliation ne pourrait être introduite que dans les trois mois à compter de la promulgation du décret-loi.

SECTION III. — CLAUSES ET CONVENTIONS SUSCEPTIBLES
D'ÊTRE ANNULÉES PAR APPLICATION DU DÉCRET-LOI
DU 31 AOÛT 1937.

Le législateur ayant omis d'indiquer les clauses et conventions frappées de nullité, nous allons étudier les différents engagements pris par les actionnaires.

I. — *Clause statutaire obligeant les titulaires d'actions au porteur à déposer leurs titres quelques jours avant la tenue de l'assemblée.*

Certains auteurs prétendent qu'en entravant par une clause de ce genre l'entrée de l'assemblée, les actionnaires sont privés de leur droit de vote.

D'autres distinguent entre les formalités à remplir pour avoir accès à l'assemblée et l'exercice du droit de vote lui-même. Les actionnaires qui n'ont pas déposé leurs titres dans le délai sont en faute, par suite l'exercice de leur droit de vote n'est nullement entravé.

Une telle clause est nécessaire, car elle permet aux socié-

tés de vérifier utilement la qualité des personnes qui se présentent pour participer à une assemblée.

Un jugement isolé du tribunal de commerce de la Seine a prétendu que le dépôt en vue de l'assemblée générale ordinaire annuelle doit être fait au moins quinze jours avant cette assemblée, afin de permettre de dresser la liste des actionnaires, qui doit être tenue à la disposition de ceux-ci quinze jours avant cette assemblée (1).

M. le Professeur Percerou a réfuté ce jugement en déclarant qu'on ne saurait faire état de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, relatif au droit de communication, pour en tirer, à la charge des actionnaires, une obligation, dont la loi ne parle pas, en ce qui concerne le dépôt des titres (2).

Les actionnaires qui n'ont pas déposé leurs titres dans le délai imparti à cet effet peuvent se voir refuser l'accès de l'assemblée ; mais ils peuvent y être admis et y voter s'il ne se produit pas de protestation (3).

II. — *Clause statutaire excluant des assemblées les commanditaires ou les actionnaires ne possédant pas leurs actions depuis un certain temps.*

Cette stipulation, légitime en soi, évite qu'au moyen d'achats opérés à la dernière heure il soit possible à des actionnaires de créer une opposition intéressée dans l'assemblée.

Pour M. le Doyen Ripert, le droit de vote doit constituer « une prime de fidélité », par suite, pour cet auteur, les ac-

(1) Trib. Comm. Seine, 26 mai 1897 (*J. S.* 1897, p. 463).

(2) M. le Professeur PERCEROU, *J. S.* 1908, p. 155.

(3) Trib. de Bordeaux, 29 mai 1902 (*R. S.* 1903, p. 28).

tionnaires ne possédant pas leurs titres depuis un certain temps doivent être exclus (1).

La thèse de M. le Doyen Ripert est fortifiée par la loi du 13 novembre 1933. Le titulaire d'une action nominative entièrement libérée ne jouit pas du vote double s'il n'est pas actionnaire de la société depuis deux ans. Ce stage sert à prouver son *affectio societatis*. Dès lors, si, pour une simple augmentation du droit de vote, il faut justifier d'une durée de possession du titre, pourquoi ne pas l'admettre quand il s'agit de conférer le droit de vote ?

Les statuts du « Progrès de la Somme » stipulent que, seuls, les actionnaires ayant cette qualité depuis plus de six mois peuvent prendre part au vote.

Malheureusement pour l'interprète, la Cour de Cassation ne s'est pas prononcée sur la validité de cette clause (2). Le 7 avril 1932, elle avait déclaré que le droit de vote est l'un des attributs essentiels de l'action dont l'exercice peut être réglementé, mais ne saurait, en aucun cas, être supprimé (3).

Du silence de la Cour de Cassation, M. Rousseau a conclu que ce stage de six mois constitue une simple réglementation du droit de vote (4).

MM. Houpin et Bosvieux prétendent que cette clause d'exclusion des actionnaires ne possédant pas leurs actions depuis un certain temps ne peut plus être admise depuis le décret-loi du 30 octobre 1935 complétant utilement la loi du 13 novembre 1933. Chaque action conférant obligatoirement une voix, il faut qu'elle puisse s'exprimer, peu importe la date d'acquisition des titres (5).

(1) Cours de M. le Doyen RИPERT, année 1936-1937, p. 724.

(2) Cass. req., 9 février 1937 (D. P. 1937-I-73).

(3) Cour Cassation, 7 avril 1932 (S. 1933-I-177).

(4) Note de M. Rousseau sous Cass. req., 9 février 1937, précité.

(5) HОUPIN et BOSVIEUX, supplément 1937.

Cette clause n'est pas comparable à celle excluant des assemblées les titulaires d'actions au porteur qui n'ont pas déposé leurs titres quelques jours avant la tenue de l'assemblée. L'actionnaire possédant ses titres depuis moins de six mois n'est astreint à aucune formalité pour avoir accès à l'assemblée, par suite, il ne commet aucune faute et cette clause doit être considérée comme portant atteinte au libre exercice du droit de vote de l'actionnaire.

III. — *Clause statutaire subordonnant le droit de vote à l'agrément du conseil d'administration.*

Cette clause est liée au droit de préemption du conseil d'administration. Ces deux modifications à la libre cessibilité des actions sont apportées fréquemment, au cours de la vie sociale, par une décision d'assemblée générale extraordinaire déclarant qu'à l'avenir les actions ne seront plus cessibles, même entre actionnaires, qu'avec l'agrément du conseil d'administration qui se réserve, en cas de non-approbation de la personne proposée, un droit de préemption sur les actions à céder.

La Cour de Poitiers eut à juger la clause suivante : les cessions d'actions devaient être notifiées au conseil d'administration. A défaut de l'accomplissement de cette formalité, le nouvel acquéreur avait le droit de toucher les dividendes, de participer au partage de l'actif social, mais il était exclu des assemblées générales et du conseil d'administration (1).

Le fait de ne pas solliciter l'agrément du conseil d'administration entraînant la perte du droit de vote, la nullité de la clause, aux termes du décret-loi du 31 août 1937, ne peut être mise en doute.

(1) Cour Poitiers, 4 juillet 1927 (S. 1927-II-137).

IV. — *Clause statutaire interdisant l'accès aux assemblées à l'actionnaire n'ayant pas répondu à un appel de fonds lancé par la société.*

La société, dont les actions ne sont que partiellement libérées, procède à un appel de fonds quand elle a besoin d'élargir sa trésorerie.

Pour M. Decugis, la clause d'exclusion des actionnaires ne répondant pas à un appel de fonds est une application de l'exception *non adimpleti contractus* dont la validité est reconnue.

Le tribunal de commerce de la Seine (1) et récemment la Cour de Paris (1) décident que cette clause est licite et doit recevoir application.

Cette stipulation suspend le droit de vote de l'actionnaire, mais ne l'exclut pas définitivement des assemblées. Dès qu'il aura réglé, il recouvrera le droit de participer à la direction des affaires sociales.

L'exercice du droit de vote dépend essentiellement de la volonté de l'actionnaire et de sa diligence à effectuer les versements. La clause statutaire excluant des assemblées les actionnaires n'ayant pas répondu à un appel de fonds ne tombe donc pas sous le coup du décret-loi du 31 août 1937.

L'exclusion des actionnaires en retard ne peut avoir lieu de plein droit, même si une clause statutaire prévoit que les actionnaires n'ayant pas effectué leur versement ne peuvent plus ni négocier, ni transférer leurs titres, ni réclamer le paiement d'aucun dividende (2).

La clause statutaire d'exclusion des souscripteurs n'ayant

(1) Trib. Comm. Seine, 9 décembre 1893 (*R. S.* 1894, p. 251) et 13 février 1899 (*J. S.* 1899, p. 317). Cour Paris, 11 mai 1939 (*S.* 1940-II-25).

(2) Trib. Comm. Seine, 13 février 1899, précité.

pas libéré le complément de leur mise ne joue pas à l'égard de l'acquéreur sur exécution qui a réglé son prix d'acquisition (1).

V. — *La cession du droit de vote.*

Les législations anglaise et américaine connaissent des actions, dénommées « *no voting shares* », dépourvues de tout droit de vote.

La loi allemande du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions permet la création d'actions privilégiées sans droit de vote assorties d'un dividende supérieur à celui des actions ordinaires. L'excédent de dividende est la contre-partie de la suppression du droit de vote. S'il n'est pas réglé, le législateur allemand confère le droit de vote aux actionnaires privilégiés jusqu'au paiement des sommes restées en souffrance.

En Droit français, l'actionnaire indifférent à la gestion de l'entreprise ne peut-il pas valoriser son droit de vote ?

M. Raymond Michel a tranché affirmativement la question en s'appuyant sur la coutume anglo-américaine et en faisant remarquer que tout ce qui n'est pas défendu est permis (2). M. Cordonnier, lui, a répondu très justement que, sans méconnaître la vérité de ce principe, il ne faut pas s'abuser sur sa portée (3).

« Le cessionnaire du droit de vote, déclare M. Michel, n'agit pas dans les assemblées comme détenteur de titres qui ne lui appartiennent pas ; il prend part aux délibérations en vertu du droit de propriété qu'il détient sur l'at-

(1) Cass. civ., 20 février 1888 (S. 1888-I-401).

(2) R. MICHEL, De la cession du droit de vote (*Rec. jur. des soc.*, mars 1926, p. 80).

(3) Paul CORDONNIER (*J. S.* 1927, p. 25).

tribut de l'action conférant le droit de vote comme l'usufruitier possède le même pouvoir en tant que propriétaire du droit d'administration ».

Aux termes de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, les statuts déterminent le nombre d'actions qu'il est nécessaire de posséder, soit à titre de propriétaire, soit à titre de mandataire, pour être admis à l'assemblée générale ordinaire. Le législateur n'emploie pas, pour M. Raymond Michel, le mot « propriétaire » dans un sens absolu et rigoureux, car l'usufruitier et le nu-propriétaire sont admis avec voix délibérative. M. Raymond Michel n'a pas remarqué que, si cet article permet le groupement des petits actionnaires, il n'autorise pas la dissociation des droits attachés à l'action. En d'autres termes, si la loi admet qu'il est licite d'additionner les fractions de droit de vote, elle ne permet pas le fractionnement des droits attachés à l'action.

« Le propriétaire d'une action pouvant céder son usufruit et, par suite, faire passer le pouvoir d'administration sur la tête d'un non propriétaire, peut céder son droit de vote, d'ailleurs celui qui a la propriété d'une chose peut la démembrer comme il le juge à propos, sous réserve qu'il n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements (art. 546, Code Civil) ».

L'assimilation, par M. Michel, de la cession du droit de vote à la constitution d'un usufruit est contestable. Si l'exercice du droit de vote est conféré, soit au nu-propriétaire, soit à l'usufruitier, c'est parce qu'il ne peut être confié simultanément à deux personnes différentes, mais il accompagne toujours les droits pécuniaires et constitue la sauvegarde commune du droit sur le capital et sur les bénéfices.

Au contraire, en cas de cession du droit de vote, l'action munie de tous ses droits pécuniaires reste dans le patrimoine

du cédant, tandis que le droit de vote appartient au cessionnaire.

La Cour de Poitiers s'est prononcée dans le sens de M. Michel en décidant que le droit de prendre part aux assemblées délibérantes d'une société anonyme n'est pas d'ordre public (1). En d'autres termes, elle a admis la présence d'actionnaires dépourvus du droit de vote dans les sociétés anonymes.

M. Rousseau, du même avis que M. Raymond Michel, reconnaît la validité d'actions sans droit de vote en faisant remarquer que des actions à ordre circulaient librement avant la loi du 4 avril 1926, reconnaissant la validité de cette forme de titres (1).

La Chambre Civile de la Cour de Cassation a cassé l'arrêt de la Cour de Poitiers en déclarant que « le droit de vote des actionnaires aux assemblées est l'un des attributs essentiels de l'action dont l'exercice peut être réglementé dans une certaine mesure par les statuts, mais ne saurait, en aucun cas, être supprimé » (2).

La Cour Suprême interdit donc formellement toute cession de droit de vote.

Dans quel sens s'est prononcée la doctrine ?

Pour Lyon-Caen et Renault (3), « ces séparations définitives et opposables à la société des attributs essentiels des actions sont certainement inadmissibles en France. Il est de l'essence du contrat de société que la direction de la société relève en dernière analyse d'associés intéressés au succès de l'œuvre poursuivie en commun par une vocation nécessaire aux bénéfices.

(1) Cour Poitiers, 4 juillet 1927 (S. 1927-II-137).

(2) Cass. civ., 7 avril 1932 (S. 1933-I-177).

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, 5^e édition tome II, n° 558^o, p. 554.

Le jeu normal des règles du contrat de société serait troublé si la direction de la société pouvait être remise, par une division des droits attachés aux actions, à des personnes n'ayant aucun intérêt à la réalisation des bénéfices ».

Dans une consultation délivrée en 1908, M. le Professeur Percerou écrivait : « Il importe à la bonne administration des sociétés que ce soit la même personne qui, à la fois, soit appelée à recueillir les bénéfices de l'entreprise et qui prenne aussi part aux assemblées générales, parce que l'intérêt qu'elle a à percevoir les bénéfices est une garantie qu'elle s'inspirera de l'intérêt général » (1).

« Nous admettons facilement, déclarait Wahl, qu'un actionnaire ne peut céder à un tiers son droit de vote, qu'il ne peut, en d'autres termes, conférer à un tiers le droit de voter au nom de ce tiers. D'une part, le droit de vote est un des attributs de l'action ; ce n'est pas un droit personnel de l'actionnaire, susceptible d'être transmis à un tiers ; c'est un droit attaché à l'action, et qui, par conséquent, ne peut lui être enlevé par la convention des parties » (2).

« L'action est un tout indivisible, pour MM. Rousseau et Amiot, dont les deux éléments principaux, c'est-à-dire le droit aux bénéfices et au capital d'une part, et de l'autre, le droit de vote, ne sauraient être divisés pour reposer sur deux têtes différentes » (3).

« Au regard de la loi française, une telle aliénation serait certainement nulle, pour M. Rousseau, puisqu'elle priverait l'actionnaire d'une prérogative essentielle » (4).

Trois ans plus tard, M. Rousseau paraît avoir changé d'opi-

(1) Affaire Protte, résolue par la Cour de Paris, le 11 novembre 1908.

(2) WAHL, note au Sirey (1910-IV-3).

(3) ROUSSEAU et AMIOT, *Gazette des sociétés*, 1912, p. 119.

(4) ROUSSEAU, note au Sirey (1924-II-50).

nion, puisqu'il admet la validité d'actions sans droit de vote (1).

Pour MM. Houpin et Bosvieux (2), « l'action confère deux droits essentiels : un droit proprement pécuniaire (droit au remboursement de l'apport, au bénéfice d'exploitation et au boni de liquidation) et un droit d'administration, *lato sensu* (droit de prendre part aux assemblées générales et d'y voter, éligibilité aux fonctions d'administrateurs, droit d'exercer des actions en nullité). Le droit d'administration, et tout particulièrement le droit de vote dans les assemblées générales, est le corollaire du droit pécuniaire attaché à l'action, auquel il sert de garantie et dont il forme le prolongement nécessaire. Il n'en peut être séparé sans faire perdre à l'action son caractère juridique, lequel implique la réunion des deux attributs complémentaires ».

Si, avec M. Josserand, nous considérons le droit de vote de l'actionnaire comme une véritable fonction, nous devons le rapprocher de celui de l'électeur, qui vote, non pas dans son intérêt, mais dans celui de la personne morale.

L'électeur ne pouvant céder son droit de vote quand il participe aux élections législatives, la même solution doit être adoptée pour l'actionnaire.

Quelles conséquences produirait la cession du droit de vote, si elle était permise ?

Au cas où le cessionnaire serait lui-même actionnaire, elle ne ferait qu'augmenter son droit de vote, s'il ne tombait pas sous le coup des limitations statutaires pouvant être prévues en vertu des articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1867. La cession du droit de vote ne présenterait dans de telles conditions aucun caractère de gravité.

(1). Note sous Cour Poitiers, 4 juillet 1927 (S. 1927-II-137).

(2) HOUPIN et BOSVIEUX, *Traité des sociétés*, tome II, n° 1165.

La situation serait tout autre si le cessionnaire était étranger à la société. Elle aboutirait à donner, à une personne qui n'a pas contribué à la formation du capital social, la gestion d'une affaire. Les droits pécuniaires étant restés entre les mains du cédant, le cessionnaire n'aurait aucun intérêt à la sauvegarde et au développement des affaires sociales.

La cession du droit de vote ne porterait-elle pas atteinte au libre exercice du droit de vote de l'actionnaire ?

La réponse affirmative s'imposerait, car l'actionnaire qui conserverait ses intérêts pécuniaires dans la société se trouverait dépouillé de son droit de vote au profit du cessionnaire qui l'exercerait en son nom personnel.

VI. — *La renonciation au droit de vote.*

Le titulaire du droit de vote l'abandonne au profit d'un tiers, qui l'exerce en son nom, pour son propre compte et sans engager sa responsabilité à l'égard de l'actionnaire renonçant.

Les effets de la renonciation au droit de vote sont les mêmes qu'en cas de cession du droit de vote et la clause de renonciation est frappée de nullité.

Quelques années avant la promulgation du décret-loi du 31 août 1937, la Cour de Paris avait formellement déclaré qu'un actionnaire « ne peut renoncer dans l'avenir à son droit et à son devoir d'examen dans les assemblées générales » (1).

La Cour de Paris n'avait pas appliqué le principe qu'il est toujours possible de renoncer à un droit, mais avait basé

(1) Cour de Paris, 22 février 1933 (D. H. 1933, p. 258).

sa décision sur le fait que l'actionnaire aliénait son droit de vote en y renonçant.

VII. — *Le mandat irrévocable.*

Le mandat irrévocable n'équivaut pas à une cession temporaire du droit de vote, car l'actionnaire peut demander des comptes à son mandataire et poursuivre en justice la révocation de ce dernier.

Basant leur thèse sur ces deux différences, Lyon-Caen et Renault admettaient la validité du mandat irrévocable (1).

Depuis fort longtemps la Cour de Cassation reconnaissait le mandat irrévocable (2). Elle n'exigeait pas une stipulation formelle d'irrévocabilité. Celle-ci pouvait résulter de l'intérêt commun du mandant et du mandataire au contrat passé entre eux (3). En ces conditions, le mandat n'était révocable que du consentement mutuel des parties, pour une cause légitime reconnue ou suivant les clauses et conditions spécifiées par le contrat.

Récemment, la Cour de Cassation belge a reconnu valable le mandat irrévocable, d'une durée d'environ un an, conféré à une banque par un client (4).

En France, le décret-loi du 31 août 1937, prohibant les clauses portant atteinte au libre exercice du droit de vote, n'a-t-il pas abrogé cette doctrine et cette jurisprudence ?

Tenant compte de la portée de ce décret-loi, le tribunal de

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, tome II, p. 557, 5^e édition.

(2) Casss. req., 9 juillet 1885 (S. 1887-I-478).

(3) Cass., 11 février 1891 (S. 1891-I-121). Cour Amiens, 28 janvier 1892 (S. 1894-II-177).

(4) Cass. Belgique, 13 janvier 1938 (S. 1938-IV-17).

commerce de la Seine a nié, avec raison, la validité d'un tel mandat (1).

En l'espèce, un actionnaire de « la société par actions *L'Œuvre* » avait donné à un autre associé un pouvoir irrévocable à l'effet de le représenter aux assemblées générales jusqu'au 15 mars 1955.

Jusqu'à cette date, le véritable titulaire du droit de vote ne pouvait en reprendre l'exercice. Un mandat auquel l'actionnaire ne peut mettre fin par une simple manifestation de volonté doit être déclaré nul. Conformément à l'alinéa 3 de l'article 10 du décret-loi du 31 août 1937, complétant la loi du 13 novembre 1933, l'engagement pris par le mandataire de représenter son mandant doit être réputé non écrit.

Pour le passé, le représentant a valablement voté au nom du mandant, de l'auteur du pouvoir irrévocable et toutes les conséquences du vote du mandataire ont effet vis-à-vis du mandant.

VIII. — *La promesse de voter dans un sens déterminé.*

La discussion en assemblée générale sert à renseigner les actionnaires sur la portée des questions figurant à l'ordre du jour. Lorsqu'elle est terminée, chaque actionnaire doit émettre un vote libre, personnel et inspiré par l'intérêt social. Il ne doit subir aucune influence étrangère et l'engagement de voter selon des directives arrêtées préalablement à l'assemblée aura pour conséquence de fausser sa décision. Contre une telle promesse, la nullité doit être prononcée depuis le décret-loi du 31 août 1937, déclarant nulles les clauses ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte au libre exercice du droit de vote.

(1) Trib. Comm. Seine, 11 janvier 1938 (*J. S.* 1938-301).

Avant la promulgation de ce décret-loi, la Cour de Lyon s'était prononcée d'une manière aussi formelle : « Le vote des actionnaires ne devant légalement intervenir qu'après une discussion en assemblée générale, toute obligation contractée à l'avance par un actionnaire de voter dans un sens déterminé est radicalement nulle, car elle porte atteinte à la liberté et à l'indépendance des suffrages » (1).

Cet arrêt était-il isolé ou exprimait-il l'opinion unanime de la jurisprudence ?

Un mois plus tôt, la Cour de Rennes avait décidé que « si le vote des actionnaires doit être libre, il n'est pas interdit à un actionnaire de prendre librement l'engagement de voter dans tel ou tel sens » (2). Elle admettait qu'il n'y avait rien d'illicite dans le fait pour le principal actionnaire d'une société de promettre d'appuyer à l'assemblée générale extraordinaire, par tous ses moyens, la confirmation d'une vente d'un immeuble qu'il avait traitée préalablement à la tenue de l'assemblée générale extraordinaire chargée de se prononcer sur cette opération.

Cet arrêt était conforme à la jurisprudence ancienne admettant l'engagement pris par un groupe d'actionnaires de voter dans tel ou tel sens sur une question déterminée (3).

M. Cordonnier estimait qu'il n'y avait pas, de la part de l'actionnaire, une abdication de sa volonté. Pour cet auteur, le vote demeurait libre, il ne faisait que s'exprimer par anticipation, en connaissance de cause s'il était limité dans le temps (4).

L'engagement de voter, portant sur une question précise,

(1) Cour de Lyon, 26 novembre 1931 (*J. S.* 1932, p. 410).

(2) Cour de Rennes, 28 octobre 1931 (*J. S.* 1932, p. 275).

(3) Trib. comm. Seine, 9 décembre 1920 (*J. S.* 1924, p. 516).

(4) Note de M. Cordonnier sous jugement trib. comm. Seine, 9 décembre 1920.

ne devait pas avoir pour but de ratifier un acte immoral. Le tribunal de commerce de la Seine avait déclaré « nulle comme contraire à la liberté du droit de vote, la convention intervenue entre les administrateurs sortants d'une société anonyme et un groupe d'actionnaires, par laquelle ce groupe, moyennant la remise à lui faite en toute propriété d'un certain nombre d'actions appartenant aux dits administrateurs, s'engage à donner à ces derniers, lors de la prochaine assemblée générale, quitus de leur gestion » (1).

L'engagement pris par un groupe d'actionnaires de voter en masse dans le même sens sur des questions surgissant en cours de séance par suite d'incidents imprévus était rigoureusement nul (2). Il est évident que, sans réflexion, les membres du groupe votait dans le sens du chef du groupe.

Le décret-loi du 31 août 1937 ne défend pas aux actionnaires de se réunir, préalablement à la tenue d'une assemblée, afin de s'entretenir des affaires sociales, mais aucune allusion ne doit être faite à la question du vote à intervenir.

IX. — *Les conventions de blocage.*

Le syndicat de blocage a pour but de faire masse des titres au porteur disséminés dans les portefeuilles des petits épargnants.

Les conseils d'administration peuvent chercher par ce moyen à rassembler le plus grand nombre possible d'actions, de manière à obtenir la ratification de leur gestion. Des syndicats de blocage ainsi constitués sont condamnables au même titre que la convention préalable au vote de l'assemblée ayant pour but d'accorder le quitus des adminis-

(1) Trib. comm. Seine, 8 mars 1928 (*J. S.* 1928, p. 670).

(2) Trib. comm. Seine, 9 décembre 1920, précité.

trateurs. Dans les deux cas, l'objet poursuivi est immoral en soi.

Les administrateurs peuvent chercher à étendre le contrôle de leur société à une entreprise concurrente. L'opération sera alors profitable à l'ensemble des actionnaires. Elle évitera la lutte des prix et réalisera la concentration des entreprises. Dans ces conditions, le blocage portera sur les titres de l'entreprise concurrente, car c'est au sein des assemblées de cette dernière société que les administrateurs de la société absorbante devront posséder la majorité.

Le blocage empêche que les propriétaires des titres n'en disposent, mais il ne réalise pas l'objet du syndicat. C'est par le moyen des conventions relatives à l'exercice du droit de vote sur les titres bloqués que le syndicat atteindra son but.

Les conventions de blocage se présentent sous deux aspects.

Le propriétaire des titres exerce lui-même son droit de vote, mais s'engage envers les membres du syndicat à voter dans le sens qu'ils auront arrêté. C'est une promesse de voter dans un sens déterminé.

Dans la seconde hypothèse, le véritable titulaire le délègue pour un temps déterminé aux membres du syndicat qui l'exerce en son nom et pour son propre compte. Cette convention de blocage serait légale si le mandat ainsi constitué n'était pas irrévocable. L'actionnaire ne peut recouvrer son droit de vote avant l'écoulement de la période pour laquelle il a été conféré.

Le mandat irrévocable et le syndicat de blocage, bien qu'ils soient admis par la Cour de Cassation belge, ne sont plus valables en France depuis le décret-loi du 31 août 1937.

Ce dernier décret-loi et la loi du 13 novembre 1933 ont

poursuivi des buts similaires. Le premier texte condamne les syndicats de blocage qui, dans la pratique, avait remplacé les actions à droit de vote privilégié. Malgré le décret-loi du 31 août 1937, M. le Professeur Solus admet la validité des conventions de blocage en faisant remarquer que le mandant peut toujours, en cas d'abus, saisir la justice en vue d'obtenir la révocation judiciaire du mandataire.

D'autre part, pour M. le Professeur Solus, pourquoi ne pas admettre les conventions de blocage pour les titres français, alors que ces procédés sont admis pour les titres étrangers ? L'article 30 de la loi de finances du 31 juillet 1920 reconnaît, puisqu'il leur accorde des exonérations d'impôts, la validité des sociétés constituées en France entre porteurs français d'actions étrangères en vue d'assurer la défense de leurs droits. Or, ces sociétés procèdent au blocage des titres (1).

Ces syndicats de défense ne constituent des syndicats de blocage que si, en vue d'assurer l'exercice des droits et actions appartenant à leurs adhérents, ils astreignent ceux-ci à un dépôt de leurs titres et leur demandent de leur conférer un mandat à l'effet de voter en leur nom aux assemblées générales des sociétés étrangères.

Les conventions de blocage étaient-elles admises antérieurement au décret-loi du 31 août 1937 ?

La Cour de Cassation reconnaissait la validité du mandat irrévocable (2) et, par suite, celle des conventions de blocage.

Lyon-Caen et Renault (3) montraient qu'elles n'équiva-

(1) M. SOLUS, *La réforme du droit des sociétés*, p. 293.

(2) Cass. req., 9 juillet 1885 (S. 1887-I-478).

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, 5^e édition, tome II, p. 557.

laient pas à des cessions de droit de vote au moyen des arguments suivants : « En fait, ce mandataire, malgré le caractère permanent de son mandat, n'a pas non plus une complète indépendance. L'actionnaire n'est pas désarmé. Il a toujours la possibilité de demander compte à son représentant des motifs qui ont dicté ses votes aux assemblées générales. Un exercice abusif du mandat, contraire à l'intérêt commun des deux parties, pourra entraîner à tout moment sa révocation judiciaire en ouvrant en même temps contre son titulaire une éventuelle action en dommages-intérêts ».

Comme M. le Professeur Solus, en se basant sur la possibilité de révoquer judiciairement le mandataire constitué pour un certain temps, Lyon-Caen et Renault admettaient la validité des conventions de blocage.

X. — Clause permettant à une tierce personne d'utiliser le droit de vote des actionnaires ne l'exerçant pas.

Le capital social de la Franco-Wyoming Oil Company, société américaine, dont le siège social est situé dans l'Etat de Delaware, est représenté, conformément à la législation de cet Etat, par des actions nominatives. Afin de pouvoir émettre des titres au porteur, la Franco-Wyoming Oil Company a conclu, le 25 mars 1930, un contrat avec la Franco-Wyoming Securities Corporation, jouant le rôle de « Trustee ». Des titres au porteur ont été remis aux actionnaires qui en ont fait la demande et les actions nominatives correspondantes ont été immatriculées sur les registres de la Franco-Wyoming Oil Company au nom de la Franco-Wyoming Securities Corporation. Si, par suite d'un changement d'avis, certains détenteurs de titres au porteur désirent les échanger contre des certificats nominatifs de la

Franco-Wyoming Oil Company, la Franco-Wyoming Securities Corporation demande à la Franco-Wyoming Oil Company le transfert des certificats nominatifs établis à son nom en certificats nominatifs aux noms des actionnaires désirant effectuer la conversion.

La Franco-Wyoming Securities est un « Trustee », c'est-à-dire un administrateur des biens de la Franco-Wyoming Oil Company, aussi une clause du contrat stipule qu'aussitôt après réception d'un avis de convocation d'une assemblée générale d'actionnaires de la Franco-Wyoming Oil Company, la Franco-Wyoming Securities Corporation devra porter la convocation de cette assemblée à la connaissance des détenteurs de titres au porteur. Ceux qui désireront se faire représenter aux assemblées générales de la Franco-Wyoming Oil Company par un mandataire de leur choix devront déposer leurs titres au lieu indiqué par la Franco-Wyoming Securities Corporation, qui leur remettra un pouvoir à remplir.

Les actionnaires qui ne manifesteront aucunement le désir d'exercer leur droit de vote seront représentés de plein droit par la Franco-Wyoming Securities Corporation, qui utilisera les actions nominatives immatriculées à son nom sur les registres de la Franco-Wyoming Oil Company, qui correspondent aux titres au porteur dont les actionnaires se désintéressent totalement du droit de vote qui leur est conféré (1).

Les détenteurs de titres au porteur n'ont pas aliéné leur droit de vote. A chaque assemblée de la Franco-Wyoming Oil Company, ils peuvent, par le dépôt de leurs titres au porteur au lieu indiqué par la Franco-Wyoming Securities Corporation, se faire représenter par des mandataires qu'ils chargeront de voter selon leurs instructions. Il ne leur est

(1) Sirey 1924-II-49.

imposé aucune formalité autre que celle qui est normalement exigée de tous les propriétaires d'actions au porteur de sociétés françaises.

La validité de la clause, conférant le droit de vote des actionnaires se désintéressant totalement de son exercice au « Trustee », doit être reconnue, car aucune atteinte n'est portée au droit de vote des détenteurs de titres au porteur de la Franco-Wyoming Oil Company ; de plus, elle se justifie par la nécessité pour cette société d'obtenir le quorum et la majorité de ses assemblées.

XI. — *La loi du 28 février 1941 relative à la forme et à la négociation des actions.*

Cette loi décide que les actions des sociétés françaises et étrangères achetées postérieurement à la date du 17 mars 1941 ne peuvent plus être livrées aux acquéreurs que sous la forme nominative. Toutefois, elles peuvent rester sous la forme au porteur si les acquéreurs consentent à les bloquer chez leur agent de change ou dans l'établissement de crédit qui a procédé à l'achat (1). En définitive, ces titres seront immobilisés dans les caisses d'un organisme créé à cet effet, la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres, dont les conditions de fonctionnement sont réglées par la loi du 18 juin 1941 (2).

La Caisse centrale des dépôts et des virements de titres ne représente pas les porteurs d'actions bloquées, dont le droit de vote s'exerce toujours dans les mêmes conditions que par le passé. L'agent de change ou l'établissement de crédit qui a passé l'ordre d'achat remet à la société ou à l'une des

(1) La loi du 28 février 1941 est parue au *Journal Officiel* du 5 mars 1941.

(2) La loi du 18 juin 1941 est parue au *Journal Officiel* du 8 juillet 1941.

banques chargées de recevoir les dépôts de titres en vue de l'assemblée un certificat attestant que telle personne est bien propriétaire de telle quantité d'actions au porteur bloquées, en contre-partie une carte d'admission nominative est délivrée à l'actionnaire.

Un tel système empêche un actionnaire touché par une limitation statutaire de prêter le surplus de ses actions afin de les faire participer au vote. Avec le blocage des titres au porteur, le délit édicté par l'article 13 de la loi du 24 juillet 1867 ne peut plus être relevé et l'Administration des contributions directes peut connaître plus facilement les véritables détenteurs d'actions au porteur.

Les titulaires de titres au porteur achetés depuis le 17 mars 1941, date de mise en application de la loi du 28 février 1941, sont donc désavantagés par rapport à ceux qui ont acheté des actions antérieurement à la date du 17 mars 1941. Pourquoi cette différence inexplicable de traitement, qui empêche les transactions, car les actions au porteur non immobilisées sont conservées précieusement par leurs détenteurs ?

Cette loi aboutit à la suppression pure et simple du titre au porteur, qui fut incontestablement l'un des principaux instruments de l'essor industriel et commercial de notre pays. Elle n'interdit pas formellement les titres au porteur, mais elle entoure leur maintien de telles précautions que leur conversion au nominatif sera de plus en plus fréquente.

Les actionnaires français, n'étant pas habitués à laisser leurs titres en dépôt et ne pouvant pas obtenir des titres au porteur sur simple demande, commencent à préférer les titres nominatifs, qu'ils peuvent conserver chez eux ou dans le coffre d'un établissement de crédit.

Une autre cause pousse les actionnaires à adopter la forme nominative ; elle tire sa raison du fait que la taxe de trans-

mission grevant les titres au porteur absorbe le montant du dividende par suite de la plus-value prise par les valeurs depuis le début des hostilités. Les actionnaires ne possédant que des actions industrielles bloquées n'hésitent pas à mettre sous la forme nominative des titres au porteur ne leur procurant que de faibles revenus et qu'il ne leur est pas permis, en compensation, de conserver par devers eux.

Répondant au vœu du gouvernement, qui s'est toujours montré favorable à la forme nominative évitant les fraudes fiscales, certaines sociétés convoquent des assemblées générales extraordinaires chargées de se prononcer sur la question de la nominativité obligatoire de leurs titres.

La forme nominative diminue le nombre de convocations répétées et coûteuses que la société est obligée de lancer pour atteindre les détenteurs de titres au porteur dispersés dans les petits portefeuilles. Elle tend à resserrer les liens existant entre les actionnaires et les administrateurs.

La nominativité permet à une société de contrôler, à tout moment, entre quelles mains se trouvent ses actions et, par suite, de surveiller la nationalité des associés qui détiennent la majorité du capital social. Cet avantage est considérable pour les sociétés intéressant la défense nationale et pour les sociétés de navigation internationale.

Le législateur de 1941 semble avoir été profondément inspiré par ces considérations, puisqu'il permet la forme au porteur des titres achetés postérieurement à la date du 17 mars 1941 si les acheteurs consentent à les bloquer dans une caisse créée à cet effet par la loi du 18 juin 1941 et portant le nom de Caisse centrale des dépôts et des virements de titres ou chez un agent de change ou un établissement de banque agréé par le Ministre, secrétaire d'Etat à l'économie

nationale et aux finances (arrêté du 8 mars 1941) (1) pour les titres dont la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres n'a pas exigé le dépôt dans ses caisses.

La loi du 28 février 1941 n'a astreint au blocage que les actions négociées sur un marché. Le même régime a été étendu le 24 novembre 1941 aux titres inscrits à la cote du syndicat des courtiers en valeurs, dont le marché n'a été rétabli officiellement que par la loi du 14 février 1942 (2). Par suite, depuis le 24 novembre 1941, seules les actions cotées « hors cote », qui sont négociées par les courtiers en valeur, peuvent être livrées à leurs acquéreurs sous la forme au porteur.

Depuis un décret-loi du 27 mai 1940, les titres nominatifs ne peuvent plus faire l'objet d'une cession civile. Ils ne peuvent être transmis qu'au moyen d'un transfert sur les registres de la société.

Une loi du 26 mars 1927 a abrégé les délais de livraison des titres nominatifs. Un délai de cinq jours est imparti à l'agent de change vendeur pour remettre à la société les titres accompagnés de la demande de transfert revêtue de la signature certifiée du vendeur.

La société ou l'établissement chargé par elle du service des transferts est tenue de délivrer à l'agent de change, au plus tard le surlendemain du jour de la remise des titres nominatifs, un avis de réalisation de transfert indiquant le nombre et la nature des titres déposés et le jour où seront délivrés, dans un délai qui ne peut excéder cinq jours à partir de la date de l'avis, les titres.

Malgré les améliorations apportées par cette loi, les formes du transfert restent compliquées et les porteurs de certificats

(1) *Journal Officiel* du 9 mars 1941.

(2) *Journal Officiel* du 15 février 1942.

nominatifs ne sont pas des actionnaires nomades restant quelques semaines ou même quelques jours dans une société ; ce sont des personnes désirant la prospérité de l'affaire.

Afin de ne pas être frappés trop fortement par l'impôt général sur le revenu, les gros capitalistes ne touchent pas leurs coupons au fur et à mesure de leur date de détachement ; ils attendent la prescription quinquennale pensant qu'un gouvernement plus favorable diminuera le taux de l'impôt général sur le revenu. Dans ces conditions, il est facile de comprendre que les gros actionnaires n'exercent pas leur droit de vote avec leurs titres au porteur, car l'Administration des contributions directes, en comparant la feuille d'émargement de l'assemblée (art. 28 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par un décret-loi du 31 août 1937) et la déclaration d'impôt sur le revenu, s'apercevrait de la fraude.

DEUXIÈME PARTIE

L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Le droit de vote n'est pas un droit essentiellement attaché à la personne de l'actionnaire, aussi, après avoir indiqué dans les deux premiers chapitres l'exercice du droit de vote par l'actionnaire lui-même et les actionnaires ayant un intérêt personnel au vote d'une question, étudierons-nous, dans un troisième chapitre, le vote par mandataire.

Les incapables ne peuvent pas toujours exercer le droit de vote, pur acte d'administration, aussi nous consacrerons un quatrième chapitre à l'étude de l'exercice du droit de vote de ces personnes.

Les différents droits attachés à l'action peuvent appartenir à deux personnes distinctes ; la recherche du titulaire du droit de vote fera l'objet d'un cinquième chapitre.

Le démembrement de l'action peut être total, en ce sens que l'action a été vendue ou cédée. Un sixième chapitre sera consacré à la recherche du bénéficiaire du droit de vote.

Dans un septième chapitre, nous étudierons si le droit de vote par correspondance, évitant le dérangement de l'actionnaire, est permis dans notre législation.

Dans un huitième chapitre, nous rechercherons l'infraction commise par une personne qui vote en se présentant comme propriétaire d'actions ne lui appartenant pas.

Le vote de chaque actionnaire doit s'inspirer de l'intérêt social, aussi nous consacrerons un neuvième chapitre à l'étude des recours dont dispose tout actionnaire contre le vote de la majorité.

CHAPITRE PREMIER

Le mode normal d'exercice du droit de vote.

La convocation des actionnaires aux assemblées générales se fait dans un journal d'annonces légales. Un tel mode de convocation n'est nullement favorable à l'exercice du droit de vote, car l'annonce de l'assemblée passe inaperçue du plus grand nombre des actionnaires.

Pour remédier à cet inconvénient, un décret-loi du 30 octobre 1935 a introduit le système de convocation par lettre individuelle adressée par la société à l'actionnaire. Malheureusement, cette sage réforme est limitée aux titulaires d'actions nominatives qui doivent en faire la demande à la société. Il est à souhaiter que les statuts étendent cette heureuse mesure aux détenteurs d'actions au porteur.

L'exercice du droit de vote varie avec l'objet des assemblées, aussi devons-nous consacrer trois paragraphes à son étude.

SECTION I. — L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE DANS LES ASSEMBLÉES CONSTITUTIVES DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET EN COMMANDE PAR ACTIONS.

Les souscripteurs sont connus des fondateurs, par suite ils n'ont pas à justifier qu'ils sont porteurs d'au moins une action pour avoir accès à ces assemblées. Conformément à l'alinéa 2 de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, ils disposent d'un nombre de voix inférieur ou égal à dix.

Lorsqu'il s'agit d'une société anonyme, la vérification de la souscription de la totalité du capital social et des sommes effectivement versées doit être effectuée par la première assemblée constitutive de la société anonyme ; mais il n'y a aucun obstacle à ce que cette formalité soit accomplie par la seconde assemblée constitutive des actionnaires convoquée pour statuer sur l'évaluation des apports en nature (1).

Afin que chaque actionnaire se prononce en connaissance de cause et ne se fie pas aux paroles des fondateurs, un décret-loi du 31 août 1937 prescrit que les fonds provenant des souscriptions en espèces doivent être déposés à la Caisse des dépôts et consignations ou chez un notaire.

L'exagération de la valeur des apports en nature est presque toujours une source de ruine pour la société en formation. Elle doit être constituée avec un capital trop important, qui ne lui permet pas de déclarer de dividende et, bien souvent, elle est obligée de procéder à une réduction de capital. Le législateur conscient de cette fraude a ordonné la vérification des apports en nature et des avantages particuliers par ceux précisément qui ne sont pas intéressés.

La première assemblée constitutive de toute société anonyme ou en commandite par actions nomme des vérificateurs, les commissaires aux apports. La Commission de la Chambre chargée d'examiner le projet de la loi de 1867 a déclaré que l'assemblée constitutive les prend soit dans son sein, soit en dehors et qu'elle en désigne un, deux, trois ou un plus grand nombre. Fréquemment, les commissaires n'étaient que des hommes de paille des fondateurs, aussi un décret-loi du 8 août 1935, incorporé à l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, applicable aux sociétés anonymes en vertu

(1) Cour de Lyon, 3 décembre 1895 (D. P. 1898-II-113).

de l'article 24 de cette même loi, a décidé que : « Ne peuvent être chargés à titre de commissaire d'apprécier la valeur de l'apport ou la cause des avantages stipulés ;

1° les parents ou alliés, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou le conjoint :

a) des apporteurs ;

b) ou des fondateurs, lors de la constitution de la société ;

c) ou des gérants, lors des augmentations de capital ;

2° les personnes recevant sous une forme quelconque, à raison de fonctions autres que celle de commissaire, un salaire ou une rémunération

a) des apporteurs ;

b) ou lors de la constitution de la société, des fondateurs ou d'une société souscrivant dix pour cent du capital de la société ;

c) ou lors de l'augmentation de capital, des gérants ou de la société elle-même, ou de toute entreprise possédant le dixième du capital de la société ou dont la société possède le dixième du capital ;

3° les personnes à qui l'exercice de la fonction de gérant ou d'administrateur est interdite ou qui sont déchues du droit d'exercer cette fonction,

4° le conjoint des personnes susvisées.

Les commissaires aux apports rédigent un rapport, dans lequel ils se prononcent sur l'évaluation des apports ou des avantages particuliers. Il doit être tenu à la disposition des actionnaires, cinq jours au moins avant la seconde assemblée constitutive. Pourquoi ce délai ? C'est une correction à la loi de 1856 sur les sociétés en commandite par actions qui n'avait fixé aucun intervalle de temps entre les deux assemblées. En imposant ce laps de temps, le législateur a voulu

que le vote de l'actionnaire soit plus sérieux, plus réfléchi et qu'il puisse se documenter auprès de personnes compétentes.

L'objet de la seconde assemblée constitutive est de se prononcer sur la question des apports ou des avantages particuliers.

Pour reprendre l'expression de Mathieu, c'est un tribunal de révision des apports, institué par la loi, choisi parmi les actionnaires, dont le vote est éclairé par une estimation, une expertise qui ne les lie aucunement.

L'actionnaire, véritable juge en la matière, peut toujours se prononcer en sens contraire des calculs et des conclusions des commissaires aux apports.

L'actionnaire peut-il revenir sur son vote ? La résolution des évaluations est possible pour cause de dol ou de fraude des apporteurs (art. 4, al. 7, loi du 24 juillet 1867).

Chaque actionnaire n'ayant pas émis un vote en connaissance de cause, il est légitime qu'il dispose souverainement d'une action en nullité.

SECTION II. — L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE DANS LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET EN COMMANDITE PAR ACTIONS.

Chaque année, une assemblée générale des actionnaires doit statuer sur la gestion des administrateurs ou du gérant. La tenue de cette assemblée résulte pour les sociétés anonymes de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 et pour les sociétés en commandite par actions de l'article 10 de cette même loi stipulant que, chaque année, les membres du conseil de surveillance devront présenter à l'assemblée un

rapport signalant les irrégularités et les inexactitudes qu'ils auraient pu relever dans les inventaires.

L'actionnaire qui veut exercer son droit de vote doit justifier sa qualité d'actionnaire et de possesseur de la quantité de titres requise par les statuts, au cas où l'accès de l'assemblée générale ordinaire n'est pas ouvert à tout actionnaire. Cette obligation n'incombe pas aux détenteurs de certificats nominatifs, car l'indication du nombre de leurs actions figure sur le registre des transferts.

En vertu de l'article 529 du Code Civil, les actions sont des meubles. Les titrés au porteur étant rangés dans la catégorie des meubles corporels, l'article 2279 du Code Civil (en fait de meubles, la possession vaut titre) leur est applicable ; en conséquence, la société ou l'établissement de crédit qui reçoit des actions au porteur n'a pas à réclamer au déposant le bordereau justificatif de son achat.

Très souvent les statuts stipulent que seuls les actionnaires ayant déposé leurs titres quelques jours avant la séance de l'assemblée auront le droit de vote.

La validité de cette clause doit être reconnue, car elle permet de vérifier utilement la capacité des personnes se présentant pour assister à l'assemblée et de déterminer celles qui ont le droit d'assister personnellement à l'assemblée générale ordinaire, si les statuts imposent la possession d'un minimum d'actions.

Le délai fixé par les statuts pour le dépôt des actions est habituellement de cinq jours. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine a précisé que les jours fériés comptent pour le calcul du délai (1).

La Cour de Paris considère comme membre régulier l'ac-

(1) Trib. comm. Seine, 22 décembre 1902 (*J. S.* 1905, p. 383).

quéreur de titres déposés par le vendeur dans le délai prescrit par les statuts (1).

Les actionnaires n'ayant pas déposé leurs actions dans le délai imparti à cet effet peuvent valablement participer aux délibérations, s'il ne se produit pas de protestation (2).

Dans les statuts, nous rencontrons deux clauses ordonnant le dépôt des titres en des termes différents. Elles produisent des obligations dissemblables.

La première prescrit de déposer les titres au porteur soit au siège social, soit dans une des banques désignées dans l'avis de convocation. Un seul dépôt au choix de l'actionnaire suffit pour qu'il puisse exercer son droit de vote (3).

Si l'avis de convocation n'indique aucune banque particulière, le conseil d'administration ne peut restreindre le droit des actionnaires en exigeant que le dépôt des titres soit effectué dans une banque spécialement désignée par lui (4).

La seconde clause oblige l'actionnaire, après avoir déposé ses titres dans l'un des établissements de crédit agréés par la société, à envoyer le récépissé à la société qui lui délivrera une carte d'admission nominative. Faute de se plier à ces deux formalités successives, l'actionnaire ne pourra pas voter.

Nous déduisons, à *contrario*, cette solution des termes de l'arrêt de la Cour de Riom déclarant que « la clause statutaire stipulant que les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres soit au siège social, soit dans toute maison de banque ou établissement de crédit désigné par le conseil d'administration, huit jours au moins avant

(1) Cour de Paris, 27 juillet 1887 (*J. S.* 1889, p. 397).

(2) Trib. de Bordeaux, 29 mai 1902 (*R. S.* 1903, p. 28).

(3) Cour de Riom, 20 juillet 1907 (*J. S.* 1908, p. 258).

(4) Cour de Paris, 6 janvier 1897 (*J. S.* 1897, p. 276).

l'époque fixée pour la réunion, n'impose aux actionnaires aucune obligation de dépôt du récépissé de leurs titres au siège social pour qu'il leur soit délivré en échange par la société une carte d'admission » (1).

Certaines décisions de jurisprudence n'ont pas interprété aussi strictement les stipulations statutaires. Un jugement du tribunal de commerce de Marseille a décidé que « les actionnaires qui, au lieu de déposer des actions au siège social, y ont simplement déposé des récépissés constatant le dépôt de leurs actions chez des banquiers, peuvent valablement assister aux délibérations d'une assemblée » (2).

La Cour de Paris a déclaré que la remise à la société de récépissés de dépôt émanant d'établissements de crédit ou de maisons de banque honorables équivaut aux dépôts des titres qui auraient dû être effectués au siège social ou chez les correspondants de la société désignés dans l'avis de convocation (3).

Depuis fort longtemps, la Cour de Cassation a décidé qu'une assemblée générale ne peut délibérer valablement que sur un ordre du jour communiqué d'avance et conçu en termes clairs (4). Cette règle s'applique-t-elle aux assemblées générales ordinaires ? Pour les délibérations usuelles, les juridictions inférieures n'ont pas suivi la Cour de Cassation.

La convocation pure et simple à l'assemblée générale ordinaire implique que les actionnaires aurent à statuer sur l'approbation des comptes, la distribution d'un dividende, la nomination normale d'administrateurs et de commissaires

(1) Cour de Riom, 20 juillet 1907, précité.

(2) Trib. comm. Marseille, 29 décembre 1885 (*J. S.* 1887, p. 149).

(3) Cour de Paris, 6 juillet 1892 (*J. S.* 1892, p. 466).

(4) Cass. req., 23 février 1885 (*D. P.* 1885-I-413). Cass. civ., 10 avril 1889 (*D. P.* 1890-I-305). Cass. civ., 15 juillet 1895 (*D. P.* 1896-I-31).

aux comptes (1) et le quitus à donner à la gestion de leurs mandataires (2).

Le législateur de 1935 a pensé que la comparaison des bilans successifs d'une société permettrait à l'actionnaire d'exercer d'une manière plus efficace son contrôle sur la gestion des administrateurs, aussi a-t-il institué « la règle de la permanence du bilan » (3).

La réforme est excellente, car la lecture d'un bilan est pénible par suite des énumérations succinctes qu'il comporte et son obscurité serait accrue si les administrateurs pouvaient librement changer la dénomination des postes.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 ajoute à l'établissement dans les mêmes formes l'immutabilité des méthodes d'évaluations de l'inventaire. La valorisation des divers éléments de l'actif devra s'effectuer suivant une formule constante : prix d'acquisition ou cours du jour de l'arrêté des comptes. Le montant des amortissements et la constitution des réserves devront être du même ordre de grandeur chaque année.

Les mêmes règles sont applicables au compte de profits et pertes qui indique, d'un simple coup d'œil, le volume des affaires traitées et l'importance des frais généraux du dernier exercice social.

Un décret-loi du 31 août 1937 est venu compléter utilement les règles procédant à l'élaboration du compte de profits et pertes en stipulant « qu'il doit exprimer sous des rubriques distinctes les profits ou les pertes de provenances diverses ».

(1) Trib. de comm. de Lyon 31 octobre 1903 (*J. S.*, 1904, p. 505).

(2) Cour de Paris, 30 juin 1883 (*D. P.* 1885-II-18).

(3) Expression employée dans le Rapport au Président de la République précédant le décret-loi du 30 octobre 1935 modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867.

Depuis la mise en application de ce décret-loi, le compte de profits et pertes doit contenir des renseignements sur les différentes sources de gains qu'a réalisés la société et sur les diverses charges qui ont pesé sur elle au cours de l'exercice.

Ces indications utiles pour les actionnaires ne doivent pas être trop détaillées, car les sociétés concurrentes s'empresseraient de développer les branches d'activité qui ont fourni des profits appréciables à la société envisagée.

Par suite des bouleversements économiques, le législateur, pensant, avec raison, que l'interdiction de tout changement dans la forme du bilan, du compte de profits et pertes et dans les méthodes d'évaluations de l'inventaire pourrait entraver la vie des sociétés anonymes, a permis à l'assemblée générale d'actionnaires, dont la nature varie avec la modification envisagée (1), de consentir tout changement utile, après avoir pris connaissance des motifs exposés dans le rapport des commissaires aux comptes.

A lire l'article 2 du décret-loi du 30 octobre 1935, modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, il semblerait que le double principe de l'immutabilité de la forme du bilan et des méthodes d'évaluations s'applique aussi bien aux sociétés en commandite par actions qu'aux sociétés anonymes.

Cette solution logique ne peut être acceptée, car la réforme est incorporée dans l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, qui concerne uniquement les sociétés anonymes. De plus, les modifications apportées au mode de présentation du bilan, du compte de profits et pertes et aux méthodes d'évaluations ne peuvent être apportées par l'assemblée générale qu'après avoir pris connaissance des motifs exposés dans le rapport des « commissaires » ; or, les personnes chargées de

(1) M. SOLUS, *La réforme du droit des sociétés par les décrets-lois de 1935 et 1937*, p. 261.

contrôler la gestion du gérant sont dénommées « membres du conseil de surveillance ».

L'actionnaire, obligé de ratifier la gestion des administrateurs, devrait se voir conférer le droit de vérifier, à tout moment, les actes de ses mandants, lorsque cette intrusion de l'actionnaire dans les affaires sociales ne porterait pas atteinte à leur bonne marche. En effet, les clients d'une banque n'admettraient sans doute pas sans mécontentement la communication à tout actionnaire des livres de comptabilité mentionnant les prêts et les escomptes que la banque leur a consentis.

Conciliant les oppositions d'intérêts qui pourraient se produire, le législateur a indiqué, dans l'article 12 de la loi du 24 juillet 1867, pour les sociétés en commandite par actions et dans l'article 35 de cette même loi pour les sociétés anonymes, les différents documents qui doivent être mis à la disposition des commanditaires et des actionnaires pour faciliter l'exercice de leur droit de vote au sein des assemblées.

Les articles 12 et 35 décident que tout actionnaire ou tout commanditaire peut prendre connaissance, quinze jours avant l'assemblée, au siège social, du bilan, de l'inventaire et du rapport du conseil de surveillance.

Ce droit de communication s'exerce-t-il à l'occasion de toutes les assemblées ? D'après les documents que visent les articles 12 et 35 de la loi du 24 juillet 1867, son exercice doit être limité à l'assemblée générale ordinaire.

Un décret-loi du 30 octobre 1935, remaniant profondément l'article 35, mais ne touchant pas à l'article 12, déclare que l'actionnaire peut se faire soumettre, quinze jours avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire, le compte de profits et pertes, la liste des actionnaires et tous les documents

qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'assemblée.

Quelle est la liste des actionnaires qui doit être communiquée ?

Ce ne peut être la liste des actionnaires annexée à l'acte notarié de déclaration de souscription et de versement, car elle ne serait d'aucune utilité du fait des changements de titulaires survenus depuis la constitution de la société.

Un jugement du tribunal de commerce de la Seine a prétendu que le dépôt des titres au porteur devrait être imposé et effectué au moins quinze jours à l'avance afin de permettre de dresser la liste des actionnaires dans le délai fixé par l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 (1). D'après les termes de ce jugement, il s'agirait de la liste des actionnaires qui ont qualité pour prendre part à la prochaine assemblée.

Pour M. le Professeur Percerou et MM. Houpin et Bosvieux (2), la liste dont parle l'article 35 est celle de tous les actionnaires connus seize jours avant l'assemblée générale ordinaire. Elle comprendra tous les porteurs d'actions nominatives, dont les noms sont inscrits sur le registre des transferts et les propriétaires d'actions au porteur connus de la société au moment de sa rédaction. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine a précisé qu'aucune distinction ne devait être faite entre les actionnaires détenteurs ou non du minimum d'actions imposé par une clause statutaire pour assister personnellement à l'assemblée générale ordinaire (3).

Cette liste est complétée au fur et à mesure des dépôts d'actions. Elle indique les noms et domiciles des actionnaires et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux.

(1) Trib. comm. Seine, 26 mai 1897 (*J. S.* 1897, p. 463).

(2) HOUPIN et BOSVIEUX, n° 1236, tome II, 6^e édition.

(3) Trib. comm. Seine, 15 janvier 1894 (*J. S.* 1894, p. 419).

Ces mentions sont nécessaires, car la communication de cette liste a pour but de permettre aux actionnaires de se connaître, afin d'exercer plus efficacement la défense de leurs intérêts contre la majorité qui peut les opprimer.

L'article 12 de la loi du 24 juillet 1867 passant sous silence la communication de la liste des actionnaires, nous en concluons que les commanditaires n'ont pas le droit d'en prendre connaissance. Par contre, à la différence des actionnaires, ils peuvent se faire remettre les inventaires remontant à plusieurs années et le rapport des membres du conseil de surveillance relève non seulement, comme le rapport des commissaires aux comptes, les irrégularités du dernier inventaire, mais celles des précédents.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 ne mentionne pas spécialement le rapport des commissaires aux comptes ; mais, en vertu de l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867, il figure parmi les documents qui doivent être communiqués à l'assemblée générale ordinaire et son défaut de communication entraîne la nullité des délibérations prises au cours de l'assemblée.

Ce rapport, devant contenir les irrégularités et les inexactitudes que les commissaires aux comptes auraient pu relever dans le dernier inventaire, répond-t-il au but de la loi ?

Les commissaires aux comptes dépendent dans une certaine mesure des administrateurs, car le montant de leur rémunération est fixé par l'assemblée générale ordinaire annuelle sur proposition du conseil d'administration. Par suite, ce rapport n'éclaire nullement le vote des actionnaires qui sont inaptes à juger par eux-mêmes la sincérité des évaluations portées au bilan.

En outre, les commissaires aux comptes doivent faire à l'assemblée générale ordinaire un rapport spécial sur les

marchés passés par la société avec un de ses administrateurs ou avec une autre société ayant des administrateurs communs (opérations prévues par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867).

La loi ne précise pas sous quelle forme doit être présenté ce rapport. Un jugement récent du tribunal de commerce de la Seine a décidé que ce « rapport spécial, destiné à éclairer les actionnaires sur les opérations prévues par l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, doit tout d'abord avoir le caractère d'un rapport, c'est-à-dire d'un document exposant les faits ou une suite de faits dûment définis et qu'il doit donner à cet exposé un caractère d'autant plus complet qu'il est spécial et traite de questions que la loi a fixé sans ambiguïté » (1).

Les formules suivantes employées par le commissaire aux comptes de la défenderesse n'ont constitué en rien des rapports spéciaux pour les juges du tribunal de commerce de la Seine :

1° « Je me suis fait rendre compte de l'usage qui a été fait par vos administrateurs au cours de l'exercice de l'autorisation que vous avez renouvelée, laquelle se résume à des facilités de vente qui ont été accordées grâce à leur concours personnel. Quant aux sociétés ayant avec la vôtre des administrateurs communs, les opérations qui ont eu lieu avec certaines d'entre elles se sont limitées à des questions techniques, commerciales et financières et figurent aux comptes ouverts à ces sociétés ».

2° « L'ensemble des marchés ainsi conclus figure sur un état détaillé sur lequel j'ai apposé ma signature ; j'ai exa-

(1) Trib. comm. Seine, 24 juillet 1941 (*Gazette du Palais*, 26 septembre 1941).

miné en détail l'exécution de ces marchés ; ils ne donnent lieu à aucune observation de ma part ».

3° « Messieurs, — Pour nous conformer aux prescriptions du décret-loi du 8 août 1935, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport spécial sur l'application de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Nous avons procédé à l'examen des marchés passés et des opérations traitées au cours de l'exercice écoulé avec les sociétés ayant avec la vôtre des administrateurs communs. Les transactions ainsi intervenues avec certaines d'entre elles se sont limitées à des achats de matières premières et à des opérations financières en compte courant.

Toutes ces affaires, qui entrent dans le cadre de l'activité de votre société, ont été effectuées à des conditions normales et ne comportent de notre part aucune observation. Nous vous proposons de les approuver purement et simplement ».

Ces rapports ont été qualifiés par les auteurs du jugement de « formules passe-partout » n'éclairant pas le vote des actionnaires et conformément à l'alinéa 4 de l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867, la nullité des trois assemblées générales ordinaires qui ont connu de tels rapports non détaillés a été prononcée par le tribunal de commerce de la Seine.

Malgré le peu d'empressement que prend l'actionnaire à exercer son contrôle sur le fonctionnement de la société, le législateur de 1935 a accordé à tout actionnaire un ample pouvoir d'investigation en lui permettant « à toute époque de l'année, de prendre connaissance ou copie au siège social, par lui-même ou par un mandataire, de tous les documents qui ont été soumis aux assemblées générales, durant les trois dernières années et des procès-verbaux de ces assemblées ».

L'exercice du droit de communication par mandataire est

très utile, car si l'actionnaire se reconnaît incapable d'exercer son droit de contrôle, il peut déléguer un fondé de pouvoir.

Pourquoi l'exercice du droit de communication par mandataire n'existe-t-il pas pour les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires, quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire ? Pourquoi cette différence de rédaction, alors que le législateur de 1867 a reconnu aux commanditaires le droit de se substituer un mandataire (art. 12, loi du 24 juillet 1867) ?

Quels sont les documents dont l'actionnaire peut prendre connaissance ou copie ?

L'alinéa 3 de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 est plus large que l'alinéa 2 ; il ne s'agit pas seulement des documents dont la loi impose la communication à l'assemblée, mais même de ceux qui auraient été produits à la demande d'un actionnaire pour éclairer une controverse.

Que faut-il entendre par « les trois dernières années » ? Lorsque des administrateurs sont nommés pour six ans au cours d'une assemblée générale ordinaire qui se tient, par exemple, le 1^{er} juin 1942, il est admis qu'ils sont nommés pour six exercices et qu'ils sont en fonction jusqu'à la tenue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 1948, peu importe qu'elle se tienne en juillet ou en août. La même solution doit être adoptée ; il s'agit des documents présentés aux trois dernières assemblées, peu importe si elles ont lieu dans un laps de temps supérieur à trois ans.

Parmi les documents qui doivent être communiqués aux actionnaires, le législateur de 1935 a eu soin de spécifier spécialement les procès-verbaux des trois dernières assemblées. Cette excellente mesure permet à un actionnaire d'avoir le compte rendu des incidents qui se sont produits

au cours d'une assemblée, à laquelle il a été dans l'impossibilité d'assister.

Le décret-loi de 1935 a tranché par l'affirmative la question de savoir si le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. La solution adoptée évitera des procès et nous ne pouvons qu'en remercier le législateur parce que le seul examen sur place des documents sociaux, en particulier du bilan, ne peut guère permettre de se faire une idée exacte de leur sincérité et de la situation financière de l'affaire. Les comptes sociaux ont besoin d'être étudiés attentivement et pas seulement parcourus.

La controverse existe toujours au sujet du terme « communiquer ». Pour M. le Professeur SOLUS (1) et MM. Houpin et Bosvieux (2), la communication ne doit s'entendre que du simple droit de consulter et non de prendre copie. Pour ces auteurs, l'opposition marquée par le décret-loi du 30 octobre 1935 entre la communication d'une part, et la mise à la disposition et la prise de connaissance ou copie d'autre part, est significative.

La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation vient de se prononcer récemment en sens contraire en reconnaissant comme légalement justifié l'arrêt qui prononce une condamnation pénale contre un administrateur qui a refusé à un actionnaire le droit de prendre copie de la feuille de présence à une assemblée générale (3).

La Chambre Criminelle appuie son argumentation sur le fait que, parmi les documents dont l'actionnaire peut pren-

(1) M. SOLUS, *La réforme du droit des sociétés par les décrets-lois de 1935 et de 1937*, p. 272.

(2) Houpin et Bosvieux, supplément 1937, p. 219.

(3) Cassation, crim., 4 juin 1941 (*Gaz. Palais*, 1941, p. 516); même sens, Trib. comm. Seine, 15 novembre 1938 (*D. H.* 1939, p. 112); Cour Paris, 1^{er} avril 1941 (*Gaz. Palais*, 1941, p. 302).

dre connaissance ou copie à toute époque de l'année, figure la liste de présence des actionnaires.

Avec raison, le législateur de 1935 a écarté la nullité de l'assemblée générale ordinaire au cas où la société méconnaîtrait les formalités que l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 lui impose. Il a jugé qu'une amende de mille à dix mille francs prononcée à l'encontre de la société serait suffisante.

M. le Professeur Solus juge cette amende trop élevée et recommande aux juges de faire application des circonstances atténuantes de l'article 463 du Code Pénal, modifié par la loi du 29 décembre 1928.

Pour que l'actionnaire prenne connaissance avec fruit des documents mis à sa disposition, il faudrait commencer par lui enseigner des éléments de comptabilité lui permettant de lire un bilan.

A l'heure présente, le vote de l'actionnaire est déterminé par celui des administrateurs et de leurs amis qui se présentent avec de gros paquets d'actions obtenus grâce à la remise des pouvoirs en blanc des spéculateurs et des petits porteurs d'une ou deux actions. Aussi ne sommes-nous pas surpris de voir des sociétés réduire leur capital, alors que quelques années plus tôt elles accusaient de gros bénéfices fictifs ratifiés par des actionnaires incompetents.

SECTION III. — L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE DANS LES ASSEMBLÉES EXTRAORDINAIRES DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET EN COMMANDE PAR ACTIONS.

Ces assemblées réunissant les conditions de quorum et de majorité fixées par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 peuvent modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elles ne peuvent toutefois changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires.

Ces deux modifications exigent l'unanimité des actionnaires ; l'opposition d'un seul est suffisante pour entraver le vote de tous ses coassociés.

Le changement de nationalité de la société résultera du déplacement de son siège social (1).

Que faut-il entendre par l'expression « augmentation des engagements des actionnaires » ?

Le 12 juillet 1929, la Cour d'Amiens définissait « l'augmentation des engagements des actionnaires » comme « l'obligation pour les actionnaires de verser plus qu'ils ne s'étaient engagés à régler » (2).

La Cour de Cassation statuant dans la même affaire déclarait : « les engagements des actionnaires primitifs ne sont augmentés que si les dispositions prises par l'assemblée générale extraordinaire entraînent une aggravation de la dette contractée par eux envers la société ou envers les tiers » (3). Constituera une augmentation d'engagements, l'obligation imposée aux actionnaires de libérer leur mise avant la date fixée.

Avec le système de la Cour d'Amiens, cette solution ne pourrait être admise, car si l'actionnaire doit verser antérieurement à la date fixée, il n'a pas à régler davantage.

L'actionnaire désirant prendre part à une assemblée modificative des statuts doit établir sa qualité de détenteur d'au moins un titre en le déposant soit au siège social, soit dans une des banques désignées dans l'avis de convocation.

Conformément à une décision de la Chambre des Requêtes,

(1) Cour de Paris, 13 mai 1929 (*J. S.* 1930, p. 2). H. BOSVIEUX *II*, *S.* 1934, p. 26).

(2) Cour d'Amiens, 12 juillet 1929 (*J. S.* 1929, p. 651).

(3) Cass. req., 9 février 1937 (*D. P.* 1937-I-73).

une assemblée extraordinaire ne délibère valablement que sur un ordre du jour communiqué d'avance et conçu en termes formels et clairs pour qu'un vote ne puisse être enlevé par surprise (1). Mais, jusqu'à la loi du 13 avril 1935, aucun texte légal n'obligeait les administrateurs d'une société anonyme ou le gérant d'une commandite par actions à satisfaire un actionnaire réclamant, avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire, le texte des résolutions à mettre aux voix (2).

Un conflit d'intérêts existe entre l'actionnaire désireux de connaître assez tôt les mesures qui lui seront proposées et la société qui pourrait souffrir de manœuvres spéculatives si le texte des résolutions était communiqué aux actionnaires un laps de temps assez long avant la tenue de l'assemblée.

Le législateur de 1935, se préoccupant essentiellement du point de vue de l'actionnaire, a voulu, ce sont les termes aussi justes que concis dont se servit M. Lesaché à la Tribune du Sénat, « éviter que les actionnaires soient pris au dépourvu, comme cela arrive trop souvent, par des résolutions auxquelles ils n'ont pu réfléchir ».

Après avoir souligné la gravité des modifications statutaires que les lois actuelles permettent à une assemblée générale extraordinaire d'effectuer, M. Evain a déclaré, à la Chambre des Députés : « Il arrive fréquemment que, sans manquer en aucune manière aux prescriptions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, les sociétés demandent brusquement à leurs actionnaires de voter dans une assemblée extraordinaire des mesures dont ils n'ont pas le temps matériel d'examiner la valeur et les répercussions qu'elles peuvent entraîner.

(1) Cass. req., 23 février 1885 (D. P. 1885-I-413).

(2) Trib. comm. Seine, 7 juillet 1931 (J. S. 1935, p. 177).

Dans l'atmosphère quelquefois bruyante et désordonnée des discussions publiques, les actionnaires doivent voter des décisions à peine formulées. Or, ajoute le Rapporteur, si de nombreuses sociétés renseignent leurs actionnaires à l'avance par un ordre du jour relativement précis, si certaines remettent à l'entrée de la réunion le texte complet des anciens statuts et des modifications proposées, si même de rares sociétés envoient ce texte à domicile, il est aussi des sociétés dont les administrateurs, pour la facilité de combinaisons plus ou moins avouables, ne poursuivent d'autres buts que de surprendre à l'actionnaire de bonne foi le vote indispensable à la réussite de leurs plans secrets. Lorsque ces administrateurs savent que les mesures sollicitées risqueraient de n'être pas adoptées si elles faisaient l'objet d'une étude approfondie, ils mettent à profit le silence de la loi pour taire leurs intentions jusqu'au dernier moment ». Donc la réforme proposée, concluait M. Evain, ne peut gêner les sociétés honnêtes.

Quelle formalité impose la loi du 13 avril 1935 ? Les administrateurs ou les gérants doivent tenir à la disposition des actionnaires, au siège de la société, quinze jours au moins avant la date de toute assemblée modificative des statuts, le texte imprimé des résolutions qui y seront proposées.

Cette loi complète l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, par suite elle n'est applicable qu'aux assemblées générales extraordinaires, mais concerne les assemblées extraordinaires des sociétés en commandite par actions et des sociétés anonymes.

L'article 34 du Code de Commerce, applicable aux sociétés en commandite par actions et anonymes, assimile l'assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modi-

fiés à une assemblée extraordinaire ; mais tandis que le quorum exigé pour la validité d'une assemblée générale extraordinaire se calcule sur l'ensemble du capital social, le quorum exigé pour la validité de l'assemblée spéciale se calcule d'après le capital que représentent les actionnaires appelés à délibérer dans cette assemblée.

Pour M. Copper-Royer, l'assemblée d'actionnaires qui doit se prononcer sur le principe d'une augmentation de capital et celles qui ont à statuer sur les opérations diverses qui tendent à sa réalisation sont des assemblées générales extraordinaires (1).

Cette opinion semble être celle d'un arrêt de la Chambre Civile du 12 juillet 1937, qui décide que « l'augmentation du capital d'une société anonyme, une assemblée antérieure l'eût-elle même décidée, ne peut être réalisée et que les statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale des actionnaires satisfaisant, quant à son quorum, aux prescriptions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 » (2).

Malgré les termes de cet arrêt, M. H. Bosvieux continue à soutenir que l'augmentation de capital est décidée par une assemblée générale extraordinaire, tandis que la sincérité de la déclaration notariée de souscription et de versement est vérifiée par une assemblée générale à laquelle participent tous les actionnaires anciens et nouveaux, qui délibère dans les formes et aux conditions prévues pour une assemblée constitutive.

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 19 octobre 1892 a été formel en déclarant qu'en cas d'augmentation du capital social, l'assemblée générale à laquelle incombe le con-

(1) COPPER-ROYER et ses Fils : *Traité des sociétés anonymes*, tome III, p. 360.

(2) Cassation, crim., 12 juillet 1937 (*J. S.* 4938, p. 45), avec une note de M. H. Bosvieux.

trôle de la déclaration notariée doit être ouverte conformément à l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, à tous les actionnaires anciens et nouveaux, sous la seule réserve des abstentions imposées par l'article 4 de la même loi pour l'appréciation des apports en nature et des avantages particuliers (1).

Lorsque l'augmentation de capital est devenue définitive soit par la reconnaissance de la sincérité de la déclaration de souscription et de versement, soit par l'approbation des apports en nature et des avantages particuliers, il y a lieu d'apporter aux statuts les modifications qui sont la conséquence nécessaire de cette augmentation du capital social. Pour MM. Houpin et Bosvieux, la résolution que doit prendre l'assemblée générale à ce sujet ne constitue pas une modification du pacte social. Il en résulte que l'assemblée générale, convoquée pour régulariser l'augmentation de capital dont la composition et le mode de délibération sont déterminés par le dernier alinéa de l'article 27 et par l'article 30 de la loi du 24 juillet 1867, est compétente pour voter les modifications statutaires (2).

Un récent arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation vient de se prononcer en sens contraire en décidant que, seule, une assemblée générale extraordinaire, délibérant dans les conditions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, peut autoriser les modifications du texte des statuts en fonction du nouveau capital social (3).

Cet arrêt est venu préciser la portée de celui du 12 juillet 1937 en déclarant que la vérification de la sincérité de la déclaration notariée de souscription et de versement, des

(1) Cass. req., 19 octobre 1892 (S. 1893-I-89).

(2) HOUPIN et BOSVIEUX, *Traité des sociétés*, tome II, 6^e édition, n° 947.

(3) Cour Cassation, civ., 7 juillet 1941 (S. 1942-I-19).

apports en nature et des avantages particuliers est effectuée par une assemblée constitutive délibérant conformément aux articles 4 et 30 de la loi du 24 juillet 1867.

La loi du 13 avril 1935 a le but très louable de mettre l'actionnaire ou le commanditaire au courant des mesures graves qu'il sera amené à prendre au cours de l'assemblée générale extraordinaire. Elle est d'autant plus utile que l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 ne vise que les assemblées générales ordinaires.

Le seul reproche que nous puissions lui adresser consiste en ce qu'elle est dépourvue de toute sanction.

La très grande majorité des actionnaires ignore la loi du 13 avril 1935, aussi son application est restreinte à ceux d'entre eux qui connaissent le fonctionnement des sociétés par actions.

Les actionnaires ou les commanditaires, pour avoir voix délibérative à toute assemblée générale extraordinaire, devraient être obligés de prendre connaissance, au préalable, du texte des résolutions modifiant le pacte social. Les mesures proposées à ces assemblées sont beaucoup trop importantes pour être discutées en quelques heures par des personnes n'ayant aucune connaissance du droit des sociétés.

Comme dans le cas des assemblées générales ordinaires, les actionnaires ou les commanditaires de ces assemblées votent dans le sens des gros porteurs, c'est-à-dire selon les directives des détenteurs de pouvoirs en blanc, amis des administrateurs.

Le véritable maître des modifications du pacte social est donc en réalité le conseil d'administration. Elles sont proposées par lui et votées dans le sens qu'il désire,

SECTION IV. — LES JETONS DE PRÉSENCE.

Lorsque la modification porte sur l'objet ou la forme de la société, le quorum doit atteindre les trois quarts du capital social (art. 31, al. 3, loi du 24 juillet 1867). Les sociétés par actions ne pouvant pas facilement obtenir ce chiffre ont pallié à cette difficulté en allouant un jeton de présence aux actionnaires à raison de chaque titre déposé par eux soit au siège social, soit dans un des établissements de crédit désignés dans l'avis de convocation.

La légalité de cette allocation est reconnue par la jurisprudence si le jeton de présence est d'un montant tel qu'il puisse être considéré comme représentant simplement le remboursement des dépenses que peut occasionner à l'actionnaire sa participation à l'assemblée générale. La pratique des jetons de présence ainsi admise a contribué au développement du nombre des pouvoirs en blanc. Les actionnaires, se désintéressant totalement de l'administration de la société et n'attachant d'importance qu'aux profits pécuniaires, donnent mandat à n'importe qui de les représenter. Les administrateurs sont alors à même de se faire ratifier des gestions plus ou moins honnêtes et de se faire autoriser avec facilité les marchés qu'ils ont l'intention de conclure à titre personnel avec la société. L'intérêt social, c'est-à-dire celui de l'ensemble des actionnaires est sacrifié au profit de celui des membres du conseil d'administration.

La réduction du capital social, la fusion, la dissolution anticipée, le changement d'objet ou de forme de la société sont adoptés, grâce aux jetons de présence, en dehors du concours effectif de la plus grande partie des associés.

L'institution des jetons de présence est en complète opposition avec l'opinion du législateur. En raison de la gravité

des décisions que les assemblées générales extraordinaires doivent prendre, le législateur prescrit des conditions très élevées de quorum et de majorité, or, la pratique des jetons de présence a pour but d'augmenter le nombre des blancs-seings.

L'allocation d'une somme d'un à deux francs par titre déposé n'a donc pas pour résultat d'améliorer l'exercice du droit de vote de l'actionnaire.

Cette prime ne devrait être accordée qu'aux associés qui se sont rendus au siège social avant l'assemblée, afin de prendre connaissance des documents sociaux mis à leur disposition. Eux seuls ont émis un vote en connaissance de cause et sont dignes de porter le titre d'actionnaires.

CHAPITRE II

Le droit de vote des actionnaires ayant un intérêt personnel.

La loi allemande du 30 janvier 1937 sur les sociétés anonymes et précédemment l'article 252 du Code de Commerce allemand interdisent de voter aux actionnaires dont l'intérêt personnel est en opposition avec l'intérêt collectif.

Le paragraphe 114 de la loi allemande du 30 janvier 1937 est conçu dans les termes suivants : « Un actionnaire qui doit être déchargé ou libéré d'une obligation par la délibération ne peut exercer le droit de vote ni en son nom, ni au nom d'une autre personne. Il en est de même lors d'une délibération sur la question de savoir si la société doit exercer une action contre l'actionnaire » (1).

Le législateur français n'édicte pas d'interdiction générale pour toutes les personnes ayant un intérêt personnel et il faut conclure, dans le silence de la loi, que celles qui ne sont pas visées peuvent participer au vote sur les questions les concernant.

SECTION I. — LES APORTEURS EN NATURE ET LES BÉNÉFICIAIRES D'AVANTAGES PARTICULIERS.

L'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, applicable aux commandites par actions et aux sociétés anonymes (art. 24, loi

(1) *Les sociétés par actions en Allemagne : Loi du 30 janvier 1937*, par M. BAUDOUIN-BUGNET.

du 24 juillet 1867) décide que l'apporteur en nature et le bénéficiaire d'avantages particuliers n'ont pas voix délibérative sur leurs propres apports et sur les avantages qui leur sont conférés.

Lors d'une augmentation du capital social, l'appréciation des apports en nature et des avantages particuliers est effectuée par une assemblée délibérant dans les conditions des articles 4 et 30 de la loi du 24 juillet 1867 (1). Par conséquent, les apporteurs en nature et les bénéficiaires d'avantages particuliers sont exclus du vote de l'assemblée constitutive.

Quels sont les apports soumis à la vérification ? Ceux qui ne sont pas indivis entre tous les associés (art. 4, al. 8 de la loi du 24 juillet 1867).

La Chambre des Requêtes a jugé que la vérification des apports en nature non indivis imposée à peine de nullité par l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, n'était pas obligatoire lorsque la société se composait uniquement d'apports en nature (2). En effet, les associés sont tous dans une situation égale et ils se méfieront les uns des autres, car chacun a tendance à vouloir majorer son propre apport.

Le droit de vote est enlevé aux apporteurs en nature et aux bénéficiaires d'avantages particuliers, en conséquence le nombre d'actions dont ils disposent n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Mais ces associés ont le droit d'assister aux assemblées constitutives, d'exposer leurs droits, de les défendre et de donner des renseignements utiles ; en d'autres termes, ils ont voix consultative en ce qui concerne leurs propres apports ou les

(1) Cass. crim., 17 juillet 1885 (D. P. 1886-I-274). Cass. req., 19 octobre 1892 (S. 1893-I-89). Cass. civ., 7 juillet 1941 (S. 1942-I-19).

(2) Cass. req., 9 novembre 1887 (D. P. 1888-I-202). Cour Paris, 21 mai 1892 (D. P. 1892-II-325).

avantages qui leur ont été conférés (1). Au moment du vote, ils devraient être exclus de la salle des délibérations. Le vote ayant lieu à mains levées, leur présence peut influencer la décision des autres actionnaires, surtout que les apporteurs sont, en général, les fondateurs, c'est-à-dire ceux, précisément, qui les ont recherchés.

L'associé qui a fait l'apport soumis à l'approbation de l'assemblée générale constitutive n'a pas voix délibérative, même s'il joint à sa qualité d'apporteur celle de souscripteur d'actions qu'il s'oblige à régler en numéraire (2).

La loi ne s'oppose pas à ce que les apporteurs ou les bénéficiaires d'avantages particuliers aient voix délibérative lors du vote à émettre sur les résolutions concernant d'autres associés qui ont fait des apports distincts ou stipulé des avantages particuliers, car les intérêts respectifs des uns et des autres sont divergents (3). Toutefois, les apports faits en bloc et indivisibles ne peuvent être divisés fictivement pour permettre aux apporteurs de voter relativement aux avantages attribués à leurs copropriétaires (4).

La décision de la Cour de Cassation est tout à fait légitime, car il s'agit, en réalité, d'un apport unique et indivisible.

La Chambre Civile a admis qu'un fondateur-apporteur peut, comme mandataire d'un souscripteur en numéraire, le représenter à l'assemblée et prendre part aux scrutins relatifs à ses apports (5). Cette solution est basée sur le principe que la validité d'un mandat s'apprécie en la personne du mandant et non en celle du mandataire.

(1) Trib. civil de la Seine, 30 mars 1893 (*J. S.* 1894, p. 161).

(2) Cass. req., 22 février 1888 (*D. P.* 1888-I-297). Cour Paris, 14 avril 1892 (*D. P.* 1892-II-347). Cass. req., 5 novembre 1895 (*D. P.* 1897-I-113).

(3) Cour de Paris, 17 novembre 1891 (*J. S.* 1892, p. 193). Cass. 20 janvier 1892 (*S.* 1892-I-260).

(4) Cass. req., 22 février 1888, précité.

(5) Cass. civ., 20 janvier 1892, précité.

En sens contraire, la Chambre des Requêtes a décidé que l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, d'après lequel les apporteurs en nature n'ont pas voix délibérative, est absolu et doit recevoir son application, même au cas où ces associés joignent à leur qualité celle de souscripteur d'actions de numéraire ou de mandataire d'autres actionnaires (1).

Cette décision est plus exacte que celle de la Chambre Civile. Le vote de l'apporteur comme mandataire ne peut être impartial. Son intérêt personnel est opposé à celui du mandant, qui achète la propre chose du mandataire.

Lorsqu'une personne a fait des apports en nature à une société au nom d'une autre société dont elle est liquidateur et a reçu en cette qualité un nombre considérable d'actions d'apport, la Cour de Paris a très justement décidé que cette circonstance l'empêche de prendre part aux délibérations d'assemblées générales dans lesquelles ces apports en nature doivent être appréciés (2).

Le liquidateur représente la société absorbée et a conclu les conditions des apports avec le conseil d'administration de la société absorbante, il est donc tout à fait légitime qu'il ne prenne pas part à leur appréciation.

La Cour de Cassation a décidé, à tort, selon nous, que des administrateurs d'une société, représentée par une autre personne qu'un membre du conseil d'administration, ont participé valablement comme souscripteurs d'actions de numéraire au vote d'apports effectués par la société qu'ils dirigent (3).

Les conditions de l'apport ont été arrêtées par le conseil d'administration de la société apporteuse, qui, en même

(1) Cass. req., 31 décembre 1906 (*J. S.* 1907, p. 422).

(2) Cour de Paris, 17 février 1892 (*J. S.* 1892, p. 171).

(3) Cass., 5 novembre 1896 (*J. S.* 1896, p. 65).

temps, a désigné la personne chargée de représenter la société. En réalité, c'est le conseil d'administration qui a agi par l'intermédiaire d'un tiers.

D'après nous, il faut aussi exclure du vote les actionnaires de la société apporteuse qui sont en même temps actionnaires de la société bénéficiant de l'apport. Ces actionnaires, en tant que membres des deux sociétés, ont un intérêt opposé aux seuls actionnaires de la société qui reçoit l'apport.

Le fait d'apporteurs en nature ou de bénéficiaires d'avantages particuliers d'avoir participé au vote de leurs apports ou avantages particuliers, en violation des articles 4 et 24 de la loi du 24 juillet 1867, entraîne-t-il la nullité des délibérations ?

Il faut considérer comme régulière, d'après la Cour de Cassation, l'assemblée générale à laquelle ont pris part des apporteurs en nature ou des bénéficiaires d'avantages particuliers si, défalcation faite de leurs actions du nombre total obtenu, les conditions légales du quorum et de la majorité sont obtenues (1).

SECTION II. — LES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS ANONYMES ET LE GÉRANT DES COMMANDITE PAR ACTIONS.

L'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 « interdit aux administrateurs de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale ».

La loi de 1863 sur les sociétés à responsabilité limitée

(1) Cour de Paris, 17 février 1892, précité. Cass. req., 18 octobre 1899 (D. P. 1899-I-567).

contenait déjà, en son article 23, une prohibition du même genre. Elle était plus absolue, car elle défendait aux administrateurs de prendre ou de conserver un intérêt « dans une opération quelconque » faite avec la société ou pour son compte.

L'exposé des motifs de la loi du 24 juillet 1867 révèle que les sociétés de crédit assujetties à la loi de 1863 trouvaient difficilement des administrateurs, car aucun associé n'était disposé à accepter une mission qui l'empêchait de participer aux avantages offerts à ses collègues. Ainsi, il ne pouvait, en sa qualité d'administrateur, faire escompter ses effets de commerce par la banque qu'il dirigeait.

Le législateur de 1867 décide, dans l'article 40, que l'interdiction porte seulement sur une entreprise ou sur un marché et l'exposé des motifs précise que les conventions auxquelles s'appliquent ces dénominations ont ordinairement une importance assez grande et leurs effets une durée assez longue pour qu'il soit prudent de les assujettir à la nécessité de l'autorisation par l'assemblée générale.

Cette nécessité de l'approbation spéciale des marchés ne concerne donc pas les contrats à exécution instantanée, mais seulement ceux à exécution successive.

La jurisprudence a décidé que l'article 40 ne s'applique pas à des actes isolés de commerce, même réitérés (1). Par contre, le fait pour l'administrateur d'une société de participer à un syndicat garantissant, contre une rémunération proportionnelle, la bonne fin d'une augmentation de capital en cours d'émission constitue un marché (2).

Le législateur a voulu que les actionnaires fussent appelés à examiner eux-mêmes le traité, afin de se rendre compte si

(1) Cour de Pau, 31 juillet 1911 (*J. S.* 1912, p. 476).

(2) Cour de Paris, 2 décembre 1935 (*S.* 1936-II-79).

les conditions ne sont pas onéreuses pour la société et si l'intérêt de celle-ci n'est pas sacrifié au profit des administrateurs qui veulent négocier avec leur société.

L'autorisation devrait donc être spéciale et s'appliquer à une ou plusieurs opérations déterminées dont l'assemblée générale devrait connaître les conditions. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de Rennes déclarant que l'autorisation générale donnée aux administrateurs de prendre un intérêt direct ou indirect dans les marchés où la société aurait elle-même des intérêts est insuffisante (1).

L'autorisation accordée en termes généraux n'est pas donnée en connaissance de cause et ne répond pas au texte de la loi qui édicte que « chaque année, il sera rendu à l'assemblée générale ordinaire un compte spécial de l'exécution des marchés ou entreprises par elle autorisés ».

En pratique, le conseil d'administration se fait donner, par l'assemblée générale ordinaire annuelle, l'autorisation de passer tous traités avec des sociétés ayant des administrateurs communs. Lors de cette réunion, il n'est pas possible de savoir quels seront les marchés multiples que la société pourra être amenée à contracter au cours de l'exercice futur. L'autorisation ainsi donnée équivaut à un blanc-seing. Elle constitue de la part des actionnaires une renonciation pure et simple à leur droit de vote et de contrôle.

Le compte rendu spécial donne-t-il une garantie à ce blanc-seing ? Le conseil d'administration devrait s'expliquer longuement sur les opérations conclues, durant l'exercice écoulé, avec des entreprises ayant des administrateurs communs ou avec un de ses membres pour son compte personnel. Il devrait, au moyen d'évaluations, faire ressortir le pro-

(1) Cour de Rennes, 6 avril 1905 (*J. S.* 1906, p. 107).

fit actuel ou futur que la société retirera des contrats passés.

En réalité, le rapport spécial du conseil d'administration se borne à signaler que les affaires traitées avec des sociétés ayant des administrateurs communs ont été d'ordre commercial et conclues dans l'intérêt social.

Les administrateurs prennent-ils part au vote leur accordant l'autorisation ? Du silence de la loi, nous inférons qu'ils ont le droit de participer à cette délibération.

La même solution doit être admise en ce qui concerne les actionnaires de deux sociétés ayant des administrateurs communs.

Aucune disposition légale n'interdit aux administrateurs de prendre part au vote sur une question à laquelle ils sont tout particulièrement intéressés, le droit de vote doit donc leur être reconnu.

La jurisprudence s'est-elle prononcée en ce sens ?

Un jugement du tribunal de commerce de la Seine, conforme à la loi allemande, décide que « si l'on ne saurait refuser à un liquidateur, en même temps actionnaire de la société qu'il a mission de liquider, le droit de prendre part en cette dernière qualité aux résolutions à prendre en assemblée générale, on ne saurait admettre que l'exercice de ce droit puisse s'appliquer au cas où l'examen même et l'approbation des comptes de ce liquidateur sont en discussion » (1).

Ce jugement tient compte de l'opposition qui existe entre l'intérêt personnel du liquidateur et celui des actionnaires.

Malheureusement, ce jugement est un cas isolé et la Cour de Cassation décide que, si les administrateurs de sociétés anonymes sont, en tant que mandataires des actionnaires, astreints à leur rendre des comptes aux assemblées générales,

(1) Trib. comm. Seine, 17 novembre 1891 (*J. S.* 1892, p. 320).

aucune disposition légale ne leur enlève le droit, qu'ils tiennent de leur qualité d'actionnaires, de participer aux assemblées générales auxquelles ces comptes sont soumis (1).

La Cour de Cassation adopte donc une solution opposée à celle du tribunal de commerce de la Seine dans un cas semblable. Elle permet à un actionnaire de voter sur une question qui l'intéresse personnellement. Elle n'a pas changé sa jurisprudence, car déjà en 1896 elle admettait que le gérant d'une commandite par actions pouvait, du chef des actions dont il était porteur, concourir à une délibération d'assemblée générale ayant pour objet de lui attribuer une indemnité pour frais exceptionnels (2).

La doctrine a-t-elle ratifié la thèse de la Cour de Cassation ?

Labbé faisait ressortir ce que l'exclusion des administrateurs et des gérants des assemblées avait de regrettable dans les termes suivants : « Empêcher les administrateurs ou les gérants de voter, fût-ce de leur propre cause, ce serait, à moins que les statuts n'en aient ainsi disposé, leur enlever par suspicion le droit de participer avec les autres aux mesures intéressant la société dont ils sont membres » (3).

Pour Labbé, la qualité de mandataires des actionnaires qui appartient aux administrateurs est primée par celle de co-intéressés qu'ils possèdent en tant qu'actionnaires.

La majorité des auteurs (4) admettent la thèse de la Cour de Cassation, mais ils ajoutent que si elle s'impose, en droit français, dans le silence des textes, elle n'en est pas moins déplorable, car il faudrait que l'administrateur ou le gérant soit un être surhumain pour sacrifier son intérêt personnel à

(1) Cass. civ., 29 juillet 1925 (D. P. 1926-I-17).

(2) Cassation, 26 octobre 1896 (D. P. 1898-I-65).

(3) Note sous Cassation, civ., 27 juillet 1881 (D. P. 1883-I-25).

(4) HOUPIN et BOSVIEUX, 6^e édition, n° 1211 ; LYON-CAEN, RENAULT et AMIAUD, 5^e édition, n° 846 ; THALLER, n° 683.

celui de ses coassociés. Il est difficile d'imaginer que les administrateurs ou les gérants voteront contre l'approbation de comptes qu'ils ont présentés.

La Cour de Cassation et la doctrine considèrent l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867 comme un texte exceptionnel ne s'appliquant pas par voie d'analogie dans des cas semblables.

Toutefois, le vote de l'administrateur intéressé ne doit pas avoir été donné dans un but dolosif pour masquer des fautes de mandat ou d'administration (1).

Les actionnaires ayant été trompés par l'administrateur intéressé, il est juste de leur accorder une action en nullité conformément au droit commun des articles 1109 et 1116 du Code Civil.

La solution française est condamnable, car le vote des administrateurs ou des gérants peut exercer une grosse influence sur celui des petits actionnaires et aboutir à la ratification d'actes anti-sociaux.

Très justement, la Cour de Paris a annulé une délibération d'assemblée générale, élevant les tantièmes alloués au conseil d'administration, acquise grâce aux actions détenues par les administrateurs intéressés (2).

SECTION III. — LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.

L'article 16 du décret-loi du 29 novembre 1939 (3) prescrit aux commissaires aux comptes des sociétés anonymes d'assister aux assemblées générales, tenues pendant la durée des hostilités, quels qu'en soient la nature et l'objet et de ren-

(1) Trib. comm. Seine, 15 mars 1921 (*J. S.* 1923, p. 24).

(2) Cour de Paris, 16 février 1911 (*S.* 1911-II-193).

(3) Ce décret-loi est publié au *Journal Officiel* du 17 décembre 1939.

dre compte de cette mission à l'assemblée générale ordinaire annuelle par un rapport spécial.

Pendant la durée des hostilités, la présence personnelle des commissaires aux comptes est donc obligatoire dans toutes les assemblées constitutives, ordinaires et extraordinaires.

L'alinéa 3 de l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867 impose aux commissaires aux comptes de présenter à chaque assemblée ordinaire annuelle un rapport constatant les irrégularités et les inexactitudes qu'ils ont pu relever dans l'inventaire et les documents sociaux. Ce rapport peut être lu par toute autre personne que le commissaire aux comptes, par suite, jusqu'au décret-loi du 29 novembre 1939, sa présence n'était pas obligatoire dans les assemblées ordinaires. La Cour de Lyon a très justement déclaré « qu'on ne saurait trouver une cause de nullité de l'absence de tout commissaire aux comptes à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'une société anonyme » (1).

L'article 16 du décret-loi du 29 novembre 1939 précise qu'ils n'ont pas voix délibérative en leur qualité de commissaires aux comptes. Le législateur leur réserve donc le droit de vote s'ils sont actionnaires. L'intérêt personnel des commissaires aux comptes apparaît nettement dans l'assemblée générale ordinaire chargée de leur nomination pour une période de trois ans et de la fixation de leur traitement annuel.

La Cour de Cassation (2) permettant aux administrateurs de prendre part au vote des questions les intéressant personnellement, nous devons en déduire, dans le silence de la loi, que la même solution doit être admise pour les commissaires aux comptes.

(1) Cour de Lyon, 11 novembre 1887 (*J. S.* 1890, p. 73).

(2) Cassation, civ., 29 juillet 1925 (*D. P.* 1926-1-17).

Leur présence dans toutes les assemblées, en particulier dans celles appelées à se prononcer sur les modifications statutaires et la consignation de leurs impressions dans un rapport spécial lu à l'assemblée générale ordinaire annuelle, servira à renseigner les actionnaires sur les mesures prises en leur absence et à déterminer leur vote. Cette heureuse innovation limitée à la durée des hostilités devrait subsister.

SECTION IV. — L'ACTIONNAIRE PRÉPONDÉRANT.

L'actionnaire prépondérant est l'associé qui possède une quantité d'actions telle qu'il est certain de pouvoir, à lui seul, imposer sa volonté dans toutes les assemblées générales. La volonté collective de la masse sociale est la volonté individuelle de ce seul associé ; néanmoins, la personnalité juridique de la société reste distincte de celle de cet actionnaire possédant, à lui seul, assez d'actions pour former la majorité dans les différentes assemblées.

L'actionnaire prépondérant qui vote avec ses propres actions s'approuve lui-même, s'autorise lui-même. Au contraire, celui qui vote avec des actions appartenant en majeure partie à ses coassociés qui lui ont remis des pouvoirs en blanc ne sert que d'intermédiaire, car il agit en leur nom personnel.

La jurisprudence n'a pas fait une telle distinction. Le tribunal de commerce de Lyon a déclaré formellement que « le fait d'acquérir le plus grand nombre possible d'actions, afin d'avoir la majorité dans les assemblées, ne peut être qualifié de frauduleux » (1).

La majorité dans le vote peut résulter, pour la Cour de

(1) Trib. comm. Lyon, 20 octobre 1902 (*J. S.* 1904, p. 67).

Paris, des voix appartenant à un seul actionnaire majoritaire. Il peut, par son vote prépondérant, révoquer les administrateurs qui ont été appelés par lui à faire partie du conseil d'administration et qui, postérieurement, sont tombés en désaccord avec lui (1).

Cet arrêt fait ressortir la toute-puissance de sa volonté personnelle, mais n'y est-il pas apporté une limite ?

« Les décisions de la majorité s'imposent à la minorité, alors même qu'un actionnaire posséderait, à lui seul, la majorité des actions, étant ainsi à même, en toute occasion, de faire prévaloir son opinion. Il n'en serait autrement, ajoute ce jugement du tribunal de commerce de Lille, qu'en cas d'abus de pouvoir commis par cet actionnaire dans l'exercice de son droit d'actionnaire » (2).

La société est essentiellement un contrat de bonne foi, aussi l'actionnaire prépondérant ne peut pas employer les droits sociaux qu'il possède dans un but anti-social et égoïste. Il commet un abus de droit, un détournement de pouvoir en utilisant d'une manière irrégulière l'efficiencia d'un vote majoritaire.

L'actionnaire prépondérant qui impose sa volonté à ses coassociés doit veiller à ce que les résolutions qu'il vote rentrent bien exactement dans l'objet social et ne soient pas imprégnés d'égoïsme. Il doit s'abstenir de prendre part à une question présentant un intérêt pour lui ou tout au moins voter le dernier, de manière à faire apparaître nettement de quel côté aurait penché la majorité si son vote personnel n'était pas intervenu.

La nature des sociétés par actions, pures abstractions capitalistes, sert à admettre la validité du vote de l'actionnaire

(1) Cour Paris, 7 janvier 1904 (S. 1906-II-89).

(2) Trib. comm. Lille, 3 décembre 1923 (J. S. 1926, p. 217).

prépondérant. Il n'y a pas lieu de tenir compte de la personne qui vote, car avec M. Bourcart, nous estimons qu'une assemblée générale d'actionnaires n'est composée que de sacs d'écus qui délibèrent. C'est l'action et non le porteur du titre qui vote.

CHAPITRE III

Le vote par mandataire.

Sauf pour les petits actionnaires ne possédant pas le minimum statutaire d'actions pour avoir accès aux assemblées générales ordinaires, le législateur n'édicte aucune règle précise concernant la représentation des actionnaires. Il laisse ce soin aux statuts ; mais, luttant contre l'absentéisme des actionnaires aux assemblées générales, il permet (art. 27, al. 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867, art. 1^{er} de la loi du 13 novembre 1933) le vote par mandataire, moyen normal pour l'actionnaire empêché d'exercer son droit de vote.

SECTION I. — LA REPRÉSENTATION DES ACTIONNAIRES NE POSSÉDANT PAS LE MINIMUM STATUTAIRE D'ACTIONS POUR AVOIR ACCÈS AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES.

Sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, son article 27 permettait aux statuts d'interdire l'accès de l'assemblée générale ordinaire aux actionnaires ne possédant pas un certain nombre d'actions arbitrairement fixé par les statuts. Cette exclusion était absolue en ce sens que les petits actionnaires ne pouvaient se faire représenter par un mandataire commun.

La loi du 1^{er} août 1893 désirant associer le plus grand nombre possible d'actionnaires à l'administration et à la surveillance de la société est venue au secours de ces déshé-

rités de la loi et, rétablissant l'égalité entre actionnaires, elle leur a permis de se faire représenter par un mandataire.

Quelles conditions doit-il remplir ?

Ce ne peut être que l'un des petits actionnaires qui réunissent leurs actions, afin d'atteindre le minimum statutaire, mais non un autre actionnaire pouvant, par lui-même, participer à l'assemblée générale ordinaire. Cette solution résulte d'un projet de loi déposé à la Chambre des Députés en 1903 et en 1906 et conçu dans les termes suivants : « Au paragraphe 1^{er} de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893, est ajoutée, après les mots se faire représenter par l'un d'eux, la phrase suivante : ou par un actionnaire ayant le droit d'assister à l'assemblée ».

D'un avis contraire, MM. Houpin et Bosvieux prétendent que les actionnaires ne possédant pas le nombre d'actions imposé par les statuts peuvent se faire représenter par un actionnaire quelconque ayant le droit d'assister à l'assemblée générale ordinaire (1). Mais, du texte de la loi et du rapport de Thévenet au Sénat, il résulte qu'ils ne pourraient pas constituer une personne étrangère à la société comme mandataire.

Ce droit de représentation des petits actionnaires est d'ordre public, par suite, il ne peut leur être enlevé par les statuts. Il existe, depuis la loi du 22 novembre 1913, dans toutes les sociétés anonymes constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, au profit des actionnaires ne disposant pas du minimum statutaire, inférieur ou égal à vingt actions de plus faible montant nominal (décret-loi du 30 octobre 1935 complétant la loi du 13 novembre 1933).

Le minimum statutaire imposé aux commanditaires pour

(1) HOUPIN et BOSVIEUX, 6^e édition, n° 1249,

avoir accès à l'assemblée générale ordinaire est aussi déterminé selon les règles posées par le décret-loi du 30 octobre 1935, mais l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 ne régissant que les sociétés anonymes, la représentation des petits commanditaires par l'un d'eux est impossible (1).

SECTION II. — LA REPRÉSENTATION DES COMMANDITAIRES ET DES ACTIONNAIRES.

Dans les sociétés de capitaux, le droit de vote est strictement attaché à l'action, c'est elle qui vote et non le porteur du titre. La notion d'*intuitus pecuniæ* remplace celle d'*intuitus personæ*, par suite, un commanditaire ou un actionnaire empêché peut se substituer une autre personne votant en son nom et pour son compte à toute assemblée.

Le Code de Commerce et les lois spéciales aux sociétés de capitaux n'imposent aucune condition à l'actionnaire ou au commanditaire quant au choix de son mandataire.

La Chambre Civile a déclaré qu'il appartient aux juges du fond d'interpréter souverainement les clauses des statuts qui déterminent le mode de représentation des actionnaires dans les assemblées générales (2). Par suite, si les statuts interdisent la constitution d'un mandataire, les porteurs de titres ne pourront exercer leur droit de vote que par eux-mêmes.

En présence de la disposition statutaire stipulant que « nul ne peut être mandataire d'un actionnaire s'il ne peut assister personnellement à l'assemblée », la Cour de Cassation a déclaré que les juges du fond ont décidé valablement qu'un

(1) Cour de Lyon, 30 juin 1909 (J. S. 1911, p. 110), THALLER et PIC, n° 1339, LACOUR et BOUTERON, n° 655.

(2) Cass. civ., 31 décembre 1913 (J. S. 1915, p. 81).

actionnaire ne remplissant pas cette condition ne pouvait être admis en qualité de mandataire (1).

Cette clause permet d'exclure les étrangers de la direction de la société.

Un actionnaire possédant personnellement le nombre maximum statutaire de voix dont il peut disposer à l'assemblée générale ordinaire peut être désigné comme mandataire, car les voix afférentes aux actions représentées n'augmentent pas celles du mandataire.

L'article 1990 du Code Civil stipule que les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis comme mandataires. En conséquence, la Cour de Lyon a valablement décidé qu'une femme mariée peut représenter des actions sans avoir besoin de l'autorisation de son mari (2).

La loi n'impose aucune forme au pouvoir remis par l'actionnaire à son mandataire. Il peut donc être authentique, sous seing privé et même verbal, sauf au mandataire à en établir l'existence selon l'un des modes ordinaires de preuve.

Pour le tribunal de commerce de la Seine, le mandat résulte suffisamment de la présence du créancier gagiste à l'assemblée à côté de son débiteur (3). En effet, si ce dernier avait voulu exercer personnellement son droit de vote, il était à même d'empêcher son créancier. Son silence équivalait donc à une ratification tacite.

Pour la Cour de Lyon, le fait que la femme avait les titres en sa possession laissait supposer que le mari avait confié les actions à sa femme en vue du vote (4).

Le mandataire qui vote avec les voix appartenant à des actionnaires est censé avoir préalablement exposé à ses diffé-

(1) Cassation, civ., 31 décembre 1913, précité.

(2) Cour de Lyon, 17 mai 1913 (*J. S.* 1917, p. 80).

(3) Trib. comm. Seine, 4 juin 1902 (*J. S.* 1903, p. 126).

(4) Cour de Lyon, 17 mai 1913, précité.

rents mandants les raisons du vote qu'il compte émettre en leur nom. En conséquence, il ne peut voter que sur les questions portées à l'ordre du jour. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine a valablement décidé que le mandataire d'un actionnaire ne peut voter en cette qualité un appel de fonds non porté à la connaissance du mandant par l'ordre du jour (1).

Le mandat peut être impératif, c'est-à-dire donné pour voter dans un sens déterminé, auquel cas le mandataire n'est autorisé à voter que selon les directives de son mandant. Le vote contraire du mandataire engage sa responsabilité envers son mandant et il ne peut, pour se disculper, soutenir que les instructions formelles de son mandant auraient entravé la liberté de son vote.

Le vote donné par un mandataire est opposable à l'actionnaire mandant exactement comme si ce dernier avait personnellement assisté à l'assemblée (2). Il est lié à l'égard des tiers par les actes de son mandataire passés en conformité des pouvoirs apparents qu'il lui a conférés. Mais, la Chambre des Requêtes considère qu'il faut rechercher si le mandataire n'a pas agi contrairement à des instructions secrètes du mandant, auquel cas ce dernier ne serait pas responsable des conséquences du vote de son mandataire (3).

Le vote étant réputé provenir de chacun des actionnaires mandants, la Chambre Civile a reconnu, à tort, d'après nous, à l'apporteur en nature le droit de voter, non pas avec ses propres actions, mais avec celles appartenant à des souscripteurs qui lui avaient donné pouvoir à l'effet de les repré-

(1) Trib. comm. Seine, 24 juin 1887 (*Rev. soc.*, 1887, p. 589).

(2) Trib. comm. Seine, 11 janvier 1938 (*J. S.* 1938, p. 301).

(3) Cass. req., 12 juin 1901 (*D. P.* 1902-1-55).

senter (1). En pareil cas, l'intérêt des représentés était sacrifié au profit de celui de l'apporteur.

En général, le pouvoir est donné pour la ou les assemblées qui se réuniraient au cas où la première n'atteindrait pas le quorum et la majorité nécessaires pour délibérer, mais peut-il être remis pour une période déterminée ?

La loi allemande n'admet pas le mandat irrévocable et un jugement relativement récent du tribunal de commerce de la Seine s'est prononcé dans le même sens (2). Il n'équivaut pas à une cession temporaire du droit de vote, car le mandant peut demander des comptes à son mandataire et poursuivre sa révocation en justice ; mais une atteinte est néanmoins portée au mandant dans l'exercice de son droit de vote, car il ne peut révoquer à tout moment son mandataire, afin d'assister personnellement aux assemblées.

SECTION III. — LES POUVOIRS EN BLANC.

Rien n'est plus facile pour les établissements de crédit, faisant le service des coupons, de connaître les noms des actionnaires ; ils n'ont qu'à consulter les fiches de coupons. Les banques qui encaissent des sociétés des commissions pour le service des coupons et des titres, sont tout à la dévotion des conseils d'administration et favorisent l'usage des pouvoirs en blanc.

Quelle est la pratique des banques ?

Au moyen de lettres individuelles, elles font part aux actionnaires de la date et du lieu de l'assemblée et leur demandent de vouloir bien assister ou se faire représenter en leur retournant le pouvoir joint à leur lettre. La société est tellement intéressée à recueillir les pouvoirs que la banque ajoute

(1) Cass. civ. 20 janvier 1892 (*J. S.* 1892, p. 145).

(2) Trib. comm. Seine, 11 janvier 1938 (*J. S.* 1938, p. 301).

une enveloppe timbrée et bien souvent un jeton de présence est alloué aux actionnaires à raison de chaque titre déposé.

L'actionnaire indique son nom, son adresse, le nombre de titres qu'il possède, écrit la formule : Bon pour pouvoir et signe. L'actionnaire, étant incapable de se désigner un représentant, laisse le choix de son mandataire à la banque, qui remplira les blancs par le nom de son représentant à l'assemblée ou d'un administrateur.

Le pouvoir en blanc est donc le contraire d'un engagement de voter dans un sens déterminé, c'est un abandon, limité à deux ou trois assemblées, par l'actionnaire de son droit de vote.

La pratique des pouvoirs en blanc s'apparente étroitement à la représentation reconnue par le législateur. Le vote est exercé au nom du mandant, c'est-à-dire de l'auteur du pouvoir en blanc qui se désintéresse totalement de la prospérité de l'affaire.

L'actionnaire ignorant son mandataire, ce dernier n'a pas de comptes à lui rendre de la manière dont il a exercé son droit de vote. D'autre part, il ne possède pas d'action en responsabilité pour faute commise dans l'exécution de son mandat, puisqu'il n'a donné aucune instruction à son mandataire. Néanmoins, le vote étant exercé au nom du mandant, ce dernier subira les conséquences du vote.

Au point de vue pratique, l'emploi des pouvoirs en blanc produit des effets désastreux. Ils permettent aux administrateurs de détenir la majorité avec des capitaux faibles et, par suite, d'obtenir la ratification d'actes plus ou moins honnêtes.

L'usage des pouvoirs en blanc est difficile à interdire, car les administrateurs les répartissent habilement entre des amis complaisants ou des employés de la société.

Le fait pour une société de verser une commission d'un franc par titre à des banques, afin de les inciter à lui remettre le plus grand nombre possible de pouvoirs en blanc a été récemment qualifié de frauduleux par la Cour de Paris (1). Ce procédé constituait un moyen pour les administrateurs d'absoudre leur mauvaise gestion et de se maintenir en fonctions.

Au cas où le pouvoir en blanc est sollicité par un comité de défense d'actionnaires désireux de renverser le conseil d'administration gérant les affaires sociales dans son intérêt personnel, il y a lieu d'en reconnaître la validité.

La clause de l'avis de convocation prescrivant aux actionnaires, faute d'assister personnellement aux assemblées, de se faire représenter obligatoirement par le conseil d'administration est attentatoire à la liberté du droit de vote, car elle interdit aux actionnaires de constituer des mandataires de leur choix, à qui ils donneraient des instructions.

Le législateur allemand de 1937 a voulu remédier à l'emploi des pouvoirs en blanc par les banques. Pour exercer le droit de vote au moyen d'actions appartenant à des clients, les banques allemandes doivent recevoir des pouvoirs par écrit complètement remplis lors de la signature. Ces mandats ne peuvent être donnés pour une période supérieure à quinze mois et sont révocables à tout moment (2).

SECTION IV. — L'INDIVISIBILITÉ DU DROIT DE VOTE.

Le principe de l'indivisibilité signifie que chaque action d'une valeur nominale de cent francs n'est pas susceptible

(1) Cour de Paris, 22 juillet 1938 (*J. S.* 1940, p. 105).

(2) *Les sociétés par actions en Allemagne* : Loi du 30 janvier 1937, par M. BAUDOUIN-BUGNET.

de subdivision. Il a été consacré en Belgique par l'article 37 de la loi du 18 mai 1873, lequel dispose que « s'il y a plusieurs copropriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action ».

La loi allemande du 30 janvier 1937 stipule que : « lorsqu'une action appartient à plusieurs copropriétaires, ceux-ci ne peuvent exercer les droits qui y sont attachés que par un représentant commun » (1).

Bien que notre législation sur les sociétés ne contienne aucune disposition semblable, ce principe est également reconnu en France, même s'il n'est pas expressément stipulé dans les statuts, car il a l'avantage de permettre aux sociétés d'exercer leurs droits contre une seule personne.

Aux assemblées, les copropriétaires sont représentés par un seul et unique mandataire votant en leur nom et pour leur compte.

La clause statutaire d'exclusion des assemblées des associés ne répondant pas à un appel de fonds jouera à l'égard de tous les copropriétaires si l'un d'eux ne libère pas son versement.

Le principe de l'indivisibilité de l'action offre de sérieux inconvénients lorsque les titres soumis à l'état d'indivision représentent une somme considérable, car l'un des copropriétaires peut, en toute liberté, s'opposer à leur réalisation.

Pour parer à ce grave inconvénient, les Anglais ont imaginé la conversion des actions entièrement libérées en stocks. En vertu d'une clause statutaire permettant cette opération, tout actionnaire a le droit de demander à la société la dé-

(1) Article 63 de la loi du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions.

livrance d'un certificat attestant qu'il est propriétaire d'actions pour un capital s'élevant à telle somme. Muni de ce titre, l'actionnaire peut céder à un tiers toute portion du montant du capital représenté par ses actions. Elle peut ne pas correspondre à la valeur d'une ou de plusieurs actions.

Les détenteurs de stock ont, en ce qui concerne le montant du stock détenu par eux, le même droit de vote aux assemblées que s'ils possédaient des actions provenant du stock (1).

(1) Loi Britannique sur les sociétés du 10 mai 1929, p. 248, par M. DECUGIS.

CHAPITRE IV

L'exercice du droit de vote des personnes incapables.

Une distinction doit être faite entre les individus complètement incapables, tels : le mineur, l'interdit, l'aliéné non interdit, auxquels nous assimilons l'absent et les personnes pouvant faire des actes d'administration, tels : le mineur émancipé, le prodigue et la femme mariée pouvant gérer ses biens propres, lorsqu'elle a adopté un régime de séparation de biens.

SECTION I. — LA REPRÉSENTATION DU MINEUR, DE L'ABSENT, DE L'INTERDIT ET DE L'ALIÉNÉ NON INTERDIT.

Ces personnes possèdent le droit de vote, mais elles ne peuvent l'exercer par elles-mêmes. Il nous faut donc rechercher si leur représentant légal peut assister valablement à toutes les assemblées en leurs lieu et place.

Peut-il représenter l'incapable malgré une disposition statutaire interdisant le mandat ?

Cette clause a pour but d'exiger la présence personnelle du titulaire du droit de vote aux assemblées générales d'actionnaires. Elle écarte les étrangers des affaires sociales et, jugeant que certaines décisions sont trop graves pour être prises, même par un autre actionnaire, elle interdit toute représentation à quelque titre que ce soit.

Le représentant légal n'est pas un mandataire convention-

nel, c'est-à-dire une personne constituée par la volonté propre du titulaire du droit de vote ; c'est la personne ayant en mains tous les intérêts du représenté qui ne peut agir en raison de son bas âge, de son éloignement ou de son insanité d'esprit.

La stipulation statutaire excluant les mandataires n'est donc pas applicable aux représentants des incapables qui ne peuvent pas, par eux-mêmes, assister et voter dans les assemblées générales d'actionnaires. S'il en était autrement, les sociétés par actions comprendraient des actionnaires sans droit de vote ; or, la Cour de Cassation a expressément interdit, par un arrêt du 7 avril 1932, l'existence d'une telle catégorie d'associés (1).

Le représentant légal vote-t-il valablement à toutes les assemblées générales d'actionnaires ?

D'une manière générale, le représentant légal est capable d'accomplir seul tous les actes d'administration. La Cour de Cassation décide que le fait d'assister à une assemblée générale d'actionnaires, même lorsqu'il s'agit d'une assemblée extraordinaire réunie pour autoriser des actes de disposition, constitue un simple acte d'administration du ressort du représentant légal (2).

Cette opinion est celle de M. le Professeur Percerou. Pour cet auteur, il ne faut pas confondre l'administration de la société avec celle du titre (3).

Les décisions que pourra prendre l'assemblée générale extraordinaire en ce qui concerne le patrimoine social pourront consister en des actes de disposition, mais le fait de se servir du titre pour assister à une assemblée générale extra-

(1) Cour de Cassation, 7 avril 1932 (S. 1933-I-177).

(2) Cour de Cassation, 23 mars 1914 (J. S. 1915, p. 78).

(3) Cours de M. le Professeur PERCE ROU, année 1937-1938, p. 591.

ordinaire constitue un simple acte d'administration du titre.

Le vote d'un aliéné non interdit ni interné peut-il être contesté, lorsque la puissance de vote de ce fou a été telle qu'elle a déplacé la majorité ?

Le vote n'a pas été émis par un incapable, car il n'y a d'incapables que ceux qui sont déclarés tels par la loi : or, il n'en est ainsi que pour les interdits, et, depuis la loi du 30 juin 1838, pour ceux qui sont placés dans un établissement d'aliénés.

Ce vote ne peut être déclaré nul qu'en vertu des principes généraux du Droit. L'élément essentiel, primordial, de tout acte juridique, est la volonté d'agir, d'où la nécessité d'établir la folie au moment précis où le vote a été émis par son auteur. Si l'état habituel de démence est facile à démontrer, la preuve du manque complet de lucidité au moment de la manifestation de volonté aboutissant au vote n'est pas aisée à établir.

SECTION II. — L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE DU MINEUR ÉMANCIPÉ, DU PRODIGE ET DE LA FEMME MARIÉE.

Le mineur émancipé, le prodigue et la femme mariée sous le régime de séparation de biens administrent eux-mêmes leurs biens, par suite ils peuvent valablement assister et avoir voix délibérative aux assemblées générales d'actionnaires.

Si les époux optent pour le régime dotal, les actions que la femme se constitue en dot sont soumises à l'administration du mari, par suite ce dernier possède le droit de vote des actions dotales, car l'exercice de ce droit est un pur acte d'administration (1). Au contraire, la femme conserve le droit

(1) HOUPIŒ et BOSVIEUX, n° 1167, 6^e édition. M. PERCEROU, cours année 1937-1938, p. 591.

d'administrer ses actions propres qu'elle n'a pas mentionnées dans son contrat de mariage. Elle possède donc le droit de vote sur ses actions dites paraphernales.

Sous tous les autres régimes matrimoniaux, les biens propres de la femme tombent sous l'administration du mari et la communauté bénéficie de leurs revenus, par suite la doctrine décide que les actions propres de la femme confèrent valablement le droit de vote au mari. Toutefois, la femme vote valablement avec ses actions réservées, car la loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée, a confié à la femme l'administration et la jouissance de ses biens réservés, quoiqu'ils fassent partie de la masse commune.

La jurisprudence admet que « sous le régime de communauté réduite aux acquêts, le mari a comme administrateur des biens propres de sa femme le droit d'assister et de voter aux délibérations d'une assemblée générale d'une société dont fait partie sa femme » (1).

La Cour de Lyon a décidé très justement qu'une femme mariée en possession d'actions au porteur peut représenter ces actions (2). En effet, l'article 1990 du Code Civil stipule que le mandat peut être conféré à la femme mariée sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'autorisation du mari. Le mandat résultait du simple fait que la femme avait les titres en sa possession.

La Cour de Cassation a décidé à tort, d'après nous, que le mari tire de sa qualité de chef d'une communauté dissoute, non encore liquidée, le pouvoir de représenter à une assemblée générale extraordinaire les actions dépendant de

(1) Cour de Bruxelles, 26 février 1906 (*J. S.* 1907, p. 76). Tribunal d'Anvers, 1^{er} juillet 1906 (*S.* 1906-IV-630).

(2) Cour de Lyon, 17 mai 1913 (*J. S.* 1917, p. 80).

cette communauté et ensuite attribuées à sa femme (1). Son droit de vote ne découlait pas de sa qualité de chef de la communauté, car le jugement de séparation de corps entraînant la séparation des biens le lui avait fait perdre, mais du fait que, l'indivision ayant subsisté entre les époux, le mari avait conservé l'administration des biens de la communauté.

Les sociétés entre époux étant nulles, la femme et le mari peuvent-ils se trouver tous les deux actionnaires d'une société de capitaux? Wahl, Baudry-Lacantinerie adoptent la solution affirmative, car les deux époux n'ont pas des intérêts opposés.

(1) Cour Cassation, 23 mars 1914 (*J. S.* 1915, p. 78).

CHAPITRE V

L'exercice du droit de vote des actionnaires ayant subi un démembrement de leur droit de propriété.

Dans le silence des statuts, de grandes difficultés s'élèvent lorsqu'il existe deux droits sur un même titre. L'action étant indivisible, une seule personne devra exercer le droit de vote. Comment la déterminer ?

SECTION I. — ACTIONS SUR LESQUELLES EXISTE UN DROIT D'USUFRUIT.

Le conjoint survivant, en concours avec des héritiers du sang, a droit, en vertu de la loi du 9 mars 1891, à un usufruit lui permettant de continuer son train de vie. A l'ouverture d'une succession, une partie des actions appartient donc très souvent pour la nue-propriété aux parents du défunt au degré successible et pour l'usufruit au conjoint survivant.

Si les titres sont au porteur, la société peut ignorer qu'ils sont grevés d'un droit d'usufruit et elle admet aux assemblées celui qui se présente à elle comme le propriétaire des titres en les déposant. En effet, les actions au porteur sont des meubles corporels et la société n'a pas à exiger du déposant son bordereau d'achat justificatif de son droit de propriété.

Les contestations ne peuvent donc surgir que dans le cas où il s'agit de titres nominatifs et si les statuts sont muets. En pareille hypothèse, à qui appartiendra le droit de vote ?

L'article 578 du Code Civil définit l'usufruit : « le droit de jouir des choses dont un autre à la propriété comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance ».

Il résulte de cette définition que l'usufruit est un démembrement de la propriété qui, des trois attributs de ce dernier droit, en confère deux, l'usage et la jouissance, à l'usufruitier : l'actionnaire ne retient que le *jus abutendi* ou droit de disposer de l'action.

Le droit de vote est attaché à l'action, par suite Wahl, Lyon-Caen et Renault admettent qu'il doit être réservé au nu-propiétaire.

M. Lalou propose de faire assister l'usufruitier à l'assemblée générale ordinaire et le nu-propiétaire à l'assemblée extraordinaire.

Cette distinction est basée sur la différence de nature de ces deux réunions. L'assemblée ordinaire statue sur les actes d'administration, sur la répartition des bénéfices et le montant du dividende qui revient en fin d'exercice à l'usufruitier. L'assemblée générale extraordinaire vote les modifications statutaires et les actes de disposition, or, le *jus abutendi* appartient au nu-propiétaire.

M. le Professeur Percerou réfute ce raisonnement qui confond l'administration de la société avec celle du titre.

Conformément à la jurisprudence de la Cour de Cassation (1), M. le Professeur Percerou admet que le droit de vote doit être réservé à l'usufruitier, car le fait d'assister

(1) Cassation, 23 mars 1914 (J. S. 1915, p. 78).

aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires constitue un acte d'administration du titre (1).

Pour M. Copper-Royer, le droit de vote est un fruit (2), par conséquent il appartient à l'usufruitier.

Les fruits, d'après Baudry-Lacantinerie, sont tout ce qu'une chose produit et reproduit sans altération de sa substance. Ce sont des revenus matériels.

Le droit de vote sert à fixer le dividende, revenu annuel, qui constitue un fruit. La cession du droit de vote étant impossible dans notre Droit, l'actionnaire ne peut tirer aucun profit de son droit de participer aux assemblées, par suite il n'entre pas dans la catégorie des fruits.

Une dernière solution consiste à admettre tantôt l'usufruitier, tantôt le nu-propiétaire, selon que les questions portées à l'ordre du jour concernent la jouissance ou la propriété. Mais, il est difficile de délimiter les sujets de délibérations, ainsi la définition des bénéfices semble n'intéresser que l'usufruitier, pourtant il importe au nu-propiétaire que les dividendes ne soient pas trop substantiels, de façon que les réserves soient abondantes pour permettre la distribution d'un dividende en périodes déficitaires.

L'usufruitier peut-il consentir des actes de disposition ?

M. le Professeur Percerou admet la solution affirmative et un arrêt de la Cour de Liège a décidé qu'un usufruitier pouvait valablement consentir des modifications portant sur le capital social (3).

L'usufruitier ne s'intéresse qu'aux profits actuels, par suite, si nous lui reconnaissons le droit d'accomplir des actes de disposition, il consentira avec facilité une réduction de

(1) Cours de M. le Professeur PERCE ROU, année 1937-1938, p. 591.

(2) *Traité des sociétés*, tome III, édition de 1938.

Cour de Liège, 14 juin 1905 (*J. S.* 1907, p. 312).

capital, onéreuse pour le nu-propriétaire, mais profitable pour lui, car après une telle opération les sociétés ont l'habitude de distribuer un dividende à leurs actionnaires en compensation de la perte qu'ils ont subie. Or, bien souvent, le capital pourrait être reconstitué au bout de quelques années au moyen des bénéfices non distribués et le nu-propriétaire ne subirait aucune perte.

Cette dernière solution n'étant nullement favorable aux usufruitiers, privés de tout revenu pendant plusieurs années, ne sera pas votée par eux.

Etant donné l'opposition d'intérêts existant entre le nu-propriétaire et l'usufruitier, nous devons interdire à ce dernier de voter valablement une réduction du capital social.

La même incapacité doit être reconnue à l'usufruitier au cas où l'ordre du jour indique que l'assemblée générale extraordinaire aura à statuer sur la dissolution anticipée de la société pour pertes. Celle-ci étant en mauvaises affaires, l'usufruitier ne touche plus aucun dividende, mais n'ayant engagé aucun capital, il est prêt à voter la liquidation de la société pour ne plus être obligé d'assister aux assemblées.

SECTION II. — ACTIONS DONNÉES EN NANTISSEMENT.

Le nantissement permet à une personne de se procurer une avance de fonds en remettant des titres, soit à un particulier, soit à un établissement de crédit, si le Ministre des Finances permet cette forme de prêt aux banques.

Le nantissement dessaisit le propriétaire des titres de leur possession effective jusqu'à ce que la dette soit acquittée ; mais le droit de propriété reste entre les mains du débiteur. L'actionnaire conserve donc le droit de prendre part aux

assemblées générales et de vote malgré le nantissement consenti par lui sur ses actions (1).

Si le débiteur veut valablement exercer son droit de vote il doit exiger le dépôt des titres dans le délai et au lieu fixé dans l'avis de convocation. Le créancier gagiste est tenu de déposer en temps utile les actions dont il a la détention (2), car il ne peut priver son débiteur de l'exercice de son droit de vote, droit essentiel qui ne peut lui être enlevé (3). Momentanément le créancier abandonne la possession matérielle des actions, mais il conserve leur possession juridique (4).

La Cour de Paris déclare que « le cessionnaire d'actions au porteur données en nantissement, qui a fait signifier la cession au créancier nanti, est, dès l'instant de la vente, propriétaire de ces actions et a le droit de participer en cette qualité aux assemblées générales, encore bien qu'il n'ait pas payé, comme il s'y était engagé, les sommes dues au créancier nanti, dès l'instant qu'il n'a pas été mis en demeure de le faire et qu'il a été sursis à statuer sur la demande en résiliation de la cession formée par le cédant » (5).

Cette décision est conforme aux effets de la vente dans notre Droit. Le cessionnaire devient propriétaire des titres, vis-à-vis des tiers, dès que la cession est signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique (art. 1690, Code Civil), peu importe si le prix est réglé par la suite.

Nous expliquons cette conséquence en déclarant que le contrat de vente est translatif de propriété, c'est-à-dire qu'un

(1) Cour de Paris, 18 janvier 1897 (J. S. 1897, p. 264). Trib. comm. Seine, 13 février 1899 (J. S. 1899, p. 317). Cour de Paris, 1^{er} juin 1935 (R. S. 1935, p. 230).

(2) Cour de Paris, 18 janvier 1897, précité.

(3) Cour Cassation, 7 avril 1932 (S. 1933-I-177).

(4) Cour de Paris, 1^{er} juin 1935, précité.

(5) Cour de Paris, 11 mai 1939 (S. 1940-II-25).

mode approprié de transfert comme la *mancipatio*, l'*in jure cessio*, la *traditio* du Droit romain n'est pas nécessaire pour la transmission du droit de propriété.

Un arrêt de la Cour de Lyon a donné pouvoir au créancier gagiste d'exercer le droit de vote de son débiteur s'il lui a cédé son droit de vote ou s'il lui a donné mandat de prendre part au vote à sa place (1).

La Chambre Civile a infirmé cette décision de la Cour de Lyon en interdisant formellement la cession du droit de vote (2).

Aucune règle impérative n'est imposée par la loi en ce qui concerne la constitution d'un mandataire chargé d'exercer le droit de vote, par suite le débiteur peut valablement conférer l'exercice de son droit à son créancier et le mandat peut résulter simplement de la présence du débiteur à côté de son créancier (3).

L'actionnaire, malgré le nantissement consenti par lui, est complètement libre de l'exercice de son droit de vote. Il n'est pas forcé de se faire représenter par son créancier et peut constituer un mandataire de son choix remplissant les conditions statutaires. Le créancier gagiste sera alors tenu de déposer les titres, soit au siège social, soit dans un des établissements de crédit désignés dans l'avis de convocation.

SECTION III. — ACTIONS DONNÉES EN DÉPÔT.

Le dépôt est le contrat par lequel une personne reçoit les actions d'autrui à charge de les garder et de les restituer (art. 1915, Code Civil).

(1) Cour de Lyon, 21 novembre 1894 (D. P. 1895-II-498).

(2) Cassation, 7 avril 1932 (S. 1933-I-177).

(3) Trib. comm. Seine, 4 juin 1902 (J. S. 1903, p. 126).

Le dépositaire n'acquiert pas la propriété des titres, par suite le déposant ne perd pas son droit de vote, droit essentiel attaché à la propriété des actions.

Le séquestre peut-il représenter des actions aux assemblées générales d'actionnaires ?

Le séquestre est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes d'actions litigieuses entre les mains d'un tiers, qui s'oblige de les rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir les obtenir (art. 1956, Code Civil).

Le séquestre étant un dépôt, il semble que nous pouvons déduire immédiatement que le dépositaire chargé du séquestre n'acquiert pas le droit de vote attaché à la propriété des titres.

La contestation portant sur la propriété des titres, la meilleure solution est de ne pas les représenter aux assemblées, car un fait peut surgir au cours du procès qui détruise toutes les présomptions qui avaient permis d'accorder le droit de vote à l'une des parties. Les auteurs d'un jugement du tribunal de commerce de la Seine se sont inspirés de ces considérations pour déclarer que, lorsqu'il existe un litige concernant la propriété d'actions d'une société, un séquestre ne peut être nommé pour user du droit de vote attaché à ces actions, car, seule, la solution du litige permet de déterminer à qui appartient l'exercice de ce droit (1).

Malgré la définition du Code Civil, la Cour d'Appel de Paris a décidé qu'en l'absence de toute contestation de propriété d'actions, le juge des référés est compétent pour nommer un séquestre avec mission de retirer des mains du créancier gagiste les actions de son débiteur et de les déposer en

(1) Trib. comm. Seine, 11 octobre 1929 (*J. S.* 1932, p. 37).

son nom pour lui permettre d'exercer son droit de vote à l'assemblée générale (1).

La Cour d'Appel de Paris a déclaré que : « nonobstant la clause des statuts obligeant les actionnaires qui se font représenter aux assemblées générales à choisir un mandataire qui soit lui-même propriétaire d'actions, l'administrateur séquestre judiciaire d'actions peut les représenter à une assemblée générale ou s'y faire représenter par un mandataire substitué bien qu'ils ne soient, ni l'un, ni l'autre, actionnaires, alors surtout qu'il s'agit d'une société anonyme où la personnalité des actionnaires n'entre pas en ligne de compte » (2).

La Cour de Paris applique, avec raison, la solution admise pour les représentants légaux. Ces derniers, malgré la clause statutaire interdisant de se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire non actionnaire, peuvent valablement assister aux assemblées générales pour le compte des incapables. Cette solution est admise, car les représentants légaux ne sont pas de véritables mandataires, en effet l'incapable n'a donné aucun mandat à son représentant légal de voter dans un sens déterminé.

Le séquestre, comme le représentant légal, n'a pas été constitué mandataire par celui qui sera déclaré propriétaire des actions.

Si le représentant légal se substitue un tiers, les règles du mandat reprennent vigueur, par suite il ne peut donner pouvoir à un non actionnaire. Sur ce point, la Cour de Paris a admis la solution contraire qui est à rejeter, car elle est en désaccord avec la clause statutaire stipulant la représentation par un mandataire qui soit actionnaire.

(1) Cour d'Appel de Paris, 1^{er} juin 1935 (*R. S.* 1935, p. 230).

(2) Cour d'Appel de Paris, 12 mai 1926 (*D. H.* 1926, p. 352).

Statuant sur l'appel d'une ordonnance de référé rendue le 4 juin 1929 par le président du tribunal civil de la Seine qui a nommé un séquestre de onze mille actions litigieuses de la « société des Grands Cafés parisiens », la Cour de Paris a estimé que le droit de voter à une assemblée générale d'actionnaires est un attribut du droit de propriété sur les actions qui dépasse la limite des actes de simple administration que peut faire un séquestre (1).

Pour la Cour de Paris, l'assistance à une assemblée générale d'actionnaires constitue un acte d'administration des actions dépassant ceux que le séquestre peut accomplir valablement. La Cour a été conduite à cette solution par le fait que le vote des actions litigieuses entraînait un déplacement de majorité.

(1) Cour de Paris, 24 juillet 1929 (S. 1930-II-149).

CHAPITRE VI

Exercice du droit de vote en cas de vente d'actions.

La vente est le contrat par lequel le vendeur transfère ses actions à une autre personne et lui garantit leur propriété contre un prix en argent que l'acheteur s'oblige à lui verser.

La vente d'actions est-elle possible dans tous les cas et le droit de vote passe-t-il à l'acheteur si celui-ci n'exécute pas ses obligations ?

SECTION I. — LA CESSION D'ACTIONS D'APPORT.

La loi du 1^{er} août 1893, modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, interdit la négociation des actions d'apport pendant les deux ans qui suivent la constitution définitive de la société.

La Cour de Cassation exige les mêmes conditions et formalités pour une augmentation de capital que pour la constitution de la société (1). Par suite de cette assimilation, les actions d'apport émises à la suite d'une augmentation de capital ne peuvent, comme les actions d'apport originaires, être négociées que deux ans après la réalisation définitive de l'augmentation du capital social.

La loi du 16 novembre 1903 a apporté un heureux correctif à la loi du 1^{er} août 1893 en permettant, en cas de fusion, la

(1) Cass. 14 novembre 1876 (S. 1878-I-201). Cass. 17 juillet 1885 (S. 1887-I-286). Cass. 19 octobre 1892 (S. 1893-I-89).

négociation immédiate des actions d'apport attribuées à la société absorbée, lorsqu'elle a plus de deux ans d'existence.

Un jugement du tribunal de commerce de la Seine a dénié au cessionnaire *jure civili* d'actions d'apport le droit de participer aux assemblées générales pendant les deux ans suivant la dernière assemblée constitutive (1). Ce jugement reconnaissant l'existence d'actionnaires sans droit de vote, a été condamné par la Cour de Cassation (2).

Pour Houpin, la cession d'actions d'apport opérée conformément à l'article 1690 du Code Civil n'a pas, au point de vue du droit d'accès aux assemblées générales, la même efficacité que la cession commerciale. A l'égard de la société, le cessionnaire ne peut être réputé propriétaire qu'à la suite d'un transfert régulier, s'il s'agit d'actions nominatives ou d'une tradition réelle si les titres sont au porteur.

Houpin en conclut que le cédant demeure seul propriétaire vis-à-vis de la société et que c'est à lui seul qu'il appartient d'assister aux assemblées générales, sauf stipulation contraire des statuts (3).

La Cour de Paris a infirmé le jugement du tribunal de commerce de la Seine qui consacrait la thèse de Houpin en déclarant que, vis-à-vis des tiers, la signification à la société de l'acte de cession remplace la tradition ou le transfert (4).

Comment le législateur entend-t-il le terme « négociation » ? L'interdiction de l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867 comporte-t-elle toutes les sortes de cessions ou seulement certaines d'entre elles ?

La Cour de Cassation admet que le législateur a voulu uniquement interdire les cessions faites dans les formes rapides

(1) Trib. comm. Seine, 16 octobre 1901 (*J. S.* 1902, p. 78).

(2) Cass. civ., 7 avril 1932 (*S.* 1933-I-177).

(3) *Journal des sociétés*, 1895, p. 241.

(4) Cour de Paris, 12 avril 1902 (*J. S.* 1902, p. 261).

usitées en Bourse et dans le commerce par voie de tradition, d'endossement, qui se prêtent à l'agiotage. Les modes du droit civil, tels que la cession par acte authentique ou sous seing privé, la donation, la succession ne favorisant pas la spéculation, sont reconnus par la Cour Suprême comme conférant valablement la propriété des actions d'apport au cessionnaire. Les actes de cession, déterminant la nature, l'espèce, le nombre, l'origine des actions, signifiés à la société ou acceptés par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil confèrent au cessionnaire le droit de jouir de tous les droits attachés à l'action, notamment celui de prendre part aux assemblées générales d'actionnaires avec voix délibérative (1).

Logiquement, le cédant n'a plus aucun intérêt dans l'affaire, il est donc juste que ce soit le cessionnaire qui prenne les mesures nécessaires à la prospérité de la société dans laquelle il vient d'immobiliser des capitaux.

M. le Professeur Percerou admet que les actions d'apport doivent être obligatoirement sous la forme nominative pendant la période d'innégociabilité biennale (2) et qu'elles confèrent le droit de vote au cessionnaire d'actions d'apport.

Cet auteur base sa solution sur la différence de rédaction de l'alinéa 3 de l'article 3 et de l'article 26 de la loi du 24 juillet 1867 déclarant inaliénables les actions des administrateurs affectées à la garantie de leurs actes de gestion.

Lorsque le législateur veut interdire toute transmission par voies civiles et commerciales, il emploie le terme « inaliénable » et non l'expression « non négociable », qui ne signifie nullement que les titres sont frappés d'immobilisation ou

(1) Cour Cassation, 4 juillet 1911 (D. P. 1911-I-449).

(2) Cours de M. le Professeur PERCEROU, année 1937-1938, p. 485.

d'une indisponibilité absolue pendant les deux ans qui suivent la constitution définitive de la société.

Aucune objection ne pouvait être adressée au raisonnement de M. le Professeur Percerou sous l'empire de la jurisprudence de la Cour de Cassation ayant décidé qu'une action nominative pouvait faire l'objet d'une cession civile valable (1) ; mais un décret-loi du 27 mai 1940 détruit cette thèse en déclarant qu'une action nominative ne peut faire l'objet que d'un transfert.

La loi ne prescrivant pas la nominativité des actions d'apport, comme elle l'a fait pour les actions que doivent déposer les administrateurs à la garantie de leurs actes de gestion (art. 26, loi du 24 juillet 1867), Houpin et Bosvieux en concluent que les actions d'apport peuvent être mises sous la forme au porteur dès la constitution définitive de la société et qu'il n'est pas indispensable qu'elles soient nominatives (2).

La Cour de Paris a adopté la même solution en déclarant que les actions d'apport peuvent être représentées indifféremment par des titres nominatifs ou par des titres au porteur (3).

Pour les auteurs et la jurisprudence admettant la forme au porteur des actions d'apport, leur cession civile signifiée ou acceptée par la société dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil, remplace valablement la tradition et confère le droit de vote au cessionnaire.

La cession civile produit des effets particuliers. Le cessionnaire ne possède pas un droit direct et personnel contre la société ; il n'est que l'ayant cause de son cédant et ne

(1) Cassation, 5 janvier 1926 (S. 1926-I-97).

(2) HOUPIN et BOSVIEUX, tome I, n° 411, 6^e édition.

(3) Cour de Paris, 12 avril 1902 (D. P. 1906-II-345).

peut pas avoir plus de droits que lui, par suite, si les droits de ce dernier ne sont pas reconnus en justice, au cours d'un procès en contestation de propriété, le cessionnaire ne sera pas devenu propriétaire des titres.

Les cessions civiles d'actions d'apport sous la forme au porteur ne sont utilisées qu'en cas d'extrême nécessité, car depuis la promulgation de la loi de finances du 30 décembre 1928 « les cessions d'actions d'apport effectuées pendant la période de non négociabilité sont considérées, au point de vue fiscal, comme ayant pour objet les biens en nature représentés par les titres cédés » ; d'où il résulte que le cessionnaire doit acquitter le droit de mutation immobilière.

SECTION II. — LA VENTE D'ACTIONS.

Les actions peuvent, dans la pratique, revêtir trois formes : nominative, au porteur ou à ordre.

Le titre à ordre, peu utilisé, a été reconnu formellement par le législateur par la loi du 4 avril 1926. Comme son nom l'indique, c'est un certificat revêtu de la clause à ordre, c'est-à-dire portant l'indication qu'il est créé à l'ordre de telle personne dénommée. L'endossement résulte, comme pour les effets de commerce, d'une inscription au dos du titre, signée et datée, indiquant le nom, les prénoms et domicile de l'endossataire.

L'endossement n'est translatif du droit de propriété au regard des tiers et ne confère valablement le droit de vote à l'acquéreur des titres que s'il est transcrit sur un registre spécial tenu au siège social.

Une société peut valablement décider que ses actions ne revêtiront que la forme nominative. Un décret-loi du 31 dé-

cembre 1936 interdit formellement la mise au porteur des actions de la Banque de France.

Par une série de lois, dont la dernière en date est celle du 28 février 1941, le législateur a poussé les actionnaires et les sociétés à la nominativité des titres, qui présente pour le Trésor une garantie contre la fraude.

Comment s'effectue la transmission des actions nominatives ?

Le 5 janvier 1926, la Cour de Cassation a décidé qu'un titre nominatif pouvait faire l'objet d'une cession civile valable (1).

Entre les parties, la transmission des actions s'opère dès la signature de l'acte de cession, mais vis-à-vis des tiers, le cessionnaire ne devient propriétaire des actions que si la cession a été signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique (2).

Un décret-loi du 27 mai 1940 a infirmé la jurisprudence de la Cour de Cassation en déclarant que « les titres nominatifs ne peuvent être transmis qu'au moyen d'un transfert sur les registres de la société ».

En quoi consiste le transfert ? Matériellement, le transfert consiste dans l'inscription sur le registre des transferts, tenu par la société, du nom du nouvel actionnaire.

Le titre nominatif vendu est rendu à la société qui délivre à l'acheteur un nouveau certificat. La forme de cette opération est importante, car elle permet de déterminer la nature du transfert. C'est un renouvellement du titre.

Thaller a expliqué les effets du transfert par l'opération juridique de la délégation. La société, sur l'invitation du

(1) Cassation, 5 janvier 1926 (S. 1926-I-97).

(2) Cassation, req., 17 décembre 1902 (S. 1904-I-341).

vendeur, le déléguant, joue le rôle de délégué et s'oblige envers l'acheteur jouant le rôle de délégataire.

L'acquéreur n'est pas considéré comme le cessionnaire de son cédant, mais comme l'ayant droit direct de la société. Un droit définitif et irrévocable est créé au profit de cet acheteur. En conséquence, l'irrégularité d'un transfert confère valablement la qualité d'actionnaire à l'acheteur et le droit de vote, attribut essentiel du droit de propriété des actions.

Le transfert facilite les transactions en Bourse, car l'acheteur n'a pas à se soucier de savoir si son vendeur était véritablement propriétaire ou avait la capacité d'aliéner.

Les actions achetées antérieurement à la date du 17 mars 1941 circulent encore librement sous la forme au porteur, à condition qu'elles soient intégralement libérées (loi du 1^{er} août 1893) et qu'elles n'aient fait l'objet d'aucune vente depuis le 17 mars 1941.

Les droits du détenteur de titres au porteur doivent être considérés comme s'incorporant aux titres et se confondant en quelque sorte avec eux, de telle sorte que le détenteur des titres doit être présumé titulaire des droits que les titres constatent.

En d'autres termes, les actions au porteur sont assimilées à des objets mobiliers corporels et la règle de l'article 2279 du Code Civil (en fait de meubles, la possession vaut titre) leur est applicable.

En Droit romain, le contrat de vente n'entraînait pas, par lui-même, le transfert de la propriété. Il s'effectuait postérieurement à ce contrat par le moyen de la *mancipatio*, de l'*in jure cessio*, de la *traditio*.

Dans notre Droit, le contrat de vente est en lui-même translatif de propriété. Aussi, à tort, la Cour d'Appel de

Lyon et la Chambre des Requêtes ont décidé que le vendeur n'était pas tenu de donner à l'acquéreur le moyen de représenter les actions à une assemblée générale d'actionnaires (1).

En l'espèce jugée, les actions devaient rester en dépôt chez un notaire jusqu'au règlement définitif du prix. L'acquéreur, bien que n'ayant pas réglé, avait voulu assister à l'assemblée générale.

Dans notre Droit, le contrat de vente étant translatif de propriété, l'acheteur devenant propriétaire des titres dès la signature du contrat, peu importe si le prix est réglé par la suite, l'acquéreur était devenu véritable propriétaire des titres et pouvait exiger de son vendeur qu'il les fasse déposer, au siège social ou dans un des établissements de crédit désignés dans l'avis de convocation, par le notaire qui les aurait retirés aussitôt après la tenue de l'assemblée pour garantir le privilège du vendeur. Conformément à un arrêt de la Cour de Paris, le notaire n'aurait pas perdu la possession juridique des actions (2).

La Cour d'Appel de Lyon et la Chambre des Requêtes n'ignoraient pas les effets du contrat de vente, mais elles ont motivé leur décision sur le fait que l'acheteur n'avait pas tenu son engagement en ne libérant pas son prix d'acquisition.

La tradition produit les mêmes effets que le transfert. Le détenteur d'un titre au porteur ne doit pas être considéré comme l'ayant cause de son cédant, car il ne se prévaut pas de l'acte juridique de cession, mais uniquement de la possession de son titre. Comme le porteur d'un certificat nominatif, il a un droit direct et personnel contre la société.

(1) Cour de Lyon, 13 décembre 1935 et Cassation req., 8 décembre 1937 S. 1938-1-204).

(2) Cour de Paris, 1^{er} juin 1935 (R. S. 1935, p. 239).

SECTION III. — ACTIONS EN REPORT OU ACQUISES A RÉMÉRÉ.

L'opération du report s'analyse en un achat au comptant suivi d'une revente à terme. Le reporteur achète comptant les actions que le reporté ne peut régler à l'échéance et il les lui revend à terme à un prix légèrement supérieur.

Pendant le laps de temps qui s'écoule entre l'achat effectué par le reporteur et le règlement des titres par le reporté, le reporteur est devenu propriétaire des titres et a qualité pour figurer à l'assemblée générale, du moment qu'il n'est pas établi qu'il voulait fausser le vote et constituer une majorité factice (1).

Comment se détermine le caractère frauduleux de l'opération ?

Pour la Chambre Criminelle, la présence dans une assemblée générale de reporteurs ayant reçu, pour prix de leur concours, l'allocation sur la caisse sociale d'une indemnité représentant l'intérêt des capitaux engagés et les frais de report et de courtage, n'est pas suffisante pour constituer le délit de création frauduleuse de majorité factice. Il faut, en outre, qu'il soit prouvé que les reporteurs étaient des actionnaires fictifs interposés et que les administrateurs étaient de mauvaise foi en dédommageant les reporteurs (2).

La Chambre Criminelle conclut à la bonne foi des administrateurs du fait que des remboursements avaient été effectués dans des cas semblables. Elle décide, à tort, que la non répression de faits délictueux qui se sont souvent produits conduit à leur impunité.

D'après nous, le règlement total des frais de courtage,

(1) Cour de Paris, 6 juillet 1892 (D. P. 1894-II-598) ; Cassation, 18 juillet 1895 (S. 1899-I-335).

(2) Cass. crim., 12 juin 1891 (D. P. 1893-I-430).

de report et des intérêts des sommes avancées par les reporters au moyen de fonds sociaux, était à lui seul suffisant pour prouver l'entente existant entre les reporters et le conseil d'administration.

Quelques années plus tard, la Cour de Paris s'est inspirée de cette jurisprudence en décidant que les porteurs d'actions en report, n'agissant pas dans une intention frauduleuse, ont qualité pour figurer à l'assemblée générale en vue de laquelle ces actions ont été achetées, même s'ils ont reçu une commission de la société (1).

Heureusement, à l'heure actuelle, cette jurisprudence semble abandonnée. L'achat par une filiale d'actions de la société-mère, au moment de la tenue d'une assemblée générale et le fait de les mettre en report chez un agent de change a été qualifié de frauduleux (2).

En l'espèce, la Cour de Paris s'est rendue compte que l'opération du report avait été pratiquée pour obtenir la ratification de comptes et de gestions plus ou moins honnêtes.

Si le report constitue un excellent placement à court terme pour le reporter, il permet aux administrateurs de se faire octroyer à peu de frais un quitus de leurs malversations.

Depuis le 10 juin 1940, l'opération du report ne peut plus être pratiquée, car le Ministre des Finances n'a pas permis la réouverture du marché à terme pour freiner la spéculation ; or, le report ne se conçoit pas avec un marché essentiellement au comptant où les parties sont obligées de déposer préalablement espèces et valeurs.

La faculté de rachat ou de réméré, dit l'article 1659 du

(1) Cour de Paris, 19 janvier 1897 (*J. S.* 1897, p. 264).

(2) Cour de Paris, 22 juillet 1938 (*J. S.* 1940, p. 105).

Code Civil, est un pacte par lequel le vendeur se réserve la faculté de reprendre ses actions moyennant la restitution du prix et le remboursement des frais.

L'acquéreur devient propriétaire des actions sous condition résolutoire ; dès lors, il peut exercer tous les droits de son vendeur et, notamment, siéger dans les assemblées générales d'actionnaires (1).

Si le vendeur reprend ses actions, l'acquéreur dont le droit de propriété est résolu a valablement voté, car le fait de prendre part à une assemblée générale constitue un simple acte d'administration des titres, d'après l'opinion de M. le Professeur Percerou (2) et la jurisprudence de la Cour de Cassation (3).

SECTION IV. — L'EXÉCUTION EN BOURSE.

Dès le versement du premier quart du montant nominal des actions de numéraire, les souscripteurs possèdent le droit d'assister aux assemblées générales.

Les sociétés de capitaux, en cas de non versement par les souscripteurs des sommes qui leur sont réclamées pour la libération de leurs titres, ne disposent pas seulement d'une action personnelle en paiement contre les souscripteurs ; elles peuvent également, soit en vertu d'une clause statutaire prévoyant l'exécution en Bourse, soit en vertu d'une autorisation de justice, faire vendre les actions sur lesquelles les versements appelés n'ont pas été effectués.

La validité des clauses d'exécution en Bourse contenues dans les statuts est admise par la jurisprudence et l'unani-

(1) Trib. comm. Seine, 16 juin 1930 (*J. S.* 1933, p. 52).

(2) Cours de M. le Professeur PERCE ROU, année 1937-1938, p. 591.

(3) Cour Cassation, 23 mars 1914 (*J. S.* 1915, p. 78).

mité de la doctrine (1). Le souscripteur, en signant son bulletin de souscription, conclut un contrat avec la société; s'il n'effectue pas son versement, la condition résolutoire est sous-entendue, conformément à l'article 1184 du Code Civil.

L'exécution en Bourse s'analyse donc comme la résolution du contrat qui lie le souscripteur à la société. En un mot, c'est le remplacement d'un actionnaire par un autre.

Les titres des actionnaires défaillants sont annulés de plein droit du fait de la vente et il est délivré aux acquéreurs sur exécution de nouveaux titres libérés des versements appelés portant les mêmes numéros que les certificats nominatifs annulés.

La Cour de Cassation décide que les acquéreurs sur exécution peuvent participer aux assemblées générales, encore qu'ils aient acheté leurs titres moyennant une somme inférieure au montant des appels de fonds à la suite desquels les actionnaires qui n'y ont pas répondu ont été exécutés et nonobstant la clause des statuts qui refuse aux actionnaires, dont les titres ne sont pas libérés, de concourir aux assemblées générales (2).

La vente des actions ayant eu lieu en Bourse ou par le ministère d'un notaire si les titres ne sont pas cotés, aucune contestation ne peut être soulevée, ni au sujet du prix, ni au sujet du mode de transmission du droit de propriété, par suite l'acquéreur est devenu le véritable titulaire du droit de vote.

(1) Cass. 14 février 1872 (D. P. 1872-I-244). Cass. 11 juillet 1895 (S. 1895-I-329). LABBÉ, note au Recueil Sirey, 1888-I-401. THALLER et PIC, tome II, n° 787. LACOUR et BOUTERON, tome I, n° 400.

(2) Cass. civ., 20 février 1888 (S. 1888-I-401).

La clause statutaire d'exclusion des souscripteurs n'ayant pas libéré le complément de leur mise ne doit pas jouer à l'égard de l'acquéreur sur exécution s'il a réglé le prix atteint en Bourse.

CHAPITRE VII

Le vote par correspondance.

La loi attribue une telle importance aux effets de la discussion en assemblée générale qu'elle interdit ce mode de votation qui fait abstraction de ce qui pourra être dit ou démontré au cours d'une assemblée générale d'actionnaires.

La lecture au siège social par un actionnaire n'assistant pas à l'assemblée et votant par correspondance du bilan, de l'inventaire, du compte de profits et pertes, du rapport des commissaires aux comptes, n'aurait pas le même résultat que leur discussion en assemblée générale. L'opposition fera éclairer les points obscurs et même soulèvera de nouvelles questions qui ne sont pas résolues dans ces documents. Les opinions préconçues seront dissipées, le vote sera éclairé et conforme à l'intérêt social.

L'actionnaire étant incapable d'accomplir son rôle d'associé pourra, dans les diverses assemblées, s'instruire sur les questions de quorum, de majorité, de quitus ; si, par hasard, il est guidé par quelque opposant du conseil d'administration, qui travaille dans son intérêt personnel et méconnaît l'intérêt social, il pourra apprendre à défendre ses intérêts. En somme, les assemblées générales ont pour but de faire l'éducation de l'actionnaire. Malheureusement, le rapport des commissaires aux comptes et les indications qu'ils pourront fournir, puisque leur présence est nécessaire, durant les hostilités, dans les différentes assemblées générales (art. 16, al. 3 du décret-loi du 29 novembre 1939),

n'éclaircissent pas beaucoup le vote des actionnaires, car leur rémunération est fixée par l'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration.

La ratification de quitus de gestions malhonnêtes ne sera pas obtenue aussi facilement qu'au moyen du vote par correspondance qui serait obtenu à la suite de l'envoi par la société de l'avis de convocation allouant un jeton de présence à raison de chaque titre déposé.

Si le vote par correspondance était admis, les actionnaires employant ce mode de votation ne pourraient prendre part au vote des mesures urgentes et imprévues, dont la nécessité se serait révélée au cours d'une assemblée générale.

Le quorum et la majorité devraient être recalculés pour le vote de ces mesures, en faisant abstraction des actions des votants par correspondance. L'adoption de ce mode de votation compliquerait les assemblées et jetteraient le trouble dans l'esprit des actionnaires peu au courant du droit des sociétés.

Des contestations nombreuses surgiraient ; les administrateurs recevant des votes contraires à leurs intérêts pourraient prétendre n'avoir jamais reçu les lettres. L'imposition aux actionnaires du vote par lettre recommandée aurait pour but de rendre encore plus difficile l'obtention du quorum et de la majorité, car les actionnaires se désintéressant totalement de la gestion de la société ne veulent engager aucun frais pour la défense de leur prérogative.

Au cas où un grand nombre d'actionnaires se feraient représenter par des mandataires munis d'instructions formelles, la discussion en assemblée générale perdrait son utilité, car cette réunion n'entraîne de résultats féconds qu'autant qu'elle constitue un échange de réflexions diverses et d'arguments qui s'opposent.

Certains jugements condamnent indirectement le droit de vote par correspondance en déclarant nulles les assemblées générales dont l'accès a été refusé illégalement à des actionnaires formant une minorité pour la raison que la participation des associés exclus aurait pu amener ceux qui étaient présents à changer d'avis (1).

Dans le même ordre d'idées, l'actionnaire prépondérant, bien que maître des décisions des assemblées générales d'actionnaires, est astreint à se soumettre aux formalités prévues par la loi ou par les statuts en ce qui concerne la tenue des assemblées. Il ne peut prendre seul, sans avoir convoqué les autres actionnaires pour en délibérer, les décisions qui intéressent la société.

La loi veut que les actionnaires minoritaires puissent faire connaître les raisons de leur opposition à l'actionnaire principal. Elle espère jusqu'au dernier moment que la minorité pourra, par ses suggestions, modifier le point de vue de l'actionnaire prépondérant, qui est le véritable maître de l'affaire. Aussi, c'est à tort que la Cour de Paris a décidé que « le départ de tous les actionnaires, à l'exception d'un seul possédant assez d'actions pour assurer à lui seul le quorum, n'empêche pas l'assemblée générale ordinaire de prendre des décisions valables lorsque le bureau a été constitué » (2). Cette opération ayant lieu avant toute discussion, l'actionnaire principal n'a pu être impressionné par les réflexions des six autres actionnaires.

(1) Trib. de comm. de Lille, 3 décembre 1923 (*J. S.* 1926, p. 217).

(2) Cour de Paris, 19 juillet 1935 (*S.* 1936-II-33).

CHAPITRE VIII

Délit commis par celui qui vote en se présentant comme propriétaire d'actions ne lui appartenant pas.

L'article 13 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par un décret-loi du 29 novembre 1939 (1), applicable aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés anonymes, punit d'une amende de cinq cents à dix mille francs :

1° les personnes qui, en se présentant comme propriétaires d'actions ne leur appartenant pas, ont participé au vote d'une assemblée générale ;

2° ceux qui ont remis les actions.

Suivant la gravité des cas, la peine de l'emprisonnement de quinze jours à six mois peut, en outre, être prononcée.

Le but du décret-loi du 29 novembre 1939 est de faire connaître les véritables titulaires du droit de vote, attaché à la propriété des titres.

Sous le régime de la loi du 24 juillet 1867, la personne qui votait avec des titres ne lui appartenant pas, en qualité de propriétaire, ne commettait le délit que si elle avait, avec une intention frauduleuse, créé une majorité factice.

Qu'entendait-on par intention frauduleuse ? Un arrêt nous définit la fraude, le fait que dans l'assemblée des votes ont été émis sans droit par leurs auteurs (2). Elle était relevée contre celui qui avait fait partie de l'assemblée constitutive

(1) Décret-loi publié au *Journal Officiel* du 17 décembre 1939.

(2) Cour de Douai, 24 janvier 1899 (D. P. 1900-II-313).

d'une société anonyme comme porteur d'actions sur lesquelles aucun versement n'avait été opéré. Il ne suffisait pas que le prévenu ait pu savoir que les actions, grâce auxquelles il pouvait pénétrer dans l'assemblée, ne lui appartenaient pas, il fallait encore qu'il ait pleine conscience de la gravité de son acte et de la modification que son vote apportait dans la majorité. Aussi cet arrêt précisait que le prévenu était d'autant plus coupable qu'il s'était déjà occupé de la constitution et du fonctionnement d'autres sociétés par actions. En l'espèce, il avait discuté les statuts de la société à créer avec le fondateur et il était destiné à faire partie du conseil d'administration.

La fraude devait avoir pour résultat de créer une majorité factice, c'est-à-dire qu'elle devait changer le sens du vote. La loi n'exigeait pas que tous les votes émis aient un caractère frauduleux, elle était applicable par cela seul que la résolution, qui n'aurait eu pour elle qu'une minorité si la composition de l'assemblée avait été régulière, avait obtenu une majorité grâce à l'intention frauduleuse de faux actionnaires (1). Toutefois, la Cour de Paris a jugé que la participation d'actionnaires fictifs aux assemblées générales dans une mesure quelconque suffit à rendre la majorité factice (2).

Lorsque des actionnaires n'avaient conservé par devers eux que les titres nécessaires pour leur assurer le nombre statutaire maximum de voix et avaient dolosivement réparti entre leurs parents et amis le supplément d'actions qu'ils ne pouvaient personnellement utiliser, la Cour de Cassation estimait qu'ils avaient agi dans le but de créer une majorité factice. Les délibérations étaient annulables

(1) Trib. correct. Seine, 12 mai 1892 (*J. S.* 1892, p. 534).

(2) Cour de Paris, 16 juillet 1895 (*J. S.* 1896, p. 118).

bien que, défalcation faite des actions des personnes irrégulièrement admises, elles aient été votées à une majorité suffisante (1).

Plus récemment, le fait d'une filiale, actionnaire de la société-mère, de céder, pour un prix infime, à des amis complaisants, l'excédent de ses actions, qui ne lui conférait aucune voix supplémentaire, avait été caractérisé de procédé frauduleux (2).

Cette jurisprudence est conforme au décret-loi du 29 novembre 1939, qui punit la personne qui se présente à une assemblée générale comme propriétaire d'actions ne lui appartenant pas, ainsi que celle qui a remis les actions, sans qu'il soit nécessaire de rechercher, ni les intentions des personnes en cause, ni le résultat du vote. L'improbité des mobiles des prévenus n'est plus relevée que comme circonstance aggravante pouvant, le cas échéant, entraîner la peine d'emprisonnement que prononce toujours, à titre facultatif, le dernier alinéa du nouvel article 13 de la loi du 24 juillet 1867.

Le fait de confier ses actions à autrui pour qu'il exerce le droit de vote qui y est attaché n'est pas délictueux, ainsi le mandataire représente valablement le mandant, car il ne s'attribue pas une fausse qualité et, s'il est actionnaire, il n'accroît pas le nombre de ses voix. Mais encore faut-il que le mandat soit prouvé ; si pures que puissent être ses intentions, un administrateur ne peut plus, sans être muni de pouvoirs réguliers, voter valablement avec des titres appartenant à des actionnaires.

Les banques ne peuvent plus utiliser, à l'insu de leurs

(1) Cass. 12 juin 1891 (D. P. 1893-I-430). Cass. 29 juin 1899 (D. P. 1899-I-233).

(2) Cour de Paris, 22 juillet 1938 (*J. S.* 1940, p. 105).

clients, le droit de vote attaché aux titres déposés dans leurs caisses.

L'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, permettant aux statuts de limiter le nombre de voix dont peuvent disposer les actionnaires dans les assemblées générales ordinaires, serait éludé si le décret-loi du 29 novembre 1939 n'avait pas élevé en délit le fait de répartir l'excédent de ses actions entre des mains complaisantes, de façon à leur faire produire des effets au point de vue du vote des délibérations.

La société est-elle astreinte à réclamer à chaque personne déposant des titres au porteur quelques jours avant la tenue de l'assemblée, selon le délai prévu par les statuts, la justification de son droit de propriété sur ces actions ?

L'article 529 du Code Civil range les actions dans la catégorie des meubles. Les titres au porteur se transmettent par tradition, par suite l'article 2279 du Code Civil (en fait de meubles, la possession vaut titre) leur est applicable. Il établit une présomption de propriété en faveur du détenteur de titres au porteur, qui dispense la société d'exiger le bordereau d'achat.

Le nouvel article 13 de la loi du 24 juillet 1867 peut servir à dépister les fraudeurs d'impôt général sur le revenu. L'Administration des contributions directes, se basant sur le nombre de titres avec lequel une personne a voté, pourra la mettre en demeure d'expliquer pourquoi elle ne retrouve pas, dans sa déclaration de revenus annuels, la trace des actions dont elle s'est déclarée propriétaire.

Depuis le 17 mars 1941, le délit de l'article 13 a moins de chance d'être relevé contre une personne, car les titres achetés et maintenus sous la forme au porteur doivent être immobilisés dans la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres. L'agent de change ou l'établissement de

crédit ayant effectué l'achat remet simplement au véritable titulaire du droit de vote, une pièce justificative de son droit de propriété qu'il doit remettre à la société ou à une des banques désignées dans l'avis de convocation pour recevoir les titres en vue de l'assemblée.

CHAPITRE IX

Recours d'un actionnaire contre le vote de la majorité.

La possibilité de décider à la majorité découle de la reconnaissance de la personnalité morale des sociétés de capitaux. Chaque associé ne consent à annihiler sa personnalité devant les décisions de la majorité que sous la condition du respect de la loi et des statuts. L'actionnaire, suivant la très juste expression de M. le Professeur Esmein, « ne doit pas être livré sans défense à l'arbitraire de la majorité du conseil d'administration » (1).

La Cour de Paris considère qu'un actionnaire est fondé à demander la nullité des résolutions prises par une assemblée générale à laquelle il a assisté, quand bien même on le considérerait comme ayant approuvé, soit implicitement par sa présence à l'assemblée, soit directement par son vote, les résolutions adoptées, dès lors que plusieurs des moyens par lui invoqués sont fondés sur des considérations d'ordre public (2).

La Chambre Civile décide qu'un actionnaire, qui s'est abstenu de voter, peut intenter une action en nullité pour défaut de quorum, si la présence d'actionnaires et de mandataires ne présentant pas les qualités requises par les statuts n'a pas été révélée aux actionnaires présents (3). En

(1) Note de M. le Professeur ESMEIN sous Cass. req., 2 janvier 1924 (S. 1924-I-925).

(2) Cour de Paris, 9 mai 1913 (*J. S.* 1914, p. 207).

(3) Cass. civ., 25 février 1918 (*J. S.* 1919, p. 35).

effet, la connaissance du défaut de qualité des votants équivalant à une renonciation d'invoquer la nullité.

La Cour de Paris a établi qu'un actionnaire peut démontrer que le quorum n'est pas atteint par tous les moyens de preuve, même par témoins (1).

L'obligation d'user du droit de vote exclusivement dans l'intérêt social est une obligation juridique contenue dans la convention qui forme le lien social. Se basant sur cette notion, la Cour de Paris a annulé une délibération d'assemblée générale élevant les tantièmes alloués au Conseil d'administration, car elle n'avait été obtenue que grâce aux actions détenues par les administrateurs (2).

L'actionnaire qui exerce son pouvoir de vote en vue d'un intérêt particulier sort des limites de son droit, aussi un jugement du tribunal de commerce de Lille a valablement décidé que les décisions de la majorité s'imposent à la minorité, même si un actionnaire possède à lui seul la plus grande partie des actions, sauf s'il a abusé de l'exercice de son droit de vote (3).

Les actionnaires composant la minorité peuvent donc toujours demander la nullité des délibérations pour abus de pouvoir, en rapportant la preuve que la décision prise a été inspirée, non par l'intérêt général de la société, mais par l'intérêt égoïste et personnel de ceux qui détiennent la majorité.

A propos des pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire, M. le Professeur Esmein a déclaré que « tous les auteurs, en reconnaissant l'omnipotence de l'assemblée générale en vertu du nouvel article 34, réservent le cas où la

(1) Cour de Paris, 27 juillet 1887 (*J. S.* 1889, p. 397).

(2) Cour de Paris, 16 février 1911 (*S.* 1911-II-493).

(3) Trib. comm. Lille, 3 décembre 1923 (*J. S.* 1926, p. 217).

décision aurait été inspirée par la volonté d'avantager certains associés aux dépens de certains autres » (1).

En s'entêtant à exploiter une affaire ne causant que des pertes annuelles, la majorité ne peut imposer des décisions ruineuses à la collectivité, aussi l'article 1871 du Code Civil apparaît comme un moyen suprême de défendre l'intérêt individuel contre l'oppression injustifiée de la majorité qui doit normalement régir la société.

La Cour de Douai admet que la disposition de l'article 1871, d'après laquelle la dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, s'applique aussi bien aux sociétés constituées *intuitu pecuniæ* qu'aux sociétés de personnes (2).

La Chambre des Requêtes décide que la question de savoir s'il y a lieu d'admettre la dissolution d'une société dans les conditions de l'article 1871 du Code Civil est laissée à l'appréciation des juges du fond (3) et que des dissentiments graves doivent être allégués.

L'application de l'article 1871 du Code Civil aux sociétés par actions est nécessaire, car l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 ne permet la dissolution d'une société anonyme qu'en cas de perte des trois quarts du capital social. En cette matière, la Cour de Cassation fait fléchir le droit individuel des actionnaires en décidant que « lorsque l'assemblée générale des actionnaires d'une société anonyme, régulièrement convoquée et saisie d'une proposition de dissolution de la société pour perte des trois quarts du capital social, a été d'avis qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la

(1) Note sous Cass. req., 2 janvier 1924 (S. 1924-I-925).

(2) Cour de Douai, 29 janvier 1894 (D. P. 1894-I-813).

(3) Cass. req., 31 mars 1908 (D. P. 1908-I-253).

dissolution, un associé ne saurait s'adresser à la justice et demander la réformation de la décision prise par l'assemblée » (1).

A plusieurs reprises, en Allemagne, le Tribunal d'Empire a affirmé que le pouvoir de la majorité ne pouvait pas s'exercer au préjudice de l'entreprise ou de la minorité.

Ces principes ont été particulièrement mis en relief dans les procès auxquels ont donné lieu la constitution et le fonctionnement des konzern.

Les décisions rendues ont permis dans un grand nombre de cas de déjouer les visées de la majorité, par exemple, quand celle-ci vote une résolution au sujet de la vente d'une entreprise à une autre société à un prix dérisoire, alors que la vente est faite dans l'intérêt exclusif de la majorité intéressée ; ou au cas où une émission d'actions a été faite à un prix minima au profit d'un groupe, sans avoir égard aux droits des actionnaires (2).

L'exercice du droit de vote apparaît comme une fonction sociale. L'actionnaire ne doit être guidé que par l'intérêt de la collectivité et toutes les fois qu'il est méconnu, les associés sont fondés à se pourvoir en justice pour abus de droit ou détournement de pouvoir.

Le législateur a nettement prévu que les opérations sociales devraient exclusivement avoir pour cause l'intérêt de la masse collective des associés. Un décret-loi du 8 août 1935 a érigé en délit, puni des peines de l'escroquerie, le fait pour le gérant d'une commandite par actions, de faire des biens ou du crédit de la société un usage qu'il sait contraire à l'intérêt de celle-ci, dans un but personnel ou pour favoriser une autre société dans laquelle il est intéressé

(1) Cass. civ., 29 janvier 1894 (D. P. 1894-I-313).

(2) ROSENDORF, dans son étude des konzern, p. 82.

directement ou indirectement (art. 15, al. 6, loi du 24 juillet 1867).

Le législateur a tellement eu dans la pensée une dissociation totale des intérêts sociaux et des intérêts propres à l'un des administrateurs qui gère les affaires sociales, que, dans l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, il a prohibé les marchés que l'un des administrateurs passerait avec la société sans autorisation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

CONCLUSION

La qualité d'actionnaire est suffisante pour conférer valablement le droit de vote. En d'autres termes, le placement d'une modeste somme dans une affaire permet de participer valablement à sa gestion et au contrôle des mandataires sociaux, qui doivent s'inspirer de l'intérêt social et non de leur intérêt personnel dans les décisions qu'ils prennent en vue de contribuer au développement de la prospérité de la société.

Supérieur aux législations allemande, anglaise et américaine, notre Droit ne permet pas à l'actionnaire de faire argent de son droit de vote, droit essentiel qui ne peut lui être enlevé arbitrairement. Il fait partie inhérente du droit au dividende, qui constitue la seconde prérogative de l'action.

Le législateur français a eu le souci d'attirer le plus grand nombre possible d'actionnaires aux assemblées générales, dans lesquelles se décident les mesures dépassant la compétence du conseil d'administration, tel est le but des lois du 1^{er} août 1893, du 22 novembre 1913 et du 13 novembre 1933, complétée par un décret-loi du 30 octobre 1935. Mais, à aucun moment, le législateur n'a songé à faire intervenir la notion de connaissance du droit des sociétés pour conférer le droit de vote. Or, c'est précisément de ce côté qu'il aurait dû se tourner.

L'exercice du droit de vote devrait être confié aux per-

sonnes capables de contrôler les agissements des dirigeants et du conseil d'administration. Mieux vaudrait que la société soit dirigée efficacement par une minorité d'actionnaires capables que par un ensemble d'ignorants qui ne travaillent que dans l'intérêt personnel des membres du conseil d'administration. Ces actionnaires devraient avoir une partie importante de leur fortune personnelle dans la société, car une affaire n'est sainement bien gérée que si l'intérêt social se confond avec celui de ses dirigeants. La recherche de leurs qualités morales devrait intervenir afin qu'il n'y ait aucune collusion possible avec les administrateurs aux dépens des petits épargnants qui apportent en toute confiance leurs économies.

La pratique des jetons de présence, favorisant le développement des pouvoirs en blanc, basée sur l'appât du gain des actionnaires confiant leurs intérêts à n'importe quel mandataire pour toucher un modeste profit pécuniaire, devrait être interdite.

La vente à réméré, le report et la vente dont le prix n'est pas réglé lors de la signature du contrat, ne devraient pas transférer le droit de vote, car ces opérations permettent la ratification de gestions malhonnêtes et d'actes antisociaux.

Si le législateur ne veut pas réserver le droit de vote aux seuls actionnaires capables, il devrait réformer l'institution des commissaires aux comptes.

Leur rémunération devrait être uniforme et déterminée par le législateur en fonction de l'importance des sociétés, leurs qualités morales devraient faire l'objet d'une étude approfondie. Ils devraient prêter serment en justice, sous réserve de peines sévères, d'être les conseillers éclairés et désintéressés des actionnaires, car le but suprême de cette

institution est de renseigner et, en somme, d'éduquer les détenteurs d'actions.

Par contre, les actionnaires devraient être contraints de se rendre au siège social afin de prendre connaissance et même copie des documents sociaux mis à leur disposition. Leur présence personnelle devrait être obligatoire pour les décisions graves à prendre et le vote par mandataire ne devrait pouvoir s'exercer que dans des cas strictement déterminés et peu importants.

La loi récente du 28 février 1944, améliorant la tenue des assemblées générales, en ce qu'elle permet d'individualiser les actionnaires, développera le nombre des détenteurs de titres nominatifs, mais, sauf de rares exceptions, elle n'améliorera pas l'exercice du droit de vote, si nous nous basons sur la capacité des titulaires actuels d'actions nominatives. Ceux-ci, comme les détenteurs de titres au porteur, ignorent tout de l'affaire à laquelle ils sont intéressés. La plupart d'entre eux ne savent même pas distinguer une action d'une obligation.

L'incompétence notoire des actionnaires permet d'expliquer que des affaires, en apparence prospères, sombrèrent lorsque des périodes difficiles surviennent.

Vu :

Le Doyen,

G. RIPERT.

Vu :

Le Président,

René MOREL.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

- ARTHUYS. — *Traité des sociétés commerciales.*
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité théorique et pratique de Droit civil*, Paris, 1905-1908.
- CAPITANT. — *Vocabulaire juridique.*
- G. CHAMBAZ et J. LEBLOND. — *Précis des sociétés.*
- COLIN, CAPITANT et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. — *Cours élémentaire de Droit civil*, Dalloz, 1935.
- COPPER-ROYER et ses Fils. — *Traité des sociétés*, Paris, 1938.
- H. DECUGIS. — *Traité pratique des sociétés par actions*, 1931.
- J. ESCARRA, E. ESCARRA et J. RAULT. — *Principes de droit commercial*, Sirey, 1934-1937.
- C. HOUPIN et H. BOSVIEUX. — *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales*, Paris, 1935, avec un supplément paru en 1937.
- JOSSERAND. — *Cours de Droit civil positif français*, Sirey, 1932-1933.
- LACOUR et BOUTERON. — *Précis de Droit commercial.*
- LYON-CAEN, RENAULT et AMIAUD. — *Traité de Droit commercial.*
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité théorique et pratique de Droit civil français*, Paris, 1925-1934.
- RESTEAU. — *Traité des sociétés anonymes belges*, 1934.
- ROUSSEAU. — *Des sociétés commerciales françaises et étrangères.*
- THALLER et PIC. — *Traité des sociétés.*
- THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de Droit commercial*, Paris, 1931.

WAHL. — *Précis théorique et pratique de Droit commercial*, Paris, 1922.

Ouvrages spéciaux :

AMIAUD. — *Les nouvelles formes d'ententes entre producteurs devant la loi pénale*, thèse, Paris, 1914.

— *Traité théorique et pratique des comptes de réserves dans les sociétés par actions*, Sirey, 1920.

BAUDOUIN-BUGNET. — *Le contrôle des sociétés et la protection de l'épargne en Allemagne*, Paris, 1934.

— *Une nouvelle phase de l'évolution capitaliste en Allemagne (la loi du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions)*, Paris, 1938.

— *Les sociétés par actions en Allemagne*, Paris, 1939.

BAUDOUIN-BUGNET et Gilles GOZARD. — *La direction des sociétés par actions en France et en Allemagne*, Paris, 1941.

A. BOSVIEUX. — *De l'organisation et des pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire sous le régime de la loi du 1^{er} mai 1930*, Sirey, 1933.

BOURCART. — *De l'organisation et des pouvoirs des assemblées générales dans les sociétés par actions, notamment au point de vue des modifications à apporter aux statuts*, 1905.

P. CHEMINAIS. — *Des sociétés de gestion des valeurs mobilières étrangères*.

— *La réglementation du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions*. — *Loi du 13 novembre 1933. — Textes et commentaires*.

A. CHÉRON. — *De l'actionnariat des collectivités publiques*, Sirey, 1928.

COPPER-ROYER. — *La loi du 13 novembre 1933 et les actions à droit de vote privilégié*, Dalloz, 1934.

R. DAVID. — *La protection des minorités dans les sociétés par actions*, thèse, Paris, 1928.

- DÉCUGIS. — *La loi britannique du 10 mai 1929 sur les sociétés par actions*, Paris, 1933.
- DOLBEAU et CANTENOT. — *Réforme de la législation. Commentaire des décrets-lois d'août-octobre 1935 et du décret-loi du 31 août 1937*, Rousseau, 1936-1938.
- J. DU GARREAU DE LA MÉCHENIE. — *Les droits propres à l'actionnaire*.
- M. GÉGOUT. — *Filiales et groupements de sociétés*, Sirey, 1929.
- P. MARIA. — *Etude sur les actions de jouissance et l'amortissement du capital dans les sociétés par actions*.
- MATHIEU et BOURGUIGNAT. — *Commentaire de la loi du 24 juillet 1867*.
- H. MAZEAUD. — *Le vote privilégié dans les sociétés par actions*, Paris, 1924.
- L. MAZEAUD. — *Le problème des unions de producteurs devant la loi française*, Paris, 1924.
- A. PERCEROU. — *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions*, thèse, Paris, 1932.
- J. PERCEROU. — *La réforme des sociétés par actions*, Rousseau, 1934.
- POLTI. — *Les droits des actionnaires*, 1936.
- A. POTTIER. — *Les actions à vote plural. Leur réglementation*, 1934.
- P. SAUTAL. — *L'usufruit des valeurs mobilières*, 1925.
- H. SOLUS. — *Le nouveau régime légal des actions à droit de vote privilégié (loi du 13 novembre 1933)*, Rousseau, 1934.
- *La réforme du droit des sociétés par les décrets-lois de 1935 et de 1937*, Sirey, 1938.
- A. TAMBOISE. — *La stabilité du contrôle dans les sociétés par actions*, Rousseau, 1929.
- J. TAMBOISE. — *Le nouveau régime du droit de vote dans les sociétés par actions, d'après la loi de 1933*, Lille, 1935.

- J. TCHERNOFF. — *Les syndicats financiers*, Sirey, 1930.
— *Ententes économiques et financières*, Sirey, 1933.

Articles de revues :

Annales de Droit commercial :

- Karl ADLER. — *La transmission du droit de vote attaché aux actions*, 1924.

- J. ESCARRA. — *Les restrictions conventionnelles de la transmissibilité des actions*, 1911.

— *A propos des actions à droit de vote privilégié*, 1927.

- J. PERCEROU. — *Des syndicats de producteurs*, 1897.

— *La question des actions à droit de vote privilégié : suppression ou réglementation*, 1930.

- G. RIPERT. — *Quelques mots sur la nature juridique de l'amortissement des actions*, 1907.

Brochure de l'Association nationale des sociétés par actions :
Commentaire du décret-loi du 31 août 1937.

- DALLOZ. — *Jurisprudence générale.*

— *Recueil hebdomadaire de jurisprudence.*

Gazette du Palais.

Gazette des sociétés.

Gazette des tribunaux.

Journal Officiel de la République française.

Débats parlementaires : Sénat, 1931. — Chambre des Députés, 1926-1933.

Journal de Droit international privé :

- PERROUD. — *Le changement de nationalité des sociétés anonymes*, 1926.

Journal des sociétés civiles et commerciales :

- H. BOSVIEUX. — *De la détermination, en vue de fixer la nationalité des sociétés par actions, du lieu de leur véritable siège social*, 1907.

— *De la notion d'avantage particulier*, 1927.

- *De la distinction entre les avantages particuliers soumis à vérification et les avantages soumis à l'approbation d'assemblées spéciales*, 1930.
- *La nouvelle réglementation du droit de vote dans les sociétés par actions*, 1934.
- H. BOSVIEUX. — *De la mise à la disposition des actionnaires des propositions de modifications aux statuts (loi du 13 avril 1935)*, 1935.
- *Des nouvelles règles relatives à l'établissement des comptes et du droit de communication des actionnaires dans les sociétés anonymes*, 1936.
- *De l'accès aux assemblées générales d'actionnaires et du droit de vote attaché aux actions (décret-loi du 30 octobre 1935)*, 1936.
- *Des conditions restrictives de la liberté du droit de vote dans les assemblées générales des sociétés par actions*, 1939.
- P. CORDONNIER. — *De l'égalité entre actionnaires*, 1924.
- *L'actionnaire peut-il céder son droit de vote?* 1927.
- *Le caractère social du droit de vote*, 1929.
- *L'usage des pouvoirs en blanc dans les assemblées d'actionnaires*, 1934.
- DECUGIS. — *L'abus de droit dans les sociétés par actions*, 1925.
- *La suppression des actions à vote plural et ses conséquences*, 1930.
- *La loi du 28 février 1941 relative à la forme et à la négociation des actions*, 1941.
- G. PIOT. — *Extension du délit de majorité factice (décret-loi du 29 novembre 1939)*, 1940.
- *Extension des droits et des devoirs des commissaires de surveillance (art. 16, al. 3 du décret-loi du 29 novembre 1939)*, 1940.
- WAHL. — *Des mandataires aux assemblées générales dans les sociétés par actions*, 1905.

WAHL. — *Des droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire sur les titres, leurs produits et leurs accessoires*, 1925.

Recueil juridique des sociétés :

R. MICHEL. — *De la cession du droit de vote attaché aux actions*, 1926.

— *Le régime légal du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires*, 1934.

Revue critique de législation et de jurisprudence :

KAYSER. — *Les syndicats de blocage des titres au porteur*, 1934.

Revue politique et parlementaire :

WAHL. — *Pour les actions à vote plural*, 1930.

Revue des sociétés :

AUGER. — *Le nouveau régime des actions à vote plural*, 1933.

BONNECASE. — *Contre les actions à vote plural*, 1931.

J. MOLIERAC. — *La révision de la loi sur les sociétés par actions*, 1933.

H. SOLUS. — *Les actions à droit de vote privilégié*, 1923.

Revue trimestrielle du Droit des sociétés :

PIC et KRÉHER. — *De la réglementation du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires et des actions à vote plural (loi du 13 novembre 1933)*, 1934.

Semaine juridique :

BESSON. — *Le droit de vote dans les assemblées des sociétés par actions*, 1933.

SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Etude de la question : le droit de vote de l'actionnaire.	7
---	---

PREMIERE PARTIE

Les conditions du droit de vote.

Plan de la première partie	13
----------------------------------	----

CHAPITRE PREMIER.

Attribution du droit de vote.

En vertu d'un décret-loi du 30 octobre 1935, une voix est obligatoirement attachée aux actions de plus faible valeur nominale. Ses conséquences	14
---	----

Toute action confère-t-elle valablement le droit de vote à son titulaire?

Etude des différentes catégories d'actions :

1) les actions industrielles	15
2) les actions de numéraire et d'apport	16
3) les actions de jouissance	19
4) les actions de priorité et les actions à droit de vote privilégié, dont la légalité a été reconnue par Thaller en 1911	20

La suppression des actions à droit de vote privilégié par les lois du 26 avril 1930 et du 13 novembre 1933.	23
---	----

Existence en Angleterre et en Amérique d'actions dénommées « no voting shares »	28
---	----

La loi allemande du 30 janvier 1937 sur les sociétés anonymes permet la création d'actions privilégiées sans droit de vote	29
L'actionnaire français peut-il exercer son droit de vote avec efficacité?	31

CHAPITRE II

Les conditions d'accès aux assemblées des sociétés anonymes et en commandite par actions.

Ces conditions varient avec l'objet de l'assemblée ..	32
---	----

Section I. — L'accès aux assemblées constitutives des sociétés anonymes et en commandite par actions.

L'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 décide que tout souscripteur du capital social d'une société anonyme prend part aux délibérations	33
Malgré le silence de la loi, la solution de l'article 27 doit être étendue aux commanditaires	34

Section II. — L'accès aux assemblées générales ordinaires des sociétés en commandite par actions et anonymes.

L'objet des assemblées ordinaires	34
L'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 permet aux statuts d'imposer la possession d'un certain nombre d'actions pour être admis aux assemblées ordinaires des sociétés anonymes. Toutefois, depuis 1935, ce minimum statutaire est inférieur ou égal à vingt actions de plus faible montant nominal	34
Les statuts des sociétés en commandite par actions ne peuvent stipuler un minimum supérieur à vingt actions ou au vingt millième du capital social	36

La loi du 1 ^{er} août 1893 a permis le groupement des actionnaires ne disposant pas du minimum statutaire à l'effet de se faire représenter par l'un d'eux	37
La loi du 22 novembre 1913 a étendu le droit de groupement aux petits actionnaires des sociétés anonymes constituées antérieurement à la date du 1 ^{er} août 1893	38
En cas de silence des statuts, comment est réglementé l'accès à l'assemblée générale ordinaire des sociétés par actions?	38
L'intrusion dans une assemblée ordinaire d'actionnaires ne disposant pas du minimum statutaire n'est pas une cause de nullité, lorsque, défection faite des suffrages irrégulièrement émis, il subsiste une majorité pour le maintien des décisions prises	38

Section III. — L'accès aux assemblées générales extraordinaires des sociétés anonymes et en commandite par actions.

La loi du 24 juillet 1867 étant muette sur les conditions d'accès aux assemblées extraordinaires, fallait-il appliquer le principe du suffrage universel ou se référer aux statuts?	39
La loi du 22 novembre 1913 a consacré le suffrage universel	41
La loi du 1 ^{er} mai 1930 applique le principe du suffrage universel à toutes les sociétés anonymes et en commandite par actions constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867	41

CHAPITRE III

**Nombre de voix dont disposent les commanditaires
et les actionnaires dans les assemblées.**

La loi du 13 novembre 1933 a posé le principe général de la proportionnalité du droit de vote au capital souscrit. Toutefois, elle a laissé subsister des actions à droit de vote double et les actions à droit de vote privilégié existant lors de sa promulgation dans les sociétés d'économie mixte et les sociétés concession-

naires hors de la métropole 43

*Section I. — Nombre de voix dont disposent
les commanditaires et les actionnaires
dans les assemblées constitutives.*

Le nombre de voix dont peut disposer tout souscripteur du capital social d'une société anonyme ne peut être supérieur à dix. Ce maximum a été maintenu par la loi du 13 novembre 1933, complétée par un décret-loi du 30 octobre 1935 43

En cas de silence des statuts, quel est le nombre de voix dont disposent les souscripteurs dans les assemblées constitutives des sociétés anonymes? 45

Aucune disposition légale ne règle l'accès des commanditaires aux assemblées constitutives, par suite la loi du 13 novembre 1933 trouve son application 45

*Section II. — Nombre de voix dont disposent
les commanditaires et les actionnaires
dans les assemblées ordinaires.*

L'objet des assemblées ordinaires 46

Les commanditaires possèdent, en vertu de la loi du 13 novembre 1933, un nombre de voix proportionnel au capital souscrit	46
Malgré la loi du 13 novembre 1933, complétée par un décret-loi du 30 octobre 1935, les statuts peuvent valablement limiter le nombre de voix afférent à chaque actionnaire	46
En cas de silence des statuts, quelle est la puissance de vote des actionnaires dans les assemblées ordinaires?	49

Section III. — Nombre de voix dont disposent les commanditaires et les actionnaires dans les assemblées extraordinaires.

Sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, aucune disposition légale ne réglait la puissance de vote des commanditaires et des actionnaires dans les assemblées générales extraordinaires	49
La loi du 22 novembre 1913, non rétroactive, interdisait toute clause statutaire limitant le nombre de voix de tout actionnaire	50
La loi du 1 ^{er} mai 1930, applicable à toutes les sociétés anonymes et en commandite par actions constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, permet une limitation uniforme du nombre de voix dont disposent les commanditaires et les actionnaires	52

Section IV. — Les actions à droit de vote double.

La doctrine se prononçait en faveur de la réglementation du droit de vote privilégié	53
Le législateur de 1933 déterminant la puissance de vote	

en fonction du capital « souscrit » permet un privilège de vote au profit des détenteurs d'actions partiellement libérées	55
Texte de l'alinéa 2 de l'article 1 ^{er} de la loi du 13 novembre 1933	56
Les statuts peuvent valablement exclure les étrangers du privilège du double droit de vote	56
Quelles sont les conditions que doivent remplir les actions pour conférer un droit de vote double à leurs titulaires ?	
Justification de l'octroi d'une seule voix supplémentaire	58
Les actions doivent être nominatives	59
Ces actions nominatives doivent être intégralement libérées	62
Le privilège du double droit de vote peut être accordé par les statuts à toutes les actions remplissant cette double condition dès l'origine et par une assemblée générale extraordinaire ou par les statuts aux actions entièrement libérées et nominatives depuis deux ans au moins	64
Quel est le point de départ du délai de deux ans ?	69
Le privilège du double droit de vote disparaît en cas de conversion ou de cession des actions, sauf si la cession est faite à titre gratuit en faveur d'un conjoint ou d'un parent au degré successible	70
Le privilège du double droit de vote subsiste lorsque les actions nominatives jouissant de ce privilège sont transmises par suite de succession <i>ab intestat</i> , ou testamentaire ou de partage de communauté de biens entre époux	73

Si une société transforme ses titres en coupures inférieures au montant de la coupure originaire, est-ce que les actions d'un montant nominal moindre remises en échange d'une action nominative à droit de vote double vont se voir conférer ce privilège ?	75
La publication des cours des actions doit révéler l'existence d'actions à droit de vote privilégié	76
Effets du droit de vote double	76

Section V. — Les actions à droit de vote privilégié.

Le droit de vote privilégié subsiste dans les sociétés d'économie mixte et les sociétés concessionnaires ayant pour objet des exploitations situées hors de la France métropolitaine	77
L'objet des sociétés d'économie mixte	77
Comment faut-il entendre l'expression « exploitations concédées » ?	79
La loi du 13 novembre 1933 est d'ordre public interne, par conséquent, elle ne régit ni les sociétés étrangères, ni les sociétés par actions créées sous l'empire de la législation d'un pays de protectorat ou sous mandat	82

CHAPITRE IV

La liberté du vote dans les assemblées.

Teneur du décret-loi du 31 août 1937	85
--	----

Section I. — La nullité des clauses portant atteinte au libre exercice du droit de vote.

Avant le décret-loi du 31 août 1937, quel était le sort de telles clauses ?	85
---	----

Que faut-il entendre par le mot « clause »?	87
Faut-il admettre que toute réglementation du droit de vote porte atteinte à son libre exercice?	88

*Section II. — Le sort des conventions antérieures
à la promulgation du décret-loi du 31 août 1937.*

Ces clauses sont réputées non écrites. La sanction est celle de l'article 900 du Code Civil	89
Les contrats contenant les clauses annulées ont pu être résiliés à la demande des parties dans les trois mois à compter de la promulgation du décret-loi	90

*Section III. — Clauses et conventions susceptibles
d'être annulées par application du décret-loi
du 31 août 1937.*

I. — Clause statutaire obligeant les titulaires d'ac-
tions au porteur à déposer leurs titres quelques jours
avant la tenue de l'assemblée.

Est-ce qu'une telle clause prive les actionnaires de leur
droit de vote? 90

II. — Clause statutaire excluant des assemblées les
commanditaires ou les actionnaires ne possédant pas
leurs actions depuis un certain temps.

Diverses opinions sont soutenues par MM. Ripert,
Rousseau, Houpin et Bosvieux 91

III. — Clause statutaire subordonnant le droit de vote
à l'agrément du conseil d'administration. Exemple de
ces clauses qui s'est présenté devant la Cour de Poi-
tiers : les cessions d'actions devaient être notifiées au
conseil d'administration. A défaut de l'accomplissement
de cette formalité, le nouvel acquéreur était exclu des
/ assemblées 93

IV. — Clause statutaire interdisant l'accès des assemblées à l'actionnaire n'ayant pas répondu à un appel de fonds lancé par la société.

Cette clause est reconnue valable par la jurisprudence.

M. Decugis la justifie comme une application de l'exception *non adimpleti contractus* 94

L'exclusion des actionnaires en retard ne peut avoir lieu de plein droit 94

V. — La cession du droit de vote.

En Angleterre et en Amérique, il existe des actions dénommées « no voting shares ». La loi allemande du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions permet la création d'actions privilégiées sans droit de vote 95

En Droit français, l'actionnaire peut-il valoriser son droit de vote ? La solution affirmative a été soutenue par M. Raymond Michel, mais la Cour de Cassation et l'unanimité de la doctrine se prononce en sens contraire 95

Quelles conséquences produirait la cession du droit de vote, si elle était permise ? 99

VI. — La renonciation au droit de vote.

Les effets sont les mêmes qu'en cas de cession du droit de vote. Avant le décret-loi du 31 août 1937, la Cour de Paris avait déjà condamné cet abandon du droit de vote par l'actionnaire 100

VII. — Le mandat irrévocable.

Lyon-Caen et Renault, faisant remarquer que le mandat irrévocable n'équivalait pas à une cession temporaire du droit de vote, reconnaissent la validité du mandat irrévocable avant la promulgation du décret-loi

du 31 août 1937. La jurisprudence de la Cour de Cassation adoptait la même solution	101
Le décret-loi du 31 août 1937 a bouleversé cette solution et, avec raison, un jugement du tribunal de commerce de la Seine a nié la validité du mandat irrévocable	102

VIII. — La promesse de voter dans un sens déterminé.

Les actionnaires s'engagent à voter dans le sens préalablement arrêté par la majorité du groupe, par suite cette promesse tombe sous le coup du décret-loi du 31 août 1937	102
Quelle était l'attitude de la jurisprudence avant le décret-loi du 31 août 1937 ?	103

IX. — Les conventions de blocage.

Définition du syndicat de blocage. Buts poursuivis par les administrateurs	104
Les syndicats de blocage doivent être complétés par les conventions de blocage se présentant sous deux formes distinctes	105
M. Solus reconnaît la validité des conventions de blocage	106

X. — Clause permettant à une tierce personne d'utiliser le droit de vote des actionnaires ne l'exerçant pas. Exemple du contrat intervenu entre la Franco-Wyoming Oil Company et la Franco-Wyoming Securities Corporation jouant le rôle de trustee	107
---	-----

XI. — La loi du 28 février 1941 relative à la forme et à la négociation des actions.

Cette loi ordonne le blocage des actions au porteur des sociétés françaises et étrangères achetées postérieurement à la date du 17 mars 1941. Ses conséquences ..	109
---	-----

DEUXIEME PARTIE

L'exercice du droit de vote.

Plan de la seconde partie	115
---------------------------------	-----

CHAPITRE PREMIER.

Le mode normal d'exercice du droit de vote.

Comment s'effectue la convocation des actionnaires aux diverses assemblées? La réforme apportée par un des décrets-lois du 30 octobre 1935	116
--	-----

Section I. — L'exercice du droit de vote dans les assemblées constitutives des sociétés anonymes et en commandite par actions.

Les souscripteurs n'ont pas à justifier qu'ils sont por- teurs d'au moins une action pour avoir accès à ces assemblées	116
--	-----

Nomination des commissaires aux apports par la pre- mière assemblée constitutive et vérification de la va- leur des apports et des avantages particuliers par la seconde assemblée constitutive	117
--	-----

Section II. — L'exercice du droit de vote dans les assemblées ordinaires des sociétés anonymes et en commandite par actions.

L'objet des assemblées générales ordinaires	119
L'actionnaire, qui veut exercer son droit de vote, doit justifier sa qualité d'actionnaire et de possesseur de la quantité de titres requise par les statuts, au cas où l'accès de l'assemblée générale ordinaire n'est pas ou- vert à tout actionnaire	120

- Principe de l'immutabilité de la forme du bilan, du compte de profits et pertes et des méthodes d'évaluation de l'inventaire. Un décret-loi du 31 août 1937 prescrit aux administrateurs d'indiquer les profits ou les pertes de provenances diverses figurant au compte de profits et pertes 123
- L'article 12 de la loi du 24 juillet 1867 régissant les sociétés en commandite par actions décide que tout commanditaire peut prendre par lui ou par un fondé de pouvoir, au siège social, communication du bilan, des inventaires et du rapport du conseil de surveillance. Un décret-loi du 30 octobre 1935, remaniant profondément l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 applicable aux sociétés anonymes, déclare que l'actionnaire peut se faire soumettre, quinze jours avant l'assemblée ordinaire, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et généralement tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'assemblée. Quelle est la liste des actionnaires qui doit être communiquée? 125
- A toute époque de l'année, tout actionnaire peut prendre copie, par lui-même ou par un mandataire, de tous les documents qui ont été soumis aux trois dernières assemblées générales ordinaires et des procès-verbaux de ces assemblées 129
- Comment faut-il entendre le mot « communiquer » ? 131
- Le législateur de 1935 a écarté l'action en nullité de l'assemblée générale ordinaire au cas où la société méconnaîtrait les formalités qu'il a imposées dans l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 132

Comment le vote est-il obtenu dans les assemblées générales ordinaires ?	132
--	-----

Section III. — L'exercice du droit de vote dans les assemblées générales extraordinaires des sociétés anonymes et en commandite par actions.

Objet des assemblées générales extraordinaires : modification des statuts dans toutes leurs dispositions, sauf l'interdiction pour l'assemblée générale extraordinaire de changer la nationalité de la société et d'augmenter les engagements des actionnaires	132
La loi du 13 avril 1935 prescrit la communication du texte des résolutions à mettre aux voix quinze jours avant la tenue de toute assemblée extraordinaire ..	135
Comment le vote est-il obtenu dans les assemblées extraordinaires ?	138

Section IV. — Les jetons de présence.

L'attribution d'un jeton de présence à raison de chaque titre déposé se justifie par la nécessité pour les sociétés par actions d'obtenir le quorum et la majorité de leurs assemblées	139
Conséquence de l'allocation des jetons de présence : développement du nombre des pouvoirs en blanc ..	140

CHAPITRE II

**Le droit de vote des actionnaires
ayant un intérêt personnel.**

Le paragraphe 114 de la loi allemande du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions interdit de voter aux actionnaires dont l'intérêt personnel est en opposition avec l'intérêt collectif	141
--	-----

*Section I. — Les apporteurs en nature
et les bénéficiaires d'avantages particuliers.*

Les articles 4 et 24 de la loi du 24 juillet 1867 enlèvent tout droit de vote aux apporteurs en nature et aux bénéficiaires d'avantages particuliers lors de la vérification de leurs apports en nature et de leurs avantages particuliers	141
Quels sont les apports soumis à la vérification ?	142
Un apporteur peut-il voter comme souscripteur d'actions de numéraire ou comme mandataire d'un souscripteur ?	143
La participation d'apporteurs en nature ou de bénéficiaires d'avantages particuliers au vote des délibérations les vicie-t-elles ?	145

*Section II. — Les administrateurs de sociétés anonymes
et les gérants des commandite par actions.*

L'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 interdit aux administrateurs de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la société ou pour son compte, sauf s'ils sont autorisés par l'assemblée ordinaire annuelle	145
A quelles conventions s'applique cette interdiction ? ..	146
Quelle forme doit revêtir l'autorisation ?	147
Le compte rendu spécial de l'exécution des marchés autorisés répond-t-il au vœu du législateur ?	147
Les administrateurs, en tant qu'actionnaires, prennent-ils part au vote de la délibération leur accordant l'autorisation et, d'une manière générale, au vote sur une	

question à laquelle ils sont tout particulièrement intéressés ? La Cour de Cassation adopte la solution affirmative et la doctrine se prononce dans le même sens 148

Section III. — Les commissaires aux comptes.

L'article 16 du décret-loi du 29 novembre 1939 prescrit aux commissaires aux comptes des sociétés anonymes d'assister aux assemblées générales 150

Les commissaires aux comptes ont voix délibérative s'ils sont actionnaires 151

Section IV. — L'actionnaire prépondérant.

Les résolutions prises au cours des assemblées dépendent de la volonté de l'actionnaire prépondérant 152

La jurisprudence reconnaît formellement l'existence de l'actionnaire majoritaire qui peut, par son vote, révoquer les administrateurs en désaccord avec lui. 153

L'abus de droit commis par l'actionnaire prépondérant peut être invoqué par les actionnaires minoritaires. 153

CHAPITRE III

Le vote par mandataire.

Le législateur permet le vote par mandataire 155

Section I. — La représentation des actionnaires ne possédant pas le minimum statutaire d'actions pour avoir accès aux assemblées générales ordinaires.

La loi du 1^{er} août 1893 permet le groupement des petits actionnaires ne possédant pas le chiffre statutaire. Comment se font-ils représenter ? 155

La loi du 22 novembre 1913 a étendu le droit de groupement aux actionnaires de toutes les sociétés anonymes constituées sous l'empire de la loi de 1867 156

Section II. — La représentation des commanditaires et des actionnaires.

La notion d'*intuitus pecuniæ* explique la validité du vote par mandataire, dont la capacité est déterminée par les statuts 157

La loi n'impose aucune forme au pouvoir remis par l'actionnaire à son mandataire 158

Le mandataire ne peut voter que sur les questions portées à l'ordre du jour et dans le sens indiqué par son mandant 159

L'actionnaire est lié par le vote de son mandataire 159

Section III. — Les pouvoirs en blanc.

Le rôle des banques 160

Quelles indications figurent sur les pouvoirs en blanc ? 161

Leur nature et leurs effets 161

L'interdiction des pouvoirs en blanc par le législateur allemand de 1937 162

Section IV. — L'indivisibilité du droit de vote.

Ce principe est consacré par l'article 37 de la loi belge du 18 mai 1873 et par la loi allemande du 30 janvier 1937. Bien que non formulé par le législateur français, sa validité est reconnue même en cas de silence des statuts. Les copropriétaires sont représentés par un mandataire unique 162

La division des actions entièrement libérées en stocks. 163

CHAPITRE IV

L'exercice du droit de vote des personnes incapables.

Une distinction doit être faite entre les individus complètement incapables et les personnes pouvant faire des actes d'administration 165

Section I. — La représentation du mineur, de l'absent, de l'interdit et de l'aliéné non interdit.

Ces personnes possèdent le droit de vote, mais elles ne peuvent l'exercer par elles-mêmes. Leur représentant légal peut-il les représenter valablement? 165

Le vote d'un aliéné non interdit, ni interné peut-il être contesté lorsque la puissance de vote de ce fou a été telle qu'elle a déplacé la majorité? 167

Section II. — L'exercice du droit de vote du mineur émancipé, du prodigue et de la femme mariée.

Le mineur émancipé, le prodigue peuvent valablement assister aux assemblées générales 167

Le droit de vote est un pur acte d'administration, par suite la femme peut exercer le droit de vote attaché à des actions sous tous les régimes où elle conserve l'administration de ses biens propres 167

La femme et le mari peuvent-ils être tous deux actionnaires de la même société par actions? 169

CHAPITRE V

L'exercice du droit de vote des actionnaires ayant subi un démembrement de leur droit de propriété.

Lorsqu'il existe deux droits sur une même action, comment déterminer le titulaire du droit de vote? 170

Section I. — Actions sur lesquelles existe un droit d'usufruit.

La loi du 9 mars 1891 attribue un usufruit au conjoint survivant	170
Le problème de la recherche du titulaire du droit de vote ne se pose qu'en cas de silence des statuts et lorsque les titres sont nominatifs	171
Différents systèmes proposés	171
L'usufruitier peut-il consentir des actes de disposition ?	172

Section II. — Actions données en nantissement.

Le droit de propriété reste entre les mains du débiteur, par suite ce dernier peut exercer le droit de vote atta- ché à ses actions	173
Le cessionnaire d'actions au porteur données en nan- tissement est, dès l'instant de la vente, propriétaire des titres	174
Le débiteur peut donner mandat à son créancier gagiste de voter en son lieu et place	175

Section III. — Actions données en dépôt.

Le déposant ne perd pas son droit de vote	175
Le séquestre peut-il représenter des actionnaires aux assemblées générales ?	176

CHAPITRE VI

**Exercice du droit de vote
en cas de vente d'actions.**

Définition du contrat de vente	179
--------------------------------------	-----

Section I. — La cession d'actions d'apport.

La loi du 1^{er} août 1893 a interdit la négociation des ac-
tions d'apport pendant les deux ans qui suivent la

constitution définitive de la société. Quel est le sens du mot « négociation » ?	179
Forme des actions d'apport	181
La cession civile des actions d'apport au porteur confère valablement le droit de vote au cessionnaire. Ses effets	182

Section II. — La vente d'actions.

Le titre à ordre. Son mode de transmission	183
Comment s'effectue la transmission des actions nominatives ? Les effets du transfert	184
Nature des actions au porteur. A quel moment l'acheteur en devient-il propriétaire ?	185

Section III. — Actions en report ou acquises à réméré.

Définition du report. Le reporteur possède le droit de vote sauf s'il est prouvé que son intention est de fausser le vote	187
Définition du réméré. Ses effets	188

Section IV. — L'exécution en Bourse.

Le versement du premier quart de la valeur nominale des actions confère la qualité d'actionnaire	189
La validité des clauses d'exécution en Bourse	189
L'acquéreur sur exécution peut participer aux assemblées générales d'actionnaires	190

CHAPITRE VII

Le vote par correspondance.

Importance des effets de la discussion en assemblée générale '	192
--	-----

Inconvénient du vote par correspondance : les actionnaires ne pourraient prendre part au vote des mesures surgissant en cours de séance	193
---	-----

CHAPITRE VIII

Délit commis par celui qui vote en se présentant comme propriétaire d'actions ne lui appartenant pas.

Teneur du décret-loi du 29 novembre 1939	195
Régime de la loi du 24 juillet 1867	195
Depuis la promulgation du décret-loi du 29 novembre 1939, les juges n'ont plus à rechercher ni les intentions des personnes en cause, ni le résultat du vote.	197
Le nouvel article 13 de la loi du 24 juillet 1867 peut servir à dépister les fraudeurs de l'impôt général sur le revenu	198

CHAPITRE IX

Recours d'un actionnaire contre le vote de la majorité.

La possibilité de décider à la majorité découle de la reconnaissance de la personnalité morale des sociétés de capitaux	200
Des motifs fondés sur des considérations d'ordre public peuvent servir à faire annuler une décision majoritaire	200
Les actionnaires minoritaires peuvent toujours demander la nullité des délibérations prises pour abus de pouvoir, en rapportant la preuve qu'elles sont contraires à l'intérêt social	201

L'article 1871 du Code Civil peut servir à dissoudre une société par actions	202
La jurisprudence allemande	203
La protection de l'intérêt social par le législateur fran- çais	203
Conclusion	205
Bibliographie	209

